LIVRET 3

TRAMe2035

Scénario pour une Transition des Régimes Alimentaires des Ménages

Février 2025

Approche et méthodologie



IDDRI
I4CE INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS

Copyright © 2025 Iddri & I4CE

Citation

Iddri et I4CE (2025). *TRAMe2035, Scénario pour une Transition des Régimes Alimentaires des Ménages, Livret 3 - Approche et méthodologie*

Contacts :

Mathieu Saujot, mathieu.saujot@iddri.org

Lucile Rogissart, lucile.rogissart@i4ce.org

TRAMe2035

Travail au long cours, TRAMe2035 est le fruit de quatre ans d'élaboration et d'application d'une approche multidisciplinaire originale, permettant de mettre en débat les conditions d'une transition alimentaire. Cette question est sensible politiquement et socialement, tant l'alimentation recouvre des dimensions variées - culturelles, économiques, environnementales et sanitaires. Développer des méthodes permettant de la mettre en discussion est néanmoins indispensable, et c'est ce sur quoi l'Iddri et I4CE se sont mobilisés en lien avec de nombreux acteurs. Ce travail s'inscrit dans une démarche d'ensemble s'intéressant à la transition juste des filières françaises de la viande.

L'Iddri est un *think tank* indépendant, qui propose des analyses et trajectoires de changement en matière de coopération internationale et de transformations sectorielles pour un futur prospère pour tous, compatible avec les limites de la planète, au Nord comme au Sud. L'Iddri réunit 50 collaborateurs dont 40 chercheurs aux expertises pluridisciplinaires. Il intervient en réseau avec une cinquantaine de think tanks et universités partenaires dans le monde.

I4CE est un institut de recherche à but non lucratif qui contribue par ses analyses au débat sur les politiques publiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. I4CE promeut des politiques efficaces, efficientes et justes. Ses 40 experts collaborent avec les gouvernements, les collectivités locales, l'Union européenne, les institutions financières internationales, les organisations de la société civile et les médias.

Remerciements

Ce travail a bénéficié des échanges au sein d'un conseil scientifique composé de L.-G. Soler (Inrae), B. Hérault (Centre d'études et de prospective, ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire), T. Le Gallic (Cired), M. Plessz (ENS-Inrae), S. Martin (Ademe)

Cette publication a bénéficié d'une aide de l'État français au titre du Plan d'investissement France 2030 portant la référence ANR-16-IDEX-001, du soutien de la Fondation Daniel et Nina Carasso, de la Fondation européenne pour le climat (ECF) et de la Fondation Porticus, ainsi que d'un financement du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne, à travers le financement n°101000395.

Financé par l'Union européenne

Pathways

Publication : Iddri & I4CE

Édition : Pierre Barthelemy

Illustration de couverture : Faustine Najman

Maquette et mise en page : Ivan Pharabod

TRAMe2035

SCÉNARIO POUR UNE TRANSITION DES RÉGIMES ALIMENTAIRES DES MÉNAGES

Approche et méthodologie

Clémence Nasr, Lucile Rogissart, Charlie Brocard, Mathieu Saujot

Février 2025

INTRODUCTION

APPROCHE GÉNÉRALE

Une approche originale : propos introductif 4
S'éloigner d'un cadre méthodologique « classique » : le consom'acteur 5
Un cadre méthodologique bâti sur trois « briques » : pratiques alimentaires, groupes sociaux et environnement alimentaire 11

UNE TYPOLOGIE DE 12 GROUPES SOCIAUX REPRÉSENTATIFS DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Qu'est-ce qu'un groupe social ? Quelques points de rappel sur la stratification sociale 24
Pour un scénario de prospective sur les pratiques alimentaires, quelle stratification sociale ? 27
La construction de la typologie en quatre étapes 31
(Ré)attribuer les pratiques alimentaires à chacun des groupes 39
Les 12 groupes et leur « carte d'identité » 40

SOCIO-RÉCITS DES TRAJECTOIRES DE CHANGEMENTS ENTRE 2023 ET 2035

Une prospective fondée sur l'exploration des possibles déjà « présents » 43
Le modèle de changement au cœur de TRAMe : comment se déploie une trajectoire d'évolution des pratiques alimentaires ? 46
Décomposer les pratiques pour comprendre leur évolution 48
Faire changer les pratiques, faire évoluer leurs composantes 49
Dimensions de l'environnement alimentaire, « leviers » de changement 50
Pour conclure 52

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE VIANDE ENTRE 2023 ET 2035 : L'OUTIL TRAMECALC

Résumé 53
Effectifs de la population française 56
Consommations alimentaires 64
Évolutions des consommations 2023-2035 71
Le calculateur 72
Tests de sensibilité 75

ANNEXES

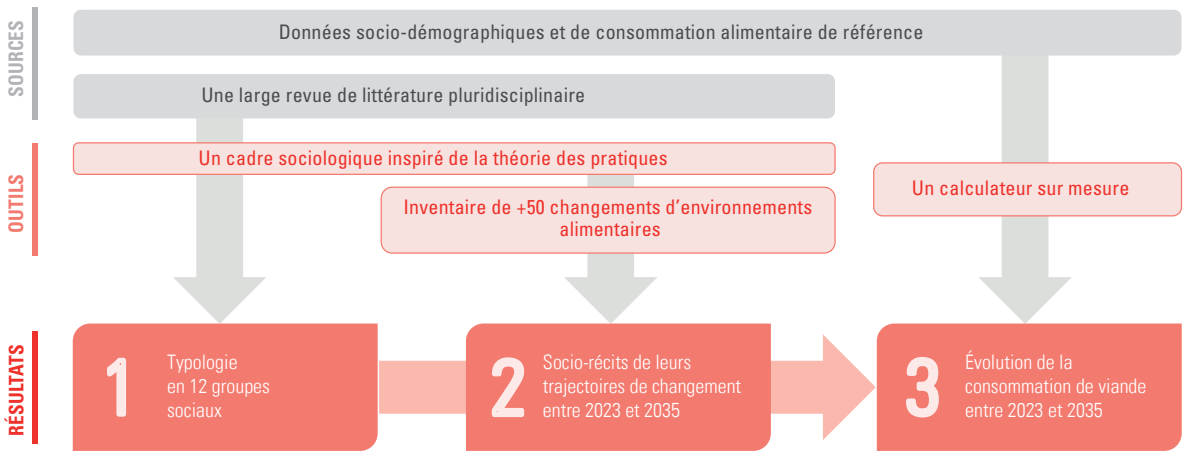
BIBLIOGRAPHIE


PROMO
Menu
SODA
DELIVERY
LOCAL
FRAIS

Introduction

Ce document décrit dans le détail la méthodologie employée pour réaliser le scénario TRAMe2035 (Transition des Régimes Alimentaires des Ménages), scénario présenté plus globalement dans le Livret 1.
Cette méthodologie - comportant deux volets, l'un qualitatif, l'autre quantitatif - est à notre connaissance pionnière dans sa prise en compte de la diversité sociale, et dans son usage de la théorie des pratiques à des fins de prospectives. Elle est ainsi nécessairement perfectible (voir notamment les perspectives scientifiques décrites dans la partie Discussion du Livret 1), et ce document a également pour vocation de détailler les limites de la méthode, et de faciliter les éventuelles reprises.
Ce travail s'appuie sur la succession de trois étapes (représentées comme les "résultats" sur la **Figure 1** ci-dessous) :

FIGURE 1. **Synthèse visuelle de la méthodologie du scénario TRAMe**



Source : Iddri/I4CE.

- Construire une typologie de 12 groupes sociaux représentatifs de la population française, sur la base d'une part de la littérature existante et des entretiens d'experts, et d'autre part de données descriptives des ménages français et de leurs effectifs dans la population.
- Décrire les représentations et pratiques de ces 12 groupes sociaux en 2023, ainsi que leurs trajectoires d'évolution de consommations alimentaires (notamment de consommation de viande mais pas uniquement) entre 2023 et 2035, sur la base d'un inventaire des changements d'environnements alimentaires possibles, sous la forme de "socio-récits" de transition.
- Quantifier l'évolution de la consommation de viande à l'échelle des groupes et à l'échelle nationale.

APPROCHE GÉNÉRALE

Une approche originale : propos introductif

Le scénario prospectif TRAMe repose sur une méthodologie fondée sur plusieurs parti-pris épistémologiques que cette note détaille. Il en est un parmi eux qui façonne l'approche générale à laquelle ce travail prospectif ainsi que sa méthodologie sont inféodés. Ce parti-pris est le suivant : envisager la transition alimentaire requiert de **penser non pas le comportement des individus mais les pratiques alimentaires des groupes sociaux** ; de réfléchir non pas aux moyens de « **responsabiliser** » **les consommateurs mais à ceux qui faciliteraient la réalisation par les individus de gestes et de pratiques alimentaires plus durables**.

Ce parti-pris, disons-le d'emblée, identifie la **sociologie** comme une discipline décisive pour réfléchir à la transition. Comment s'est-il imposé ? Réfléchir à la transition alimentaire, c'est réfléchir aux moyens de faire évoluer un système social, économique et culturel, comprenant une multiplicité de parties prenantes : les consommateurs, les acteurs de la distribution, ceux de la restauration collective et commerciale, etc. Mais pour penser une évolution, encore faut-il avoir diagnostiqué avec précision la situation d'où l'on part. Savoir décrire la réalité présente constitue en effet un préalable à toute réflexion sur son évolution possible. Et finalement, il nous est apparu que c'était sans doute parce que l'approche pour décrire le présent était problématique que les pistes envisageant l'évolution vers une alimentation plus durable semblaient elles aussi ne pas pouvoir conduire à leur destination. Dit autrement, les limites de l'approche actuelle s'agissant de la transition alimentaire expliquent pourquoi celle-ci n'est toujours pas véritablement engagée aujourd'hui.

De quelle approche est-il question et quelles sont les méthodologies qu'elle recouvre ? Cette approche est individualiste, c'est-à-dire qu'elle considère que le sujet à décrire et à comprendre, celui par lequel le changement va advenir, est l'individu. Pour nous, **ce prisme individualiste rencontre ses limites**. Il échoue notamment à expliquer certaines contradictions, à dénouer certains paradoxes. Prenons quelques exemples. L'économie, qui emploie ce prisme individualiste, est souvent mise à contribution pour expliquer – et parfois prédire – les comportements des ménages : elle trace des liens de causalité entre ces derniers et les facteurs économiques, notamment les prix. Pourtant, on ne peut avoir de certitudes que lorsque les analyses économiques livrent une photographie des préférences des consommateurs à un instant T ; le cadrage économique ne permet pas vraiment de renseigner comment ces préférences vont évoluer. Surtout, et au-delà d'un ancrage disciplinaire spécifique, on observe que le prisme individualiste bute sur l'écart entre des déclarations individuelles, favorables à la transition alimentaire, et la réalité des actes. Les individus soutiennent, dans les sondages, avoir adopté un régime moins carné mais leurs habitudes réelles, décrites par les enquêtes de consommation, disent l'inverse[1]. De même, alors que des dispositifs sont déjà mis en place pour inciter à des pratiques alimentaires plus durables (labels « bio » ou « agriculture raisonnée », nutriscore, option végétarienne visible dans les restaurants collectifs, etc.), ceux-ci semblent ne toucher et ne fonctionner que sur une part réduite des individus. L'approche individualiste propose, comme on va le voir, des explications – mais elles sont théoriques (et discutables). Sur le plan pratique, force est de constater que la transition alimentaire conçue à partir de cette approche, n'est pas à la hauteur de l'enjeu. Pour nous, l'approche individualiste est uniformisante car elle conduit à penser à partir d'un individu-moyen qui ne renvoie à aucune réalité. Cette approche manque aussi la stratification sociale, à savoir le fait que la société est constituée avant tout de groupes sociaux, car ce sont à travers eux que les individus se définissent et se comprennent. L'approche qui se trouve au cœur de TRAMe – fondée sur un champ sociologique spécifique, celui de la théorie des pratiques – propose de **partir de cette diversité sociale**, de la décrire. Elle rend compte des pratiques alimentaires propres aux différents groupes sociaux qui constituent la société ; elle met en lumière les représentations, les valeurs et les aspirations qui se cristallisent dans les pratiques et qui, là encore, trahissent la force de l'appartenance sociale dans nos vies individuelles. Puisque **cette approche convoque les groupes sociaux et non pas un individu moyen**, elle débouche nécessairement la proposition d'une transition plurielle, composée de différentes trajectoires d'évolution

1 75 % des Français déclarent avoir réduit la place de la viande dans leur alimentation et vouloir la réduire encore (Harris interactive 2021 pour Réseau Action Climat).

vers une alimentation plus durable. L'approche générale au cœur de TRAMe conduit à une conclusion que nous jugeons ferme : **la transition alimentaire ne sera pas un chemin unique, mais la conjugaison de plusieurs parcours**.
Les lignes qui suivent décrivent dans le détail cette approche par la théorie des pratiques et les paradigmes individualistes avec lesquels elle prend ses distances – notamment celui du « consommateur responsable ». Concluons ce propos introductif en mentionnant les deux produits de cette approche, sur la construction desquels nous reviendrons aussi en détail : une typologie en 12 groupes sociaux (partie 2) et un scénario prospectif composé de 12 socio-récits (partie 3). Les socio-récits peuvent être définis comme des « histoires » qui, en partant de la situation présente et sans rompre avec elle, font de la transition alimentaire une perspective « palpable ». Ils montrent que si l'alimentation durable nécessitera sans doute une volonté politique ainsi qu'une transformation profonde des secteurs agroalimentaires privés, elle sera d'abord, au niveau des individus, le résultat de l'accumulation d'inflexions discrètes mais concrètes, de tournants faibles mais plausibles. L'approche générale de TRAMe comporte donc au moins deux dimensions. Une **dimension politique**, en raison du fait qu'elle considère des groupes sociaux qui ne sont pas dénués d'un certain esprit de classe et qui, pour cette raison même, ne feront pas évoluer leur alimentation de la même façon ; une **dimension** « **quotidienne** » et très préhensible, car les socio-récits permettent d'ancrer la prospective dans les pratiques alimentaires familières et, par conséquent, dans la vie réelle et dans un possible crédible.

S'éloigner d'un cadre méthodologique « classique » : le consom'acteur

Aujourd'hui, la transition alimentaire se pense majoritairement à travers les changements que les consommateurs devraient mettre en œuvre dans le quotidien de leur alimentation. Alors qu'études statistiques, sondages et enquêtes les disent de plus en plus sensibles à la crise environnementale, il est attendu que ces individus fassent des choix responsables en matière d'alimentation. En tout cas, la puissance publique pousse en ce sens : c'est en aidant les individus, par le biais de différents dispositifs, à se transformer en « consom'acteurs » ou « consommateurs responsables » que l'alimentation se fera de plus en plus durable – grâce aux choix exigeants de ces derniers qui, à termes, transformeront l'offre alimentaire en obligeant les acteurs du système agroalimentaire à faire évoluer leurs productions. Ce récit de la transition alimentaire n'est pas neutre. Il renvoie à la domination d'un paradigme : celui d'un consommateur libre de ses choix et responsable de ses actes. Comme nous allons le voir dans ce qui suit, ce paradigme se fonde sur une conception épistémologique singulière ainsi que sur des choix méthodologiques qui ne sont pas sans influence sur les outils d'action publique privilégiés pour engager la transition alimentaire. Nous retraçons d'abord la généalogie de ce récit bâti sur la figure d'un consommateur responsable avant de revenir sur les différents dispositifs publics auxquels il a donné lieu. Ensuite, nous rendons compte des limites méthodologiques du paradigme du consom'acteur, qui, en tant que récit aujourd'hui dominant, explique en partie la stagnation de la transition alimentaire.

Penser la transition alimentaire à partir du « consom'acteur » : présupposés et implications

Brève généalogie du consom'acteur

D'où vient la figure du consom'acteur ? Est-il un militant ? Est-il engagé ? Quel est le sens revêtu par cette figure ? Comme l'explique Sophie Dubuisson-Quellier (2014), le paradigme du consommateur responsable renvoie d'abord au « mouvement consumériste » né en Europe après la Première Guerre mondiale et caractérisé par l'ambition de défendre les consommateurs. Dans le même temps, il n'est pas sans lien avec une consommation pensée comme militante, engagée. Toutefois, nous montrons dans ce qui suit que le récit du consom'acteur le rapproche d'une figure qu'on pourrait dire institutionnelle, pour évoquer sa relation avec l'action publique et l'État.

La consommation engagée

La « consommation engagée » (Dubuisson-Quellier, 2018), plus ancienne que le mouvement consumériste, renvoie à un ensemble hétérogène de pratiques qui sont apparues dès la fin du XVIIIe siècle pour véritablement se développer au tournant du XXe siècle. Dans un premier temps, ces pratiques ont été portées par des regroupements de consommateurs visant la mise en œuvre d'une solidarité entre ces derniers, et la défense de leurs intérêts face à la « progressive organisation des intérêts de l'État et des

entreprises » (Dubuisson-Quellier, 2014). Des mouvements coopératifs ambitionnant d'offrir aux coopérateurs des produits de qualité et à des prix justes aux ligues d'acheteurs érigeant en principe la dignité des conditions de fabrication d'un produit, le projet est celui d'une « moralisation des pratiques » – de production, de commercialisation, de consommation (Dubuisson-Quellier 2018). Toutefois, cet esprit d'engagement prononcé ne sera pas repris par le mouvement consumériste qui rapproche, après la Première Guerre mondiale, les associations de consommateurs et l'État. Car cet esprit pointe davantage la « mise en cause de la responsabilité collective des consommateurs » (Dubuisson-Quellier 2018) dans les injustices sociales, la dégradation de l'environnement, etc. Il sera encore accentué par les « organisations militantes » qui, à partir de Mai 68 en France et davantage dans les années 1990 se saisissent de la consommation et l'identifient à une « **responsabilité citoyenne** » (Dubuisson-Quellier 2014).

L'État et la fabrique du consommateur

L'idéal d'une responsabilité citoyenne portée par un consommateur militant et engagé est distinct de celui que l'État a conçu à l'occasion de son rapprochement d'avec le mouvement consumériste, pour lequel les droits et les intérêts du consommateur l'emportent – sans les effacer pour autant – sur ses devoirs (Dubuisson-Quellier 2018). A travers une alliance entre l'État et les associations de consommateurs – notamment au Royaume-Uni, et d'abord justifiée par les efforts de guerre – c'est une « **citoyenneté économique** » qui est envisagée (Dubuisson-Quellier 2018). Ainsi, une certaine figure du consommateur se construit progressivement, particulièrement après la Seconde Guerre mondiale en France : l'État protège le consommateur et ses droits dans la mesure où celui-ci est considéré comme un acteur rationnel ayant à cœur de faire des choix éclairés voire moraux. La visée est double : la « rationalisation » (Dubuisson-Quellier 2014) de la vie économique mais aussi la « protection du consommateur », fondée sur l'information fournie à ce dernier sur les produits qu'il consomme (Dubuisson-Quellier 2018) ainsi que sur un important appareil législatif. Selon Dubuisson-Quellier, la figure du consommateur responsable et éclairé telle qu'elle est promue par l'État, en France comme ailleurs, se caractérise donc par un ancrage dans les logiques marchandes, qu'il s'agit d'optimiser et non pas de contester. On l'aura compris, **consommation engagée et consommation responsable ne sont pas identiques** : la première est plus indépendante de la puissance publique et elle peut se fonder sur la revendication d'une révision profonde de l'organisation économique ; la seconde conjugue responsabilité et rationalité économique et elle a partie liée avec l'action de l'État.

Le paradigme du consommateur responsable et ses ambiguïtés

Il convient maintenant de détailler plus avant le paradigme du consommateur responsable afin de comprendre, dans un second temps, comment ce dernier structure l'action publique autour de la consommation alimentaire. Le principe épistémologique au cœur de ce paradigme revêt une **origine économique** : le consommateur responsable est en effet proche de l'*homo œconomicus* parce que son comportement est défini comme prévisible (Bergeron *et al*. 2018b). Dès lors, en France, la plus ancienne « identité institutionnelle » – due à l'État au sortir de la Seconde Guerre mondiale – du consommateur responsable le renvoie à un « agent économique autonome et éclairé, capable de choisir pour lui-même au bénéfice d'une croissance partagée par tous » (Dubuisson-Quellier 2014).

Aujourd'hui, dans un contexte où, depuis la fin des années 1990, le « consumérisme vert » (Luke 1993) constitue une composante du « développement durable » promu par l'État (Rumpala 2009), le paradigme du consommateur responsable s'est enrichi tout en restant inféodé à l'» hypothèse d'individus rationnels » ; dès lors, il est envisagé que **les pratiques de consommation deviennent durables à travers le « choix individuel » de chaque acteur** (Dubuisson-Quellier & Plessz 2013). On le voit, cette évolution suppose de conjuguer la rationalité avec la responsabilité vis-à-vis de la préservation de l'environnement. Et cela repose sur un processus de « responsabilisation individuelle » par le biais duquel « la rationalité […] n'est plus seulement celle du prix », puisqu'elle est précisément censée associer à la considération du prix des informations relatives à la durabilité de ce qui est consommé ; l'approche économique revêt donc aussi une dimension psychologique puisque l'individu déploie une « logique de calculabilité » complexe entre différentes informations de nature différente ; et l'effet premier de cette logique est certainement que l'individu est conduit à « se poser des questions » (Rumpala 2009). À l'intersection de la recherche académique, de l'action publique – comme on va le voir plus bas – mais aussi privée, le paradigme du consommateur responsable s'est donc construit et continue d'évoluer à travers la mobilisation de disciplines et de champs scientifiques et parascientifiques divers. À l'économie et à la psychologie se sont joints les neurosciences, le marketing (et notamment le marketing social). Mais leur fondement est commun : un

même « individualisme épistémique et méthodologique » qui fait des individus des « monades isolées au sein du monde social », et qui « assoit les fonctionnements sociaux sur l'action individuelle » (Dubuisson-Quellier & Nougez 2022). A elles toutes, ces disciplines constituent les **sciences du comportement**.

Parmi elles, les plus récentes mettent en lumière une visée singulière : la compréhension du comportement du consommateur et son orientation. Car il faut bien comprendre que le paradigme du consommateur responsable désigne un point d'arrivée – le consom'acteur – et donc des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. La détermination de ces moyens suppose de **circonscrire au plus près le fonctionnement de l'individu quand il consomme et notamment les déterminants de ses actes de consommation**. Autrement dit, ce paradigme, dans son rapport avec les savoirs, répond à un but pratique : il s'agit de parvenir à comprendre le comportement du consommateur afin de favoriser sa mue vers le consom'acteur. Car s'il existe bien des consommateurs engagés, de nombreuses enquêtes (Saujot *et al*. 2023) montrent l'existence d'un décalage entre les convictions, les prises de conscience d'un côté, et la réalité des actes de consommation de l'autre. Par exemple, diverses enquêtes montrent qu'aujourd'hui, en France, de plus en plus d'individus se montrent sensibles au bien-être animal (92% selon un sondage IFOP conduit en 2019) et que, pour cette raison et d'autres – dont la santé et l'environnement –, ils déclarent avoir réduit leur consommation de viande (près de la moitié des Français selon un sondage Harris Interactive 2021 mené pour le Réseau Action Climat). Toutefois, la réalité de la consommation de viande est tout autre : « la consommation moyenne de viande par personne stagne aujourd'hui voire repart à la hausse » après avoir baissé de 1990 à 2013 (I4CE 2023). Par conséquent, il paraît justifié de rapprocher du paradigme du consommateur responsable un concept singulier – celui du « **consumer-citizen gap** », qui décrit précisément **l'écart qui peut exister entre la figure du consommateur et celle du citoyen**, censée être habitée par l'intérêt général[2]. Pour les chercheurs Erik de Bakker et Hans Dagevos (2011), il convient de ne pas opposer le consommateur au citoyen ; par conséquent, pour eux, ce concept exprime l'idée que l'écart entre les deux n'est pas impossible à combler dès lors qu'on s'attache à prendre en compte les « nombreuses ambivalences et les motivations mixtes qui caractérisent les consommateurs contemporains »[3]. De même, le concept de « **biais cognitif** » occupe un rôle majeur dans le paradigme du consommateur responsable. Il est issu de la psychologie et de l'économie comportementales – qui renvoient à une évolution singulière, portée par les « comportementalistes », de ces deux disciplines, (Bergeron *et al*. 2018a). Comme l'indiquent Bergeron *et al*., les comportementalistes placent la focale sur le comportement de l'individu – et, pour cela, ne prennent en considération ni le contexte ni les « enjeux structurels » (Dubuisson-Quellier & Nougez 2022) – afin de voir quels sont les « biais cognitifs » qui empêchent l'individu de choisir, entre différentes options, « celle qui est la plus favorable à son intérêt personnel et à l'intérêt général »[4]. Et c'est précisément en mettant en place les moyens qui permettront de corriger les biais cognitifs que les individus seront en position de faire des choix responsables lorsqu'ils consomment.

Finalement, on pourrait croire qu'avec la psychologie et l'économie comportementales, l'*homo œconomicus*, aux origines du paradigme du consommateur responsable, a été chassé. Or c'est bien le contraire : ces disciplines contribuent à faire perdurer l'*homo œconomicus*. Car, certes, le biais donne à penser que le comportement d'un individu n'est pas rationnel, mais il reste « prévisible », pour autant que le biais est connu (Bergeron *et al*. 2018b). Et enfin, ce comportement peut être « planifié » (Dubuisson-Quellier & Plessz 2013), si les bons moyens sont mis en place par la puissance publique.

L'action publique alimentaire inféodée au paradigme du consommateur responsable : le « gouvernement des conduites individuelles »

Le paradigme du consom'acteur, on l'a dit, s'est construit et évolue à travers une forme de partenariat entre la recherche académique, le secteur privé et la puissance publique. Il convient donc de décrire l'action publique qui, en termes d'alimentation, s'inscrit dans ce paradigme. On peut d'ores et déjà souligner qu'elle est faite de « dispositifs opérationnels » (Rumpala 2009) qui renvoient tous à une forme de « gouvernement des conduites individuelles » (Dubuisson-Quellier & Nougez 2022), c'est-à-dire à une

2 Il se rapproche du concept de « value-action gap ».

3 Toutefois, les deux auteurs utilisent le concept de « consumer-citizen gap » pour justifier la mise en œuvre d'actions bien plus ambitieuses, comme on le verra plus bas, que celles qui sont aujourd'hui portées par la puissance publique en France.

4 Il y a, par exemple, le « biais du court-terme », qui explique le fait que les individus ont tendance à choisir les options qui leur procurent des « gratifications immédiates ». Ainsi, au Royaume-Uni, la puissance publique a conçu un partenariat avec une émission de télévision destinée aux enfants et procurant aux parents un contrat que les premiers peuvent signer, et par lequel ils obtiendront le droit de regarder l'émission s'ils ont accepté de manger des plats sains et de pratiquer une activité physique (Bergeron et al. 2018a).

manière de « **gouverner les consommateurs à distance, en influençant les comportements à distance**, sans toucher *directement* à la dynamique de consommation » (Sessego & Hebel 2018). On peut distinguer quatre dispositifs opérationnels.

Le premier est celui de l'**information**, et renvoie à un « schéma d'intervention qui met l'accent sur la nécessité de corriger un déficit d'information » (Rumpala 2009). On y trouve notamment, comme le rappellent Dubuisson Quellier & Nougez, les campagnes lancées par la puissance publique – par exemple, la campagne organisée en 2001 par le Plan National Nutrition Santé et recommandant de manger cinq fruits et légumes par jour. Le second se situe à l'interface de l'information et du marché, avec des « formes de marquage » s'inscrivant « directement dans le cadre marchand », et qui sont censées permettre aux consommateurs de « faire des distinctions dans l'offre de produits » (Rumpala 2009). Ici, on trouve les **labels** comme celui de l'agriculture biologique, qui « sont soumis au choix des consommateurs » et supposent donc une « démarche volontaire » de leur part (Sessego & Hebel 2018). Un troisième dispositif opérationnel repose sur l'**incitation économique** – par exemple, la taxe sur les boissons sucrées, et qui s'appliquent aux boissons vendues au détail aux particuliers. Un quatrième dispositif est celui du **« nudge »** – littéralement « petit coup de coude » donné aux consommateurs pour qu'ils fassent le bon choix ; ainsi de la stratégie consistant à « présenter de manière plus visible, plus accessible ou plus immédiate [l']option des haricots verts à la cantine » (Dubuisson-Quellier & Nouguez 2022).

Il y a un point commun à ces quatre types d'action publique – et celui-ci renvoie à l'effet recherché et au moyen d'y parvenir. **Ces actions publiques ambitionnent « d'influencer l'offre par l'intermédiaire de la demande »** (Rumpala 2009) avec l'idée que les changements dans les préférences des consommateurs finiront par constituer des signaux de marché eux-mêmes susceptibles de conduire à un ajustement de l'offre – c'est-à-dire des conditions de production et de distribution davantage compatibles avec la conservation des écosystèmes. Et le moyen d'y parvenir, c'est, on l'aura compris, le consommateur et ses actions individuelles. L'effet recherché – de dimension collective et à l'échelle nationale – est censé découler de la somme des actions individuelles – choix de consommation et d'achat. Comme l'explique Rumpala (2009), « le saut du niveau individuel au niveau collectif se fait en supposant que l'influence des consommateurs peut être cumulative ». Toutefois, de nombreux éléments montrent aujourd'hui que cette action publique, fondée sur le récit du consom'acteur, revêt une forme d'impuissance.

Les impasses d'un récit de transition « saturé » par le consom'acteur

Avant de détailler les limites du récit du consom'acteur, fondé sur le paradigme du consommateur responsable, il importe de revenir brièvement sur sa légitimité. Car la visée de notre propos n'est pas de remettre fondamentalement en cause ce paradigme – il s'agit plutôt de montrer qu'il est nécessaire qu'un autre paradigme le complète et le circonscrive. En réalité, l'individualisation qui caractérise le récit du consom'acteur est loin d'être injustifiée. Si l'on tient compte du fait que la consommation, comme l'a montré Colin Campbell (1987), est le processus qui incarne – davantage que celui de la production – l'importance acquise, avec la modernité, par l'intériorité individuelle, on comprend aisément que l'appréhension de la consommation alimentaire ait pu susciter des théories fondées sur l'individualisme. De même, en interrogeant le paradigme du consommateur responsable, il ne s'agit pas de soutenir l'idée que la somme des engagements individuels, au sein du champ de la consommation alimentaire, serait une impasse. Il est crucial par exemple, que les « initiatives 'alternatives' » (Bricas *et al*. 2021[5]), fondées par des collectifs de citoyens dont les convictions individuelles les ont portés vers elles, se poursuivent et soient soutenues ; il n'est pas rare, du reste, que l'État et les collectivités se retrouvent à « reprendre ou appuyer un certain nombre de projets militants » (Dubuisson-Quellier 2013) ; on pense, par exemple, aux initiatives municipales pour réduire le gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires, ou encore à l'agriculture biologique qui fait aujourd'hui l'objet d'une action publique, etc. Il ne s'agit pas non plus d'invalider les actions publiques qui ont été mises en place afin de favoriser une consommation davantage responsable, et qui, comme on l'a vu, en appellent au choix strictement individuel du consommateur. Mais il faut bien constater que **ni la consommation engagée ni la consommation responsable, toutes deux fondées sur la figure d'un individu-consommateur-citoyen, ne suffisent à engager la transition alimentaire**. Par conséquent, l'impasse que nous tentons de circonscrire est la suivante : c'est la saturation du récit de la transition alimentaire par la figure du consom'acteur qui se révèle problématique et non cette figure en tant que telle.

5 Précisons du reste que les auteurs de cet ouvrage, comme on va le voir plus loin, soutiennent à la fois la consommation engagée et une action publique forte sur les environnements alimentaires.

Des limites méthodologiques…

Car le paradigme du consommateur responsable comporte des limites. Pourtant, ces limites ont, d'une certaine manière, été oubliées tant ce paradigme sature le récit de la transition alimentaire. Il convient de les rappeler. **La première limite tient à l'individualisme méthodologique sur lequel ce paradigme est fondé**. Par-là, on veut dire la chose suivante : le consommateur responsable semble être un individu détaché de tout contexte social ; il semble évoluer dans le monde comme une entité autonome, dont le comportement serait dégagé de toute forme de dépendance et d'influences. En somme, le paradigme du consommateur responsable tend à effacer un élément central de l'existence humaine, à savoir les « normes sociales », issues des « groupes d'appartenance » des individus ; et les normes ne sont pas extérieures aux vies individuelles car elles sont la base de leurs « interactions » et, à ce titre, elles « s'imposent aux individus non pas malgré eux mais bien avec eux » (Dubuisson-Quellier & Nouguez 2022).

Il n'y a donc pas d'opposition entre individu et social : les normes constituent un des traits d'union entre ces deux composantes de l'existence humaine. Cette première limite comporte donc un second volet : l'existence de normes renvoyant aux collectifs – famille, travail, religion, etc. – au sein desquels chaque individu évolue, contourner les premières revient à oblitérer les seconds. Autrement dit, le paradigme du consommateur responsable tend à ignorer la différenciation de l'espace social ou encore **la stratification sociale** – c'est-à-dire les « groupes sociaux » ainsi que leur « spécificité » ou leur « culture » (Bergeron *et al*., 2018). Or cela s'avère très problématique dans la mesure où une partie importante de la « construction identitaire » des individus et de leur investissement dans la vie sociale qui les entoure consiste, pour eux, à participer à ces processus « qui signifient tout autant l'inclusions que l'exclusion », et par lesquels « les groupes sociaux cherchent à se distinguer les uns des autres » (Dubuisson-Quellier & Gojard 2016). Et l'alimentation, comme on le verra tout au long de cette étude, est justement constituée de gestes et d'actions qui relèvent pleinement de ces processus ne cessant d'élever – et de faire évoluer – ces « frontières symboliques » entre les groupes sociaux (*Ibid*.), sans lesquelles il est impossible de comprendre comment une société fonctionne.

La seconde limite du paradigme du consom'acteur renvoie à la manière dont l'offre est appréhendée. On l'a vu, l'offre est considérée exclusivement à travers le prisme de la demande – la seconde étant censée modifier la première. Or, selon Rumpala (2009), cette influence visée constitue un vœu pieu. Car il faut bien voir que le fonctionnement actuel de l'offre alimentaire se définit par un déséquilibre fondé sur le poids avéré des firmes multinationales qui, par le biais des « partenariats public-privé » et de « tables rondes 'multipartites' », disposent désormais et depuis déjà plusieurs décennies d'un « accès privilégié » aux processus décisionnels – nationaux et internationaux – qui touchent à l'avenir des systèmes alimentaires (Anderson *et al*. 2023). Il n'est donc pas exagéré de dire que leur « **pouvoir de marché** » s'est doublé d'une « **capacité à exercer un pouvoir politique** » grâce auquel elles construisent un « environnement réglementaire » qui n'entrave que très peu leur action (*Ibid*.). Partant, elles peuvent se mettre en position de véritablement façonner, par cette action, l'environnement alimentaire[6] des individus, en instituant des significations qui acquièrent une force normative, via la publicité et le marketing notamment. Cela conduit à un état de fait : le consommateur, qui personnifie ce pôle de la demande, n'a que bien « peu de prises à sa disposition » sur tout ce qui relève de l'offre et de son éventuelle transformation ; il se trouve ancré dans un système de « contraintes jouant à un niveau [...] infrastructurel » (Rumpala 2009). Prenons un exemple précis : celui de la force instituante des acteurs de l'offre telle qu'elle s'exprime à travers la création de normes. Parmi celles-ci, on trouve notamment, s'agissant de la consommation en général et donc de l'alimentation notamment, le « registre de satisfaction du désir », lequel affaiblit considérablement « l'appel à la rationalité du consommateur » porté par le discours du consommateur responsable (*Ibid*.). Sur un plan moins normatif et plus matériel, physique – type de magasins, de restaurants, de produits à disposition –, il suffit de rappeler que le consommateur doit aussi « faire avec l'offre qu'il a en face de lui et celle-ci peut laisser peu d'espace à des décisions d'achat alternatifs » (*Ibid*.).

Cette seconde limite a une conséquence majeure s'agissant des actions conduites aujourd'hui pour favoriser la transition alimentaire. Les dispositifs, évoqués plus haut, qui sont mis en place dans le cadre du paradigme du consommateur responsable – information et *nudge* – ne permettent pas d'avoir un impact réel sur ces « mécanismes marchands » dans lesquels les consommateurs se trouvent inscrits ; autrement dit, « ils paraissent permettre d'intervenir sur certains fonctionnements de la consommation et du marché sans risquer d'en endommager les dynamiques » (*Ibid*.). Finalement, on peut se demander si ces dispositifs ne sont pas aisément acceptés par les acteurs du système agroalimentaire actuel justement parce qu'ils ne peuvent pas être accusés d'engendrer un « interventionnisme excessif » (*Ibid*.).

6 On détaillera de façon exhaustive cette notion dans la suite de l'étude.

…Conduisant à une transition alimentaire socialement « étroite »

Nous souhaitons, dans les quelques lignes qui suivent, mettre en relief la conséquence majeure de la première limite du paradigme du consommateur responsable. Cette limite pointe l'évacuation, par ce paradigme, de la stratification sociale ou encore du rôle majeur joué, dans le fonctionnement de la vie sociale, par l'appartenance des individus à des groupes sociaux. Quelle en est la conséquence ? **Ne pas prendre en compte la stratification sociale conduit à engendrer un discours et un univers de sens qui ne « parlent » aujourd'hui qu'à une portion congrue de la société française** – précisément celle qui se conforme ou prétend se conformer aux injonctions portées par ce discours et, ce faisant, qui contribue à la production et à la reproduction de celui-ci. En effet, il est montré qu'aujourd'hui, la consommation durable revendiquée, l'attention aux « petits gestes » écologiques du quotidien, l'inquiétude vis-à-vis de la crise écologique sont principalement portées par des catégories sociales particulières : plutôt urbaines, diplômées, jeunes et aisées. En effet, les individus qui appartiennent à ces catégories n'hésitent pas à défendre des pratiques inscrites dans une « écologie [...] militante » (Comby & Malier 2021) qui, en matière d'alimentation par exemple, implique non seulement les petits gestes – composter, utiliser les restes, etc. – mais également des « conversions » plus profondes (Grossetête 2019) comme l'abandon d'un régime carné. Il importe de circonscrire la dimension symbolique de ce positionnement et des pratiques qu'il induit : renvoyant à des « modes de consommation coûteux », ces pratiques peuvent se révéler écologiques lorsqu'elles portent sur certains aspects – notamment l'alimentation – et éminemment polluantes lorsqu'elles en concernent d'autres, comme le voyage notamment ; ces catégories sociales se distinguent en effet par un usage important de l'avion (Ginsburger 2020). Par conséquent, il convient de garder à l'esprit que l'écologie militante de cette partie de la population ne relève pas uniquement de changements concrets mis en place au quotidien. Elle relève aussi, au-delà des actes et de leur existence réelle ou prétendue, d'une logique symbolique ayant tout à voir avec les dynamiques de différenciation et de distinction constituant le ressort majeur de la stratification sociale : la **hiérarchisation entre les groupes sociaux**.

Or il se trouve que cette écologie militante croise une « écologie institutionnelle » (Comby & Malier 2021) qui valorise nombre des pratiques identifiées à ce registre militant. Dès lors, les gains de distinction issus du fait que la réalisation de ces pratiques écologiques renvoie à position déjà socialement dominante – diplômes, revenus – se voient redoublés grâce à une validation de ces pratiques par la puissance publique et à la valorisation par celle-ci de la figure du consommateur responsable. Celui-ci est donc socialement situé : plutôt urbain, plutôt jeune, plutôt aisé et diplômé. Finalement, et notamment en matière d'alimentation, les « goûts dominants » de l'alimentation durable – comme l'alimentation biologique – ainsi que les convictions valorisées par la puissance publique, visibles dans le débat public et dans la sphère médiatique, s'identifient à ceux des « catégories aisées, dominantes » (Regnier, Lhuissier, Gojard 2009).

Cela n'est pas sans effet sur les autres catégories sociales et sur le type de transition alimentaire privilégié par la puissance publique aujourd'hui. **Cette écologie militante et institutionnelle peut se voir imitée par certains groupes comme elle peut être rejetée par d'autres.** Au sein de certains groupes, en effet, les pratiques alimentaires durables et les pratiques écologiques en général sont rapportées à une idéologie, des croyances, un engagement politique que l'on ressent comme étrangers au groupe auquel on appartient et à son identité. Dès lors, on note, de la part des individus appartenant à ces groupes, une « volonté d'afficher une distance sociale » avec les individus et les groupes identifiés à cette écologie militante et institutionnelle (Dubuisson-Quellier & Gojard 2016). Quelle est la conséquence de cela sur le type de transition alimentaire engagé par la puissance publique aujourd'hui ? Inévitablement, cette transition se révèle socialement étroite, c'est-à-dire qu'elle n'est portée que par une portion très restreinte de la société. **La transition alimentaire moulée dans le paradigme du consommateur responsable semble ne pouvoir concerner que les convaincus** ; elle peut être appréhendée avec indifférence par certains groupes comme elle est aussi susceptible de susciter une forme de rejet pour d'autres. Le paradigme du consommateur responsable débouche donc sur un discours et des actions de transition alimentaire qui, privés d'une assise sociologique prenant en compte la stratification sociale, sont inaudibles, transparents, irritants – et en tout cas inefficaces – pour de nombreux pans de la population. Jusqu'ici, nous avons parlé de groupes sociaux sans véritablement les définir. Cette notion ainsi que la manière dont nous l'employons sont détaillées avec précision plus loin dans l'étude. Ce qu'il faut retenir à ce stade est la chose suivante : **la réflexion sur la transition alimentaire ne peut plus faire l'impasse sur la stratification sociale et la diversité des pratiques alimentaires**

qu'elle suppose. Les travaux de prospective sur la transition alimentaire, qui associent consommateur responsable d'un côté, calculs et projections fondés sur un « individu moyen » de l'autre doivent être complétés par des études d'un autre type qui n'ignorent pas la stratification sociale. Ces études sont en train d'émerger, au fur et à mesure. On peut noter par exemple le scénario prospectif SISAE (Simulation prospective du Système Alimentaire et de son Empreinte carbone) proposé en 2021 par l'ADEME et qui envisage une société « partagée », pour ainsi dire, en différents régimes-types (omnivore_170g, omnivore_75g, flexitarien_30g et végétarien) de façon à ne pas uniformiser la société par le biais d'une « assiette durable type ». Le travail réalisé en 2021 par l'ObSoCo sur le "Rapport à la qualité et aux éthiques dans l'alimentaire" semble, lui aussi, aller dans ce sens en partitionnant la société en *clusters*, ou encore en différents « visages de Français » qui se positionnent de façon variable par rapport à la transition alimentaire : les désimpliqués, les réfractaires, les consommateurs traditionnels, les hédologistes, etc. Pourtant, nous verrons dans la suite de l'étude que ces tentatives renferment elles aussi certaines limites qui, à nos yeux, les éloignent de la stratification sociale telle qu'elle existe réellement. Leur principale limite réside dans le fait que le partitionnement qu'elles proposent contourne les logiques d'identité, de différenciation, de hiérarchie et de statut qui sont au cœur de la stratification sociale réelle.

Pour conclure

Soulignons que, jusqu'à aujourd'hui, la réflexion et les analyses sur la transition alimentaire sont dépendantes d'un paradigme, d'un prisme – celui du consommateur responsable – qui limite considérablement la portée de cette dernière. Fondé sur un individualisme méthodologique aveugle à la réalité sociologique de la stratification sociale, le récit de la transition alimentaire ainsi que ses anticipations prospectives ne se donnent pas les moyens d'explorer des pistes essentielles. Ces insuffisances sont à l'origine de l'inefficacité constatée de la transition alimentaire actuelle - des actions trop peu transformatrices, et qui ne résonnent qu'auprès de marges restreintes de la société.

Le scénario de transition alimentaire TRAMe se fonde sur un paradigme tout autre, qui met en avant les **pratiques** ainsi que les **groupes sociaux**. Grâce à ce prisme singulier, ce scénario montre que chaque groupe a son rôle à jouer dans la transition alimentaire et que les trajectoires d'évolution sont distinctes les unes des autres.

Un cadre méthodologique bâti sur trois « briques » : pratiques alimentaires, groupes sociaux et environnement alimentaire

L'analyse des limites du paradigme du consommateur responsable nous conduit à faire un constat : on ne peut pas envisager une transition alimentaire en ne considérant que l'individu, ses convictions, ses choix rationnels et ses comportements irrationnels. Car l'action publique qui découle de ce paradigme est incomplète et trop faible. Mais alors ne nous retrouvons-nous pas dans une impasse, dans la mesure où la transition alimentaire suppose nécessairement de faire évoluer les comportements des individus s'agissant de leur alimentation – et particulièrement leur régime ? En réalité, sortir de l'impasse est possible à la condition de faire évoluer le paradigme sur lequel se fonde le récit de la transition alimentaire. Comme on va le voir dans ce qui suit, il convient de comprendre que les « comportements des individus » sont des manifestations de ce qu'il faut plutôt saisir comme des « pratiques sociales » (Dubuisson-Quellier & Nouguez 2022). Ainsi, c'est en réfléchissant aux voies qui permettraient de **faire évoluer les pratiques alimentaires** qu'on pourra dégager les voies d'une possible transition alimentaire. Dans ce qui suit, on revient sur le cadre épistémologique qui permet de passer des comportements individuels aux pratiques alimentaires : ce cadre s'inspire de la discipline sociologique et, en son sein, de la théorie des pratiques. On explique notamment que, dans le cadre de la théorie des pratiques, **les pratiques alimentaires ne concernent plus seulement des individus mais surtout les groupes sociaux** dans lesquels ils s'inscrivent. C'est à la transition alimentaire telle qu'elle pourrait se traduire de façon différenciée au sein d'une pluralité de groupes sociaux qu'il convient de réfléchir.

Une approche inspirée de la théorie des pratiques

La théorie des pratiques, qu'est-ce que c'est?

La théorie des pratiques s'est développée dans les années 1990 au sein du monde académique anglo-américain et elle est particulièrement utilisée par les sociologues de la consommation. Initiée par Anthony Giddens dans les années 1980 et portée par des théoriciens comme Théodore Schatzki ou encore Andreas Reckwitz, la théorie des pratiques s'inscrit en faux contre les analyses économiques ou encore psychologiques, notamment en raison de leur individualisme méthodologique. Dans ces analyses, la consommation est un acte strictement individuel, c'est-à-dire que seuls interviendraient les choix et décisions totalement autonomes d'un individu qui semble souverain, sans véritable influence qui pourrait le contraindre. A l'inverse, la théorie des pratiques appelle à réinscrire la consommation – et l'action en général – dans **la** « **vie quotidienne** » **des individus** (Spurling *et al*. 2013), c'est-à-dire dans un **tissu de relations, de collectifs** dans lesquels ils évoluent, au travail, en famille, etc., ainsi que dans un réseau de lieux fréquentés. En somme, le premier geste de la théorie des pratiques est de réinvestir « l'espace du social » (Schatzki 1996 cit. par Dubuisson-Quellier & Plessz 2013), et c'est précisément cet espace qui mène aux pratiques : précisément, les pratiques saturent cet espace, elles lui donnent sa chair. Avant de mieux appréhender ce qu'est une pratique, commençons par clarifier un point : la théorie des pratiques suppose-t-elle de passer du tout-individu au tout-social ? L'individu et son comportement disparaissent-ils dans la théorie des pratiques ?

Une troisième voie entre le tout-individu et le tout-société

On pourrait aisément croire que la théorie des pratiques, en partant du postulat épistémologique que le contexte social prime sur l'individu en l'influençant et en l'inscrivant dans des relations et des dépendances, nie l'existence du libre-arbitre. On pourrait en effet faire l'erreur de soutenir que la théorie des pratiques rétablit le « dualisme [...] holisme-individu » (Plessz 2021) et tranche en faveur du premier, en soutenant que l'individualité constitue une forme d'illusion. On pourrait soutenir, à tort, qu'elle se rapproche de la pensée défendue par l'École de Francfort, et selon laquelle les individus, en tant que consommateurs, sont toujours aliénés (Marcuse 1994 cit. par Dubuisson-Quellier 2022). En réalité, **la théorie des pratiques ménage une troisième voie** : elle ne nie pas que les individus soient dotés d'une agency, d'une « agentivité » (ou « capacité d'agir ») qui leur est propre (Ibid.) ; cela vient du fait qu'en tant qu'humains, l'action de chaque individu est spécifiquement caractérisée par « l'intentionnalité et [...] la réflexivité » (Plessz 2021). Pour le dire simplement, quelque chose qui relève du for intérieur de l'individu est toujours activé lorsque ce dernier agit. Cependant, il reste que **l'intentionnalité d'un individu est toujours traversée et informée par des dynamiques qui le dépassent et qui proviennent du contexte social et matériel.** C'est précisément ce que le terme de « pratique » désigne : une action qui semble relever uniquement de l'individu et de sa volonté mais qui, en réalité, renvoie à une dimension collective, sociale mais aussi matérielle dans la mesure où l'individu s'inscrit dans des lieux, est entouré de choses, etc. Allons plus loin dans la compréhension de ce qu'est une pratique, en commençant par expliciter son rapport à l'individu et au monde social.

Du comportement à la pratique

La réalité « visible » nous montre des individus qui agissent. Que dénote donc concrètement le terme « pratique » ? Il renvoie à **une action certes conduite par un individu, mais dont on sait que cette même action comporte une multiplicité de facettes collectives et sociales**. D'une certaine façon, en disant « pratique », on veut dire que l'individu agit, mais que son action propre peut être vue comme un écho des actions d'autres individus agissant de la même manière ; qu'à travers son action propre s'illustrent des valeurs que l'individu partage avec d'autres ; qu'à travers son action propre sont illustrées des règles qui ont été décidées par d'autres ; qu'à travers son action propre, enfin, sont impliqués des objets, du matériel, des infrastructures qui ont été construits par d'autres. Ce qui est donc révélé par le terme de « pratique », c'est le fait que chaque individu est inscrit dans un réseau de relations sociales et matérielles, dans un contexte social et infrastructurel. En somme, les pratiques ne renvoient pas prioritairement aux individus qui en sont à l'origine, elles renvoient au social : « les pratiques peuvent être envisagées comme l'espace de réalisation du social » (Dubuisson & Plessz 2013).

Dès lors, que reste-t-il de spécifiquement individuel dans une pratique ? Autre façon de poser la même question : comment – et est-ce qu'on le peut ? – différencier un comportement individuel, une action individuelle d'une pratique ? Qu'est-ce qui, dans une pratique, relèverait spécifiquement des premiers ? On l'a dit, une pratique est réalisée par un individu. Mais cela n'enlève rien au lien entre comportements et pratiques ; on peut même dire que « les comportements individuels sont des performances

de pratiques sociales » et que finalement une « conduite individuelle » n'est rien d'autre que « l'expression observable d'un phénomène social » (Spurling et al. 2013). Ce à quoi renvoie ce phénomène social qu'est une pratique, c'est à « des connaissances de base » que l'individu détient, constituées notamment de « compréhension, de savoir-faire » (Reckwitz 2002 cit. par Plessz 2021), mais aussi de « normes [...] et de valeurs » (Dubuisson-Quellier 2022). Ces connaissances permettent à l'individu de savoir comment agir, de quelle manière, avec quels gestes, et de façon appropriée, afin que son comportement soit compris des autres. Réciproquement, c'est bien à travers le médium de la pratique que ce même individu va comprendre les actions des autres ; en somme, « l'intelligibilité du monde social, [le fait que nous le comprenions], repose sur les pratiques » (Plessz 2021). En somme, comportements et pratiques ne s'opposent pas sur le plan théorique. C'est plutôt qu'ils ne renvoient pas au même niveau d'expression de la réalité sociale, la pratique donnant accès à une richesse analytique supérieure.

Dès lors, reste-t-il quelque chose, dans l'action d'un individu, qui ne relève pas de la pratique et donc d'un phénomène social ? Il faut bien admettre, au vu de tout ce qui vient d'être dit, que la réponse penche vers un mot : peu. Et d'autant plus qu'il ne faut pas imaginer qu'avant d'agir ou pour pouvoir agir, l'individu manipule rationnellement les connaissances – savoir-faire, règles, normes – et valeurs qui constituent les pratiques, et qui lui auraient été transmises comme un préalable. Ces connaissances ne doivent pas être comprises comme de simples « facteurs contextuels » de l'action individuelle qui, environnée de ces facteurs, serait relativement indépendante d'eux (Shove 2010). C'est précisément en agissant – par apprentissage, par mimétisme, par socialisation – que l'individu devient perméable aux connaissances et valeurs, qui arrivent à lui par les pratiques, qui en sont précisément constituées. Même ce qui semble être le propre de l'individu – à savoir ses motivations, ses aspirations mais aussi ses affects et ses émotions – et qui intervient aussi dans les pratiques, ne peut lui être exclusivement affecté. En effet, et comme on va le voir plus tard, les motivations et les aspirations ont beaucoup à voir avec les idéaux et les valeurs des groupes sociaux auxquels on appartient, et qui s'illustrent dans les pratiques de ce groupe. De même, les pratiques contiennent aussi les affects au sens où elles nous dictent, d'une certaine manière, ce que nous devons ressentir : « quels affects il est attendu ou surprenant de manifester », c'est la pratique qui nous le dit ; par exemple, il est attendu que les femmes ressentent une forme d'amour ou l'envie de prendre soin lorsqu'elles préparent le repas pour l'ensemble de la famille (Plessz 2021).

Dans ce cadre théorique qu'est celui de la théorie des pratiques, on saisit donc bien l'importance que revêt la compréhension des dynamiques collectives, sociales, sans laquelle les actes des individus semblent difficilement saisissables. **Pour autant, certaines caractéristiques individuelles peuvent être mobilisées pour affiner l'analyse à un niveau micro.** Ainsi et dans la mesure où la pratique est aussi, selon Reckwitz, un « ensemble d'activités corporelles » (cit. par Dubuisson-Quellier & Plessz 2013), on peut imaginer que la constitution physique d'un individu influence, de façon unique, sa performance d'une pratique. De même, la biographie à très court terme, ou encore la dimension ultra-contextuelle de la vie d'un individu aura certainement un impact unique sur sa manière de performer une pratique à un instant donné. Par exemple, la personne qui aura fait une insomnie réagira peut-être différemment à un manque de respect que la personne qui aura bénéficié d'une nuit complète[7].

Par exemple, une pratique alimentaire, ce serait quoi ?

Maintenant qu'on a précisé le lien entre comportement individuel et pratique sociale, tentons d'être plus précis sur les composantes d'une pratique, en prenant pour exemple ce qui nous intéresse ici, à savoir l'alimentation. Mais avant de détailler ce qu'est une pratique alimentaire, il convient de se pencher sur ce qu'est et sur ce qui compose une pratique en général. Dans ce qui précède, on a évoqué quelques composantes majeures de la pratique – les savoir-faire, normes, valeurs, règles –, lesquelles renvoient surtout à des éléments immatériels. La pratique comprend d'autres composantes, davantage matérielles, sur lesquelles nous allons revenir, puis nous conclurons sur la liste des composantes qui a été arrêtée pour ce travail de scénarisation des pratiques alimentaires. Car, la première chose à savoir, c'est que le terrain scientifique de la théorie des pratiques est encore accidenté : différentes tendances théoriques coexistent, et elles ne sont pas nécessairement intégrées les unes aux autres. Cela explique que la théorie des pratiques demeure, d'une certaine manière, plastique et c'est cette plasticité même qui nous a conduit à fixer une liste de composantes des pratiques, qui paraissait le mieux convenir à l'alimentation.

7 Que dire de la biographie, de la trajectoire longue d'un individu ? Pour le coup, elle nous ramène au monde social et à l'inscription de l'individu dans ce dernier puisque cette trajectoire n'est rien d'autre que la circulation de l'individu dans les relations sociales et que l'appartenance de ce dernier à des groupes.

Ceci posé, on peut avancer[8] qu'une pratique est constituée des éléments suivants (voir **Figure 2**) :

1. Les **normes sociales**, qui disent comment la pratique doit être réalisée, à quels impératifs elle répond ;
2. Les savoir-faire, les **compétences** et les **informations** dont un acteur dispose, et qui vont influencer la manière dont il va performer une pratique ;
3. La manière dont la pratique est comprise, c'est-à-dire les **significations** qu'on en tire, et il y a aussi les **aspirations**, buts poursuivis en réalisant la pratique, les valeurs qui interviennent.
4. Ces éléments caractérisés par leur immatérialité sont complétés par des éléments qui s'inscrivent dans les « dimensions matérielles » d'une pratique (Dubuisson-Quellier & Plessz 2013). Par-là, on entend :
5. Les **produits et les cadres de vie et d'achat** que l'individu rencontre ; les objets qu'il manipule, les outils qu'il utilise et les lieux qui l'accueillent pour faire tout cela, c'est-à-dire pour réaliser la pratique. Par exemple, dans le cas de l'alimentation, les objets sont les produits alimentaires et, plus spécifiquement, ils constituent l'offre alimentaire à laquelle un individu a accès (produits frais, plats préparés, produits « bio », etc.) ; autre exemple, la pratique consistant à s'approvisionner en denrées alimentaires repose sur ces lieux et infrastructures spécifiques que sont les enseignes de grande distribution, les lieux que sont les marchés de plein vent, etc.
6. La liste des composantes s'arrête-t-elle là ? Non, car plusieurs partisans de la théorie des pratiques soulignent la nécessité, pour bien comprendre une pratique, de tenir également compte de ce qui pourrait être appréhendé comme des composantes « externes ». Par composantes externes, on fait en réalité allusion à « l'encadrement dont [les pratiques] font l'objet » (*Ibid.*). Pour ce qui est des pratiques alimentaires, deux autres aspects nous paraissent cruciaux, et notamment pour envisager une évolution des pratiques alimentaires.
7. Les **contraintes et ressources financières**, qui pèsent notamment sur le « consentement à payer » : il s'agit de savoir si un ménage dégagera des marges de manœuvres pour acheter des denrées plus chères, pour des produits apportant un surplus de valeur, par exemple les produits issus de l'agriculture biologique. Le niveau de ressources financière dont dispose un ménage l'expose aussi à une probabilité plus ou moins grande de dépendre de l'aide alimentaire, de subir une situation de précarité alimentaire, d'insuffisance ou de d'insécurité alimentaire, ou encore de ressentir une frustration à l'égard de ses capacités d'achat sur le marché.
8. Le **lien avec d'autres pratiques**, qui renvoie tout simplement à la dimension temporelle de nos vies, qui reposent donc sur une « coordination et [sur] l'organisation temporelle des pratiques » (*Ibid.*). Le quotidien des individus constitue en effet un espace où les pratiques se recoupent, se combinent ou, à l'inverse, sont en concurrence. Par exemple, décider de privilégier les commerces de bouche quand on en a les moyens suppose aussi de dégager plus de temps dédié à l'approvisionnement alimentaire – un temps qu'un passage dans une grande surface, où un maximum d'articles alimentaires sont concentrés, ou que l'usage du drive permettent de réduire. Or dégager plus de temps peut impliquer de réduire celui dédié à une autre pratique. De même, le choix du lieu d'approvisionnement alimentaire dépend du lieu de résidence mais aussi du trajet possible entre lieu de résidence et lieu de travail, comme le montrent les travaux sur le « paysage alimentaire » (Vonthron, 2021), nouant ainsi un lien entre pratique alimentaire, pratique de mobilité, et travail.

Avec la théorie des pratiques, une vision singulière du changement : « Quand on peut, on veut »

Si la théorie des pratiques est le cadre épistémologique par le biais duquel nous proposons un scénario de transition alimentaire, c'est notamment parce que le prisme associé à cette théorie débouche sur la description d'une dynamique de changement qui paraît davantage à la hauteur de l'enjeu. Ce prisme, on l'a dit, consiste à décaler notre regard : il ne s'agit plus de se focaliser sur l'individu, ses convictions, ses choix rationnels et ses comportements irrationnels ; il ne s'agit pas non plus de ne prendre en compte que les grandes structures sociales qui enserreraient l'agentivité des individus voire s'y substitueraient tout à fait. Il convient de s'intéresser aux pratiques, qui illustrent la perméabilité complète des actes individuels aux influences matérielles et immatérielles qui proviennent de la réalité sociale dans

8 On combine, dans ce qui suit, deux caractérisations des pratiques : celle d'Elizabeth Shove, avec la triade meanings-materials-competence (voir Shove et al. 2012.), et celle de Theodore Schatzki, meanings-rules-teleoaffective structure (voir Plessz 2021). En suivant les suggestions de Marie Plessz et de Sophie Dubuisson-Quellier, on ajoute trois aspects contribuant à l'encadrement des pratiques : la coordination temporelle des pratiques – proposée par les deux sociologues –, l'offre alimentaire (qui peut être appréhendée comme faisant partie des objets manipulés, ou comme faisant partie des infrastructures) et la contrainte financière, associée au consentement à payer.

FIGURE 2. Les six composantes d'une pratique alimentaire dans TRAMe

La pratique alimentaire peut être décomposée en 4 pratiques plus spécifiques (e.g. faire les courses), dont la modalité (e.g. faire les courses au marché ou en ligne) dépend de l'interaction entre 6 composantes. Le type de pratique adopté par un individu aura des effets structurants sur ses consommations alimentaires. Pour cette raison, si le point d'arrivée de cet exercice est de comprendre comment la consommation de produits animaux pourrait évoluer, la démarche prend en compte plus généralement l'ensemble des pratiques alimentaires.



Source : Saujot et al., 2024.

laquelle ces actes se déroulent. Détaillons maintenant les caractéristiques de la dynamique du changement qui peut se bâtir à l'intérieur du cadre de la théorie des pratiques.

Dans la perspective que nous avons adoptée, ce qui doit évoluer, ce sont précisément les pratiques alimentaires. Or réfléchir à la manière de faire évoluer les pratiques alimentaires, c'est faire quelque chose de foncièrement différent de la démarche – actuellement dominante – consistant à envisager les différentes manières et moyens de faire changer les comportements individuels. On l'a vu, imaginer que les comportements individuels puissent être modifiés, c'est limiter l'action à deux champs principaux : premièrement, faire évoluer les convictions des individus, en les informant par exemple – ce qui revient à espérer que tous se transforment, pour ainsi dire, en consommateurs responsables et conscients de l'être ; deuxièmement, jouer, grâce à des *nudges*, sur les ressorts inconscients et les biais des individus et les conduire à faire les bons choix sans qu'ils le sachent vraiment. On a vu que cette dynamique de changement n'était pas dépourvue de résultats mais que ces derniers étaient largement insuffisants.

Faire en sorte que les pratiques soient « faciles »

Avec la théorie des pratiques, on décharge les individus du poids de porter, seuls, la responsabilité de la transition alimentaire. Cela ne veut pas dire que le but n'est plus de faire évoluer leurs comportements alimentaires et particulièrement leurs régimes ; évidemment, ceci demeure le cœur de la transition alimentaire. Mais on ne pose plus que cette évolution ne pourra résulter que de la volonté et des convictions des individus – avec la puissance publique qui se contenterait, d'une certaine manière, d'encourager cela de l'extérieur.

Inscrire la réflexion sur la transition alimentaire dans le cadre de la théorie des pratiques, c'est donc envisager cette transition de manière différente 1) sur le plan conceptuel et théorique et 2) sur le plan opérationnel des actions, publiques et privées, à envisager.

1. **Sur un plan conceptuel et théorique**, partir des pratiques alimentaires conduit à faire la chose suivante : envisager l'évolution de chacune des composantes des différentes pratiques alimentaires. Autrement dit, il s'agit de les décomposer pour tenter de déterminer ce qui verrouille le changement ou au contraire pourrait le faire advenir – au niveau, donc, de chaque composante de ces pratiques. Si on prend l'exemple de la pratique consistant à préparer un repas, il faudra questionner la place des outils et des objets, c'est-à-dire la possession ou non d'ustensiles adaptés, la taille de la cuisine, etc. ; il faudra s'intéresser aux règles, normes, c'est-à-dire notamment à la place de la nutrition dans les représentations de la personne chargée de les préparer ; il faudra regarder du côté des aspirations de cette même personne : aspire-t-elle à passer plus de temps à cuisiner ou à réduire ce temps, appréhende-t-elle ce rôle de façon positive ou non ?

En somme, la théorie des pratiques suggère de disséquer l'inertie des habitudes alimentaires en cherchant à circonscrire comment elle s'immisce dans les différentes composantes des pratiques : cette théorie « va [...] insister sur tout ce qui fait obstacle au changement, en suggérant l'inertie des pratiques sociales liée à leur forte inscription dans des dispositifs matériels, des savoirs, des significations et des activités qui les stabilisent dans le temps » (Dubuisson-Quellier & Plessz 2013).

2. **Sur un plan opérationnel,** ce décalage permis par la théorie des pratiques débouche sur une vision différente du changement et des moyens qu'il faudra déployer pour le conduire – une vision complémentaire à celle qui existe aujourd'hui. Car bien sûr, il faut continuer d'informer les consommateurs afin que ceux-ci soient à même de faire les choix les plus responsables, de s'engager dans des conduites qu'on pourrait dire vertueuses du point de vue de la transition écologique. Mais il faut surtout faire en sorte que la performance, par les individus, de pratiques alimentaires contribuant à la transition écologique soit un acte facile, familier, supposant de rencontrer le moins d'entraves possibles. Et pour cela, il faut que ces pratiques soient, par rapport à la situation actuelle, *facilitées* ; et ce qui facilitera ces pratiques, ce sont des actions, publiques ou privées, qui auront un impact sur les infrastructures – restaurants, magasins, etc. –, sur l'offre – denrées et plats vendus –, sur les normes dominantes – via les messages véhiculés par les prescripteurs comme les médecins, via des émissions grand public, etc.

La théorie des pratiques suggère donc une dynamique de changement singulière : « plutôt qu'espérer que les conduites individuelles changent les pratiques, il faut changer les pratiques [et tout ce qui contribue à les "encadrer"] pour rendre faciles les conduites individuelles "vertueuses" » (Plessz 2021). Au fond, cela revient à dire, en inversant les propositions du proverbe bien connu, que « quand on peut, on veut » (Saujot et al. 2024). C'est en donnant les moyens aux individus d'agir facilement, qu'ils *voudront* agir dans le sens de la transition alimentaire. C'est parce que certaines pratiques deviennent possibles, parce que les individus peuvent être en mesure de les « tester »,

de les réaliser, qu'ils finissent par s'approprier ces mêmes pratiques, voire à les rapporter à leur propre volonté – à les *vouloir*, autrement dit.

Une transition alimentaire qui « embarque » tout le monde

Le récit d'une transition alimentaire portée par un consommateur responsable comporte, on l'a dit, un implicite : celui de faire en sorte qu'un maximum voire une majorité d'individus deviennent des consommateurs responsables. Or il faut bien voir que la figure du consommateur responsable n'est pas, aujourd'hui, sociologiquement et idéologiquement neutre. Elle renvoie, on l'a vu précédemment, à des actes – manger « bio », réduire sa consommation de viande, fréquenter des circuits courts, revenir à des produits bruts – dont les valeurs et les représentations sont principalement portées par une catégorie sociale en particulier : urbaine, plutôt jeune, diplômée et disposant de revenus plutôt élevés. Pour les membres de cette catégorie sociale, les valeurs qui tendent à s'incarner dans les pratiques évoquées sont politiquement proches de l'écologie, elles peuvent donc comporter une dimension militante, et elles sont aussi visibles dans la sphère médiatique. On avait évoqué plus haut une transition alimentaire qui, en s'appuyant exclusivement sur le récit du consommateur responsable, prenait le risque d'être socialement étroite et excluante. La dynamique de changement fondée sur la théorie des pratiques évite cet écueil. En ciblant des dispositifs qui ne concernent pas uniquement l'évolution des convictions mais visent aussi, entre autres, les dispositifs matériels, les savoir-faire et l'offre, la transition alimentaire inspirée de la théorie des pratiques peut toucher l'ensemble des catégories sociales car elle ne présuppose pas la nécessité d'un engagement militant ou d'une conscience écologique prononcée. Bien plutôt, la transition alimentaire fondée sur la théorie des pratiques laisse envisager que **toutes les catégories sociales auraient leur rôle propre à jouer, et ce en fonction de leurs propres systèmes de valeurs.** En somme, elles suivraient chacune une trajectoire particulière d'évolution de leurs pratiques. Pour comprendre cela, il faut se pencher sur deux aspects centraux de la transition alimentaire inspirée de la théorie des pratiques : les environnements alimentaires et la stratification sociale.

D'une approche inédite à une vision renouvelée de la transition alimentaire

Soutenir que la transition alimentaire peut être envisagée comme une dynamique large, qui toucherait l'ensemble de la société sans forcément qu'un changement culturel massif et homogène – à savoir la diffusion de la conscience écologique telle qu'elle est manifestée actuellement par certaines catégories sociales – ait eu lieu au préalable implique que l'on détaille deux notions. Après avoir circonscrit la notion de pratiques, expliquons son lien avec les environnements alimentaires et la stratification sociale.

Toujours moins de responsabilité individuelle, toujours plus d'environnement alimentaire

Qu'est-ce que l'environnement alimentaire ?[9]

La notion d'environnement alimentaire, comme celle de pratique, renvoie à plusieurs caractérisations. On comprend intuitivement qu'il s'agit des lieux, de l'offre, des significations qui concernent l'alimentation d'un individu, et par lesquels il est environné. Sur le plan de la définition théorique, les propositions divergent sans nécessairement se contredire, notamment parce que cette notion trouve son origine dans une problématique commune – le lien entre santé et alimentation. Pour commencer, il y a les travaux qui soutiennent que différentes « approches » sont possibles pour appréhender l'environnement alimentaire (Vonthron et al. 2020 ; Mejean & Recchia 2022). Il y a ainsi les approches spatiales qui s'intéressent à la diversité des paysages alimentaires plutôt urbains, notamment sous les angles de la disponibilité et de l'accessibilité – ces paysages incluant l'ensemble des points de vente alimentaires, qu'il s'agisse des magasins ou des restaurants. Il y a aussi des approches socio-culturelles qui travaillent à révéler que l'environnement alimentaire est socialement construit et qu'il est donc pétri d'inégalités et qu'il les reflète. Il y a également des approches comportementalistes qui utilisent l'environnement comme un espace de déploiement des perceptions et des comportements alimentaires individuels. Il y a enfin des approches systémiques qui tendent à montrer que des réseaux agro-alimentaires à l'échelle locale, avec une exigence de durabilité, doivent être défendus contre un système économique global, structuré par quelques puissantes entreprises. On note aussi que les auteurs s'attachent à expliquer quand il importe de distinguer l'» environnement alimentaire » (food environment) du « paysage alimentaire » (food landscape ou foodscape). Les deux concepts sont confondus dans l'approche spatiale, mais dans les trois autres approches, il faut préférer « paysage alimentaire » car cette expression exprime davantage l'ancrage des individus dans leur réalité alimentaire : le

9 On emploie ici cette notion au singulier, mais on verra ci-après qu'il est plus juste de parler d'environnements alimentaires au pluriel : en effet, au sein d'un même espace géographique, le même environnement alimentaire sera perçu, appréhendé et utilisé de façon différente par les individus selon les groupes sociaux auxquels ils appartiennent.

paysage alimentaire inclut les individus, il est perçu par eux et même façonné par eux et par les relations qu'ils entretiennent entre eux (Vonthron et al. 2020).

Signalons les travaux qui décrivent, dans un geste différent de celui consistant à choisir un angle d'approche, **les dimensions dont les environnements alimentaires sont faits**. Souvent, elles sont au nombre de trois ou quatre. Pour Glantz et al. (2005), on compte l'environnement alimentaire compris comme un espace communautaire, un milieu de vie, qui comporte les types de points de vente et leur accessibilité ; il y a ensuite l'environnement du consommateur, sous l'angle de sa santé, et qui renvoie donc aux produits alimentaires bénéfiques pour la santé, et que le consommateur peut trouver disponibles dans les points de vente qu'il fréquente, les prix de ces produits, l'information nutritionnelle dont ce consommateur dispose, etc. Enfin, il y a l'environnement alimentaire en termes d'institutions, c'est-à-dire la façon dont l'école, le foyer domestique, le lieu de travail organise l'alimentation d'un individu. Turner et al. (2018) proposent de diviser l'environnement en quatre dimensions. La première est celle des produits, de leurs propriétés et de comment ces produits interagissent avec les facteurs individuels du consommateur (le temps qu'il alloue à la préparation de ces produits, les outils dont ils dispose pour cela, etc.) ; la seconde renvoie au marketing et à la régulation (information promotionnelle, publicité, packaging des produits, etc.) et l'influence de cela sur les préférences individuelles, les désirs, la culture culinaire, les connaissances et savoir-faire d'un individu ; la troisième dimension se structure autour des prix et de l'accessibilité financière ; et enfin, la quatrième évoque la disponibilité et l'accessibilité des points de vente.

Pour construire TRAMe, nous avons élaboré notre propre conception de l'environnement alimentaire et de ses dimensions. Il est relativement proche de celui retenu par Mattioni et al. (2020)[10], lesquels précisent que leur définition des **quatre dimensions de l'environnement alimentaire** est compatible avec une approche sociologique – un aspect important dans la mesure où la transition alimentaire que nous envisageons repose sur une approche sociologique, celle de la théorie des pratiques. Pour Mattioni *et al*., l'environnement alimentaire comporte une dimension physique, une dimension économique, une dimension socio-culturelle et une dimension politique. La première renvoie aux points de vente, magasins et restaurants notamment, et à leur répartition, présence et accessibilité dans un espace donné – y compris, bien sûr, dans les écoles et les lieux de travail. La dimension économique renvoie essentiellement aux prix des denrées alimentaires tandis que la dimension politique touche aux règles qui régule la manière dont la nourriture est vendue (les labels, les standards et les normes). Enfin, la dimension socio-culturelle englobe les « croyances et valeurs autour de l'alimentation, y compris l'environnement médiatique, qui affecte les publicités alimentaires ».

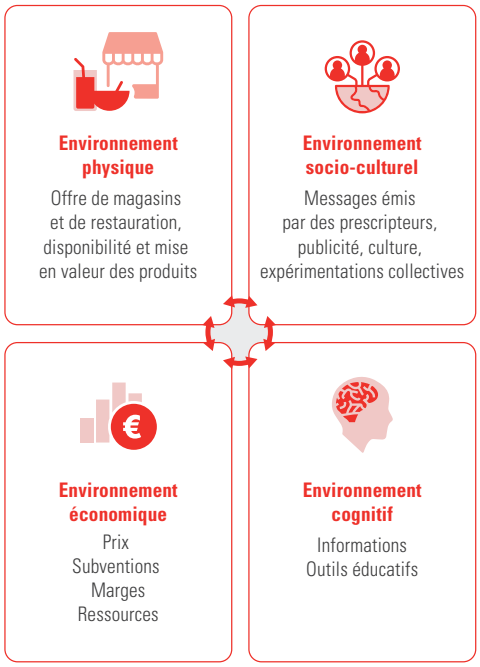
TRAMe reprend trois dimensions parmi les quatre – économique, **socio-culturelle** et **physique** –, en modifiant substantiellement la quatrième (Brocard *et al*. 2023) (voir **Figure 3**). En effet, pour ce qui est de l'alimentation particulièrement et dans une perspective qui considère les moyens d'action à mobiliser pour favoriser des changements de pratiques, nous pensons que ce qui relève des informations rendues disponibles et visibles dans le système alimentaire au sein duquel l'individu navigue constitue une dimension à part. Par cette dimension « **cognitive** », nous évoquons, en nous inspirant ici de la sphère des « compétences incarnées » (Lahlou 2023), les compétences et les connaissances qu'un individu acquiert tout au long de sa vie s'agissant de son alimentation : il peut s'agir de la capacité à décrypter une liste d'ingrédients sur un paquet, à différencier différents labels à celle de préparer un plat, d'utiliser certains ustensiles en passant par la capacité à appréhender les normes nutritionnelles. Il est certain que la puissance politique, par la régulation, dispose d'une influence majeure sur cette dimension de l'environnement alimentaire ; toutefois, cela est tout aussi vrai des autres dimensions. Nous préférons donc ne pas isoler l'aspect politique et ne pas faire une dimension spécifique de l'environnement alimentaire, puisque chacune des dimensions de ce dernier résulte de l'action conflictuelle des acteurs du système alimentaire (État, entreprises, associations, syndicats, etc.).

L'environnement alimentaire : porosité d'un concept avec l'individualisme méthodologique

Maintenant que nous sommes revenus sur la définition de l'environnement alimentaire et sur l'option que nous retenons pour TRAMe, il convient de se pencher sur l'ambivalence de ce concept vis-à-vis de l'individualisme méthodologique, que notre approche cherche pourtant à mettre à distance. Il est certain que la perspective de l'environnement alimentaire tente de dépasser un prisme strictement individuel, centré sur les choix rationnels ou biais irrationnels du sujet. Avec l'environnement alimentaire et ses dimensions, il y a cette exigence de déporter

10 Les chercheurs s'inspirent eux-mêmes du travail de Swinburn et al. 1999, « Dissecting obesogenic environments : the development and application of a framework for identifying and prioritizing environmental interventions for obesity », Prev Med, vol. 29, n°6, p. 563-570.

FIGURE 3. L'environnement alimentaire et ses quatre dimensions



le regard de l'action individuelle vers ce qui contribue à informer les habitudes alimentaires, au-delà de l'agentivité individuelle (Mattioni *et al*. 2020). Ainsi, l'accessibilité à un magasin proposant des produits issus de l'agriculture biologique ne relève pas véritablement de l'envie de l'individu de consommer ou non ces produits mais bien de la structuration de son environnement alimentaire physique par exemple. Donc le concept d'environnement alimentaire constitue un premier pas qui décharge l'individu de l'entièreté de la responsabilité s'agissant de la transition alimentaire – et cela nous rapproche donc, comme on l'a vu, d'une transition alimentaire à la fois plus réaliste et ambitieuse.

Toutefois, hors du cadre de la théorie des pratiques dans lequel nous le réinsérons (voir sous-section suivante), ce concept continue de fonder la perspective de l'évolution des pratiques alimentaires sur la nécessité d'une forme de bifurcation individuelle ou d'une réflexivité accrue du sujet – ce qui peut, si on n'y prend garde, rapidement nous reconduire au récit du consommateur responsable. Ce qui est en cause, c'est d'abord la structure même du concept d'environnement alimentaire, qui indique que d'une certaine manière l'individu est détaché, coupé de ce qui lui est extérieur ; qu'il nourrit en son for intérieur certaines préoccupations et que, muni de ces dernières, il se confronte à son environnement. Ainsi, dans la théorie des installations développée par Saadi Lahlou (2023), s'il est précisé qu'une approche par l'environnement[11] permet « de canaliser [la] trajectoire [d'un individu] étape par étape, en tirant parti de tous les déterminants potentiels plutôt que de se concentrer uniquement sur le sujet en tant que principal déterminant de son propre comportement », il reste que l'action envisagée sur les trois dimensions retenues (moyens, compétences, régulations et normes) suppose comme un effort conscient de la part de l'individu. Lahlou précise en effet que, dans l'optique de se rapprocher d'une alimentation plus durable et saine, l'action conduite par un individu doit être modifiée à différents niveaux : certains relèvent des moyens que l'individu a à sa disposition, d'autres de ses compétences ; parmi les niveaux de l'action individuelle, on trouve aussi les régulations (celles du groupe social, celles qui proviennent de l'État) auxquelles l'action individuelle se confronte. Toujours est-il que la conséquence de cette modification multi-niveau est la suivante : « chaque sous-étape est *une tâche à résoudre pour le sujet*, avec les moyens, les compétences et la régulation sociale présents au moment de l'action[12] » (souligné par nous). Finalement Lahlou, tout en l'inscrivant dans un environnement, fait reposer sur l'individu la dynamique de changement, que ce même individu se retrouve à devoir appliquer à un environnement qui lui est extérieur.

Dit autrement, **la notion d'environnement alimentaire semble charrier avec elle celle du consommateur responsable**, avide de traduire ses volontés en actes mais entravé dans son quotidien pour le faire. La description, précédemment évoquée, d'un *consumer-citizen gap* cristallise cette affinité entre les concepts d'environnement alimentaire et de consommateur responsable. Comme le rappelle De Bakker et Dagevos (2012), l'objection selon laquelle « un comportement de consommation pétri de 'valeurs citoyennes' est en grande partie *bloqué* par les conditions institutionnelles [*i.e.* les environnements] qui façonnent notre environnement d'achat[13] » est commune. Cette objection conduit à croire que la transition alimentaire repose sur une solution : refondre l'environnement alimentaire de façon à ce qu'il puisse permettre aux consommateurs d'incarner dans leurs actes de consommation leurs valeurs. Le diagnostic serait le suivant : seul l'environnement alimentaire serait, à l'heure actuelle, le frein majeur. Ce diagnostic repose sur une vision qui, on

11 Pour Saadi Lahlou, l'environnement n'est qu'une partie des installations qui déterminent le comportement individuel. L'environnement concerne les affordances, c'est-à-dire les moyens que l'individu trouve dans son cadre de vie. Toutefois, nous avons jugé sa théorie suffisamment proche de celle des dimensions de l'environnement alimentaire pour dresser cette comparaison.

12 Mots en italique : souligné par les auteurs.

13 Mots en italique : souligné par les auteurs.

l'a dit, est erronée car elle tend à croire que l'ensemble des individus d'une société seraient déjà des consommateurs responsables ou qu'ils le seraient en puissance, alors que la catégorie sociale de la consommation dite responsable est étroite, principalement limitée de nos jours aux catégories urbaines et diplômées. Si De Bakker et Dagevos évitent cet écueil, ils restent proches, dans leur manière de défendre les environnements alimentaires, de la figure du consommateur responsable, en la présentant sous un autre jour. Dans la perspective qu'ils défendent, la figure du consommateur responsable devient celle du « consommateur réflexif » : un agent qui, s'il n'a pas nécessairement de convictions idéologiques fortes, prend part, en raison de ses choix « à la création du système alimentaire » voire d'un système alimentaire durable dès lors qu'on place devant lui « des possibilités et des incitations offertes ou créées par l'infrastructure de consommation ». On retrouve donc bien les deux facettes – des environnements alimentaires profondément réajustés d'un côté, face à un individu, ici agissant et réflexif – d'une même pièce, à savoir la transition alimentaire appréhendée à travers un prisme individualiste et, de ce fait, peu éloigné de la figure du consom'acteur.

Il ne s'agit pas, pour nous, de dire que ces propos sont erronés. On l'a dit plus haut, la mise en marche de la transition alimentaire ne peut se passer des consommateurs engagés, des militants. Elle reposera aussi sur les consommateurs réflexifs, et sur ceux qui souhaitent participer à la définition de leur alimentation. Et effectivement, il faut que l'environnement alimentaire de ces individus soit modifié pour que ceux-ci puissent mettre en adéquation leurs convictions et leurs pratiques. Mais, plus fondamentalement, il faut aussi pouvoir embarquer, dans la transition alimentaire, ceux qui, par exemple, ne s'intéressent pas à leur alimentation, ceux pour qui il s'agit d'une question très secondaire et qui ne souhaitent pas que cela devienne un sujet crucial dans leur vie ; ceux, aussi, pour qui l'alimentation est synonyme de précarité et rythmée par le manque, et dont la priorité est davantage de parvenir à se nourrir correctement plutôt que « durablement » ; ceux, enfin, qui considèrent l'alimentation comme un support de leur identité et dont les consommations alimentaires sont aujourd'hui assez éloignées des exigences de la transition alimentaire. Or ces différents groupes forment, sinon la majorité, une part significative de la population dont l'implication dans la transition alimentaire est nécessaire. Pour ceux-ci, il ne s'agira pas de les rendre « réflexifs » ni d'en faire des « militants », car la distance entre ces positions et leur comportement actuel est bien trop importante. Si l'on prend au sérieux la dimension proprement culturelle de l'alimentation, notre approche par les pratiques permet ainsi de commencer à s'adresser à eux aussi, en reconfigurant plus profondément ce que sont les pratiques alimentaires.

C'est en ayant cette exigence en ligne de mire qu'on peut envisager de **distordre légèrement le concept d'environnement alimentaire**. En priorité, il s'agit d'éloigner ce concept de celui de l'individu, et de l'individu moyen – que celui-ci soit défini comme potentiellement responsable ou réflexif. Cela permet d'opérer un second geste, qui consiste à réinscrire les individus dans leur environnement alimentaire, à ne plus les voir comme « arrivant » dans l'environnement alimentaire depuis un extérieur et muni de leurs préoccupations. Car ce second geste prévient un écueil : celui de croire que des individus, dès lors qu'ils vivent dans le même espace géographique, auraient accès au même environnement alimentaire. Or l'individu qui s'intéresse à son alimentation et celui pour lequel il s'agit d'une question secondaire n'expérimentent pas le même environnement. L'environnement alimentaire est d'abord celui qui est perçu par les individus en fonction des valeurs et des représentations qui leur sont transmises via leurs appartenances sociales. L'environnement alimentaire est aussi divers et pluriel que les groupes sociaux qui constituent la société. Dans un même espace géographique, il n'y a pas *un seul* environnement alimentaire avec ses quatre dimensions, mais *des* environnements alimentaires, tous dotés de leurs quatre dimensions. C'est bien cette idée que Vonthron *et al*. (2020) suggèrent, en soutenant que les environnements alimentaires – ou paysage, dans ce cas – loin de se réduire à une « réalité objective » extérieure aux individus, « sont perçus différemment par chacun d'entre nous en fonction de notre 'situation historique, linguistique et politique' ». Et évoquer cette « situation » des individus, leur ancrage, c'est en fait revenir au postulat fondamental de la théorie des pratiques, à savoir le principe de l'inscription de l'individu dans la réalité sociale. Comme on va le voir dans ce qui suit, il est possible d'adapter le concept de l'environnement alimentaire à la théorie des pratiques.

L'environnement alimentaire : un concept soluble dans la théorie des pratiques

On vient de voir les raisons pour lesquelles, à première vue, le rapprochement de la notion d'environnement alimentaire du cadre épistémologique de la théorie des pratiques pouvait laisser sceptique. Notons toutefois que, pris sous l'angle de ses dimensions, le concept d'environnement alimentaire paraît soluble dans la théorie des pratiques : ses quatre dimensions peuvent en effet être rapprochées des « structures sociales » qui sont à l'origine

de la « stabilisation des pratiques » des individus (Dubuisson-Quellier & Plessz 2013), laquelle est également la source de l'» inertie » (Plessz 2021) qui les caractérise en partie[14]. Environnement alimentaire et théorie des pratiques pourraient donc ne pas être foncièrement incompatibles. Leur rapprochement se trouve même au cœur de la méthodologie sur laquelle TRAMe est bâti.

Dans ce qui suit, nous en exposons les raisons et surtout nous mettons en lumière les points d'accroche réels entre environnement alimentaire et théorie des pratiques, et qui justifient l'inscription du premier dans la seconde. **La raison principale qui selon nous justifie que nous conservions la notion d'environnement alimentaire est pragmatique**. La théorie des pratiques, lorsqu'elle est mobilisée dans le cadre d'enquêtes sociologiques, n'est pas mise au service d'une perspective prospective, elle sert une ambition essentiellement descriptive. Ce n'est pas le cas de TRAMe. Et si ce scénario se concentre en priorité sur les changements d'environnements alimentaires et sur l'expérience qu'en feront les Français entre 2023 et 2035, il doit aussi pouvoir être discuté sur le plan des conditions politiques qui pourraient rendre possibles ces changements. Autrement dit, un des usages de ce scénario est le suivant : **envisager les actions publiques qui pourraient favoriser les changements d'environnement alimentaire** dont nous faisons l'hypothèse qu'ils pourraient eux-mêmes faire évoluer les pratiques alimentaires dans le bon sens. Or l'environnement alimentaire, parce qu'il se partitionne en quatre dimensions aisément reconnaissables – économique, cognitive, physique et socio-culturelle – permet de circonscrire et de distinguer les actions publiques mobilisables mais aussi de mieux mettre en avant leurs complémentarités potentielles. Finalement, l'environnement alimentaire, avec quatre dimensions qui, dans la réalité empirique, s'interpénètrent, donne à voir la nécessité d'une action publique systémique, qui agirait en même temps sur plusieurs dimensions de la vie des individus. Le partitionnement en quatre dimensions permet toutefois de déplier, de détailler cette action publique, et de faciliter l'appréhension de l'analyse sur ce point. Ainsi, l'offre alimentaire que l'on trouve dans les points de vente, qu'ils soient des restaurants ou des enseignes de distribution, est de nature à la fois physique et économique, et conditionne fortement les achats et donc le régime alimentaire des individus : comment, en effet, ne pas avoir une alimentation fortement dépendante des produits animaux quand les plats préparés végétariens, par exemple, sont largement minoritaires dans les rayons et relativement chers ? Comment, dans ces conditions, les individus peuvent-ils éviter de « stabiliser leurs actions » (Dubuisson-Quellier & Plessz 2013) dans le sens d'une consommation carnée importante ? C'est presque impossible et, pour le comprendre, il faut évidemment replacer les pratiques sociales dans les structures – ici les dimensions de l'environnement alimentaire – qui les informent. Et, comme on le verra plus loin, il faut imaginer une action, qu'elle soit publique et/ou privée, qui touche à la fois l'aspect de la cherté et celui de l'accessibilité tout simplement physique.

Inscrire l'environnement alimentaire dans la théorie des pratiques, c'est aussi faire droit à une position complexe vis-à-vis de l'individualisme. On l'a vu, cette théorie réfute la binarité entre individu et social et soutient que les pratiques sont précisément le lieu où l'interpénétration entre les deux s'opère. En rapprochant le concept d'environnement alimentaire de la théorie des pratiques, on peut renforcer, d'une certaine manière, la dimension individualiste de la théorie des pratiques sans verser dans l'individualisme méthodologique que cette théorie nous permet de mettre à l'écart. On l'a dit, l'environnement alimentaire renvoie à une expérience individuelle : c'est l'individu qui l'expérimente, qui y navigue. Dans le même temps, inscrit dans la théorie des pratiques, l'environnement alimentaire n'équivaut plus à une réalité objective qui environnerait l'individu et sur lequel ce dernier, guidé par sa rationalité et influencé par ses préoccupations propres, aurait une influence souveraine. Ce concept s'adjoint une signification plus complexe : à travers l'environnement alimentaire et les structures qui le composent, l'individu est conduit plus ou moins consciemment à routiniser ses actions. Dit autrement, « l'abandon [par l'individu] de la réflexivité n'est donc ni contraint, ni subi, il procède d'une délégation de la charge de l'action à une partie des dispositifs disponibles ou créés » (*Ibid.*). Réciproquement, rapproché de la théorie des pratiques, l'environnement alimentaire ne devient certainement pas une structure sociale qui aliènerait ou manipulerait les individus : ses dimensions renvoient à des espaces qui sont « façonnés, influencés et transformés par les pratiques sociales » (Vonthron *et al.* 2020). Autrement dit, il n'y a pas d'environnement alimentaire qui préexisterait aux pratiques, et que les individus viendraient remplir, pour ainsi dire, par leurs actions. Prenons l'exemple de l'environnement physique : certes, la disposition spatiale des points de vente ne relève pas de la décision des individus, de leur volonté ; il reste que les acteurs à l'origine d'une implantation à un endroit donné auront au préalable cherché à savoir comment s'y structurent les pratiques

14 Car le propre des pratiques est aussi qu'elles sont évolutives, rarement figées dans le temps.

d'approvisionnement alimentaire et quelles sont les habitudes, les routines des habitants, et si ces habitudes diffèrent selon les catégories sociales auxquelles les individus appartiennent. Par conséquent, les pratiques auront eu une influence sur la constitution de l'environnement physique, tout comme ce dernier orientera, en retour, ces pratiques. En inscrivant la notion d'environnement alimentaire dans la théorie des pratiques, on montre donc que l'individu ne disparaît pas, mais que son environnement alimentaire le conduit à routiniser ses actions ; de façon réciproque, les individus contribuent à façonner leur environnement alimentaire. Ainsi, l'influence entre les individus et leur environnement alimentaire est d'une certaine manière réciproque. Dit en un mot : **l'environnement alimentaire n'est pas une source d'aliénation pour l'individu** ; il n'amoindrit pas sa liberté. Dès lors, **une action publique de grande ampleur destinée à agir sur les différentes dimensions de l'environnement alimentaire de manière à faire évoluer les pratiques se révèle parfaitement légitime**.

Stratification sociale et environnements alimentaires au pluriel

Adapter le concept d'environnement alimentaire à la théorie des pratiques suppose un changement supplémentaire, un écart additionnel vis-à-vis de l'individualisme méthodologique. Dans ce qui suit, on montre que, dans la perspective de la construction d'un scénario d'évolution des pratiques alimentaires, l'inscription du concept d'environnement alimentaire dans la théorie des pratiques suppose que celui-ci ne concerne plus seulement à l'individu – et donc l'individu dit « moyen » – mais à l'individu *en tant qu'il appartient à un groupe social*. Ce faisant, on ne fait que tirer un fil : les pratiques, on l'a dit, sont un phénomène social ; dès lors, il y a nécessairement **un lien entre les pratiques et l'appartenance sociale, ou encore la stratification sociale**.

Avec les pratiques : de l'individu moyen aux groupes sociaux

Se concentrer sur les pratiques conduit nécessairement à abandonner le prisme de l'individu moyen. On l'a dit, les pratiques ne font pas disparaître les individus puisque ceux-ci sont les agents qui les performent. Toutefois, si on les considère bien à travers les pratiques qui sont des phénomènes sociaux, les individus se muent, d'une certaine manière, en représentants des groupes sociaux auxquels ils appartiennent. Dans le déploiement par un individu d'une pratique se reflètent ses ancrages dans différents collectifs. D'une certaine manière, l'individu aura plus ou moins consciemment appris, au sein des différents groupes qu'ils fréquentent ou desquels il est issu, comment performer une pratique, les aspirations qu'il convient de lui associer etc. Car « appartenir objectivement et subjectivement à ces groupes implique pour les individus d'adopter un certain nombre d'usages et de pratiques, qui se développent à travers des mécanismes de socialisation » (Dubuisson-Quellier & Nouguez 2022). Finalement, c'est toujours une identité sociale – l'identité d'un groupe – qui se cristallise dans une pratique, et la circonscrire suppose d'abandonner la figure de l'individu-moyen : autrement dit, « les figures de l'utilisateur ou même du consommateur ne suffisent pas à rendre compte de l'identité sociale qui se trouve au coeur de l'analyse des pratiques » (Dubuisson-Quellier & Plessz 2013).

Ainsi, dans la manière dont un individu va agir vont se retrouver les représentations de son groupe, les valeurs et les aspirations qui sont valorisées dans ce même groupe. Et ces éléments, qui se rapprochent de « normes », « vari[e]nt avec les groupes sociaux » (*Ibid*. 2013). Dès lors, puisque TRAMe concerne l'évolution des pratiques alimentaires – avant celle des régimes en tant que tels – les « acteurs » de ce scénario sont des groupes sociaux et non pas des individus. On verra, dans la partie suivante, quels seront les contours de ces groupes sociaux et quelle méthodologie nous aura permis d'en saisir les délimitations.

Ce que devient l'environnement alimentaire à l'aune de la stratification sociale

Plus haut, on a mentionné le fait que l'environnement alimentaire ne devait pas être appréhendé comme une réalité objective, extérieure à l'individu et dans laquelle il « entrerait », muni de ses propres préoccupations. On a montré qu'une des conséquences de cette conception était particulièrement erronée – à savoir le fait que les individus, dans leur diversité, auraient affaire au même environnement alimentaire, à ses mêmes quatre dimensions, lorsqu'ils vivent dans le même espace géographique. En disant cela, on voulait notamment souligner qu'à l'inverse, l'environnement alimentaire était avant tout celui qui était perçu, expérimenté par les individus. Mais notre méthodologie, inspirée de la théorie des pratiques, prolonge ce postulat : dans le cadre de TRAMe, la perception de son environnement alimentaire par un individu est inféodée à l'identité sociale de ce dernier. Dès lors, s'il est vrai que, dans un même espace géographique, **il n'y a non pas *un* mais *des* environnements alimentaires, c'est en raison du fait qu'au sein de cet espace coexistent différents groupes sociaux**.

À l'aune de la stratification sociale, les quatre dimensions de l'environnement alimentaire, parce qu'elles sont notamment constituées de pratiques sociales, incluent des aspects qui traduisent l'identité sociale des individus. Ainsi, la dimension socio-culturelle renverra, entre autres, aux représentations et valeurs qui consolident l'identité d'un groupe ; elle dénote aussi la manière dont, au sein d'un groupe social en particulier, les pratiques alimentaires se coordonnent avec d'autres pratiques puisque cette coordination fait intervenir la valeur accordée à l'alimentation. Outre ses composantes traditionnelles, à savoir l'offre alimentaire et les prix, l'environnement économique, quant à lui, comprendra le consentement à payer, la contrainte financière et les arbitrages entre différents postes de dépense, dans la mesure où ces éléments caractérisent également l'appartenance sociale des individus.

Une transition alimentaire mais des trajectoires de changement des pratiques alimentaires

Après être revenus sur le cadre épistémologique de TRAMe, nous pouvons tirer une conclusion. S'il est vrai que ce sont bien les pratiques alimentaires qui évolueront, et puisque celles-ci renvoient à des groupes sociaux bien plus qu'à des individus, alors la transition alimentaire ne sera pas univoque. Elle ne le sera pas dans la mesure où elle ne renverra pas au parcours d'évolution d'un individu moyen. La transition alimentaire que nous décrivons dans ce scénario est faite d'une pluralité de trajectoires – celle des groupes sociaux. Il s'agit maintenant de voir de quels groupes sociaux nous parlons.

UNE TYPOLOGIE DE 12 GROUPES SOCIAUX REPRÉSENTATIFS DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Dans cette partie, nous présentons la typologie en 12 groupes sociaux à partir de laquelle TRAMe se déploie. Nous commençons par préciser la nature de cette typologie en revenant sur les principaux cadres théoriques qui structurent la recherche sur la stratification sociale et sur la façon dont cette typologie se positionne par rapport à eux. Puis, nous détaillons la manière dont nous l'avons construite et les différentes étapes que nous avons suivies. Enfin, nous présentons de façon succincte ces 12 groupes sociaux.

Qu'est-ce qu'un groupe social ? Quelques points de rappel sur la stratification sociale

Quand les groupes sociaux sont des classes

La question de la partition de la société en une pluralité de groupes renvoie à la réalité de la **stratification sociale**, c'est-à-dire au fait que **la société se compose de groupes sociaux à la fois différenciés et hiérarchisés**. Le terme de stratification doit donc être appréhendé comme une « description technique […] de la hiérarchie sociale » (Laferté 2014). En apparence simple, cette définition de la stratification sociale masque une diversité de positionnements théoriques. Le plus marquant, dans l'histoire de la pensée occidentale moderne, est sans doute la théorie marxiste selon laquelle la stratification sociale dénote une société de classes. Les groupes sociaux signifiants sont compris comme **des classes liées entre elles, de façon descendante, par un rapport d'exploitation**. Dans la théorie marxiste, la notion de classe se structure autour de deux éléments : l'existence d'inégalités – notamment économiques – mais aussi ces « éléments subjectifs, culturels et collectifs » qui façonnent l'identité du groupe (Chauvel 2001).

En France, une sociologie des classes sociales s'est progressivement bâtie et elle a peu à peu trouvé à se prolonger dans le travail d'élaboration de nomenclatures professionnelles. Ce travail s'est trouvé en premier lieu justifié par cette « période » – les années 1960 et 1970 – de forte croissance économique et de plein emploi et de relative diminution des inégalités de revenus » (Paugam & Plessz 2019). Paradoxalement, au cours de cette période, la sociologie des classes a été plutôt florissante, en raison de l'existence d'une « société salariale stable » au sein de laquelle les « conflits » entre les groupes avaient une véritable « fonction » en permettant de « mieux partager les bénéfices de la croissance » (*Ibid.*). Toutefois, dès cette période, la dimension marxiste de cette sociologie des classes a commencé, à travers les nomenclatures professionnelles, à s'étioler : **l'hégémonie des classes sociales s'est effacée progressivement avec les nomenclatures** (*Ibid.*). Les groupes sociaux constituant la stratification sociale ne sont donc plus, à partir des années 1950, considérés comme des classes à proprement parler mais bien comme des « **groupes socio-professionnels** » (Laferté 2014). Avec Emmanuel Pierru et Alexis Spire, on peut dire qu'» entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1980, la nomenclature des catégories socioprofessionnelles (CSP) est ainsi devenue la principale **grille de lecture des inégalités en France** » (2008).

Il faut cependant garder à l'esprit un point majeur : quelque chose de la classe est conservé dans la CSP – qui devient la « profession et catégorie socio-professionnelle » (PCS) en 1982[15]. Comme l'explique Louis Chauvel, les CSP « permettent de **parler de classes sociales sans jamais en prononcer le mot** » – notamment parce qu'on trouve dans les groupes professionnels quelque chose qui relève, selon lui, de la « conscience collective » (2001). Dès lors, et bien qu'elles aient contribué à dé-marxiser la stratification sociale en substituant les CSP aux classes, l'affaiblissement aujourd'hui du rôle joué par les nomenclatures professionnelles doit se concevoir comme un corollaire de la fragilisation de la sociologie des classes.

15 Avec des changements plutôt anecdotiques selon Louis Chauvel.

Les groupes sociaux proposés par les nomenclatures statistiques

Il est certain que la sociologie des classes – pour laquelle le travail sur les nomenclatures est vital – n'est plus aussi hégémonique aujourd'hui. Le langage des classes sociales a régressé dans les sociétés occidentales sous l'effet d'un « diagnostic » : « baisse des inégalités économiques et éducatives, affaiblissement des frontières sociales en termes d'accès à la consommation et aux références culturelles mais aussi croissance de la mobilité [...] et conscience de classe affaiblie » (Chauvel 2001). Comme on l'a dit, le « déclin de l'usage de la nomenclature des catégories socioprofessionnelles par les statisticiens » aujourd'hui en est un indice (Pierru & Spire 2008). On peut même avancer que ce déclin a lui-même « contribué à alimenter le discours sur la fin des classes sociales en France » (*Ibid.*). Au fur et à mesure, c'est l'individu qui est devenu la mesure de tout : un discours autour de l'individu s'est peu à peu imposé, « fondé sur la valorisation de l'autonomie et de la créativité personnelle, et sur l'idée générale que les rapports sociaux autoritaires et conflictuels d'antan ont laissé place à une négociation interindividuelle permanente et plus harmonieuse » (Chauvel 2001).

De leur côté, les sciences sociales continuent à l'inverse de ne pas opposer individu et groupes sociaux, à soutenir que la construction de l'autonomie individuelle n'est pas contradictoire avec la prise en compte de la stratification sociale. La recherche prend donc plutôt le parti d'**actualiser les nomenclatures afin de rendre compte des évolutions sociales et économiques**. Et effectivement, il est montré que la « position sociale ne peut se réduire à la profession d'un ou plusieurs individus et doit inclure davantage de composantes » (Cayouette-Remblière & Ichou 2019). D'une certaine façon, **la PCS ne suffit plus pour partitionner l'espace social**. Depuis quelques années – le milieu des années 1990 environ –, « la place accordée à la catégorie socio-professionnelle diminue de façon relativement régulière au profit d'une plus grande importance des variables du revenu et du diplôme » (Pierru & Spire 2008). Si on continue de réfléchir en termes de groupes sociaux et de stratification, on s'interroge donc sur quelles dimensions de la stratification sociale doivent être privilégiées et articulées. L'actualisation du travail de nomenclature va donc plus loin que l'intégration du **revenu** et du **diplôme**. Par exemple, une nomenclature visant à saisir la position sociale des *ménages* – et donc à abandonner une « mesure individuelle » – va intégrer des « **variables résidentielles et de lieu de vie** [...] délaissées des études classiques de la stratification sociale », afin de circonscrire « l'articulation entre les situations professionnelle et géographique » qui paraît désormais décisive pour une « étude réaliste des groupes sociaux » (Cayouette-Remblière & Ichou 2019). Autre exemple d'innovation : la stratification à partir de **la** « **classe d'emploi** » qui, grâce à la mise en relief de nouvelles « lignes de division », comme entre les indépendants et les salariés, contribue à faire apparaître des « fractions jusqu'alors peu investiguées de l'espace social » comme les « intellos précaires », les « nouvelles classes moyennes indépendantes », etc. (Amossé, Cayouette-Remblière, Gros 2022).

Ainsi, pour les sociologues Marie Plessz et Serge Paugam, les recherches conduites en sciences sociales pour actualiser les nomenclatures afin qu'elles traduisent au mieux la stratification sociale contemporaine témoignent d'une chose : la persistance d'une « sociologie des classes sociales », qui peut aussi se comprendre comme une « **sociologie des inégalités** » au sens où elle engendre des travaux qui font en sorte de circonscrire les inégalités qui se sont déplacées, re-créées et qui obligent donc le regard à lui-même de décaler. Ainsi, il est crucial aujourd'hui de saisir les inégalités non plus seulement au niveau du travail et de la production, mais aussi au niveau du **genre**, de la **race**. Cette sociologie des inégalités met en relief des groupes sociaux qui, s'ils ne sont plus identifiables aux classes marxistes, n'en sont pas moins des classes puisque « la nature des rapports qu'[ils] entretiennent entre [eux] – d'exploitation, de domination, de distinction, d'interdépendance » s'est maintenue (Paugam & Plessz 2001).

Cependant, les deux sociologues soulignent que les efforts apportés à la refonte des nomenclatures se heurtent à une limite : la place centrale accordée au travail, à la profession, alors que nombreux individus, en France et en Europe, ne travaillent pas. Autre limite : la place accordée à la figure de l'individu dans la construction de certaines nomenclatures qui cherchent précisément à minorer la place de la profession et à « mobiliser d'autres variables ». En éloignant la PCS, ce processus de construction prive les groupes sociaux qui en résultent d'une des caractéristiques centrales des classes – à savoir une forme d'homogénéité en termes de pratiques et de manières de vivre. Autrement dit, « **il ne s'agit plus de groupes qui se différencient par des pratiques distinctes, mais de constellations d'individus** que les statisticiens tentent d'ordonner à partir de variables comme le diplôme et le revenu » ; finalement, le « gain incontestable que procure la mobilisation d'autres variables » s'accompagne d'une incapacité des groupes sociaux ainsi délimités à rendre compte d'une « cohérence de l'ensemble

des pratiques économiques, culturelles ou politiques » (Pierru & Spire 2008).

Comment pallier cette insuffisance ? Justement, un autre type de partitionnement de l'espace social existe aujourd'hui, et il apporte des solutions – bien que partielles. Les typologies et particulièrement les typologies par « clusters » renouent en effet avec une division de l'espace social à même de rendre compte d'une forme d'homogénéité des pratiques et des modes de vie au sein des groupes sociaux délimités. En revanche, comme on va le voir plus bas, les groupes qu'elles isolent ne renvoient pas à une stratification sociale à proprement parler.

Les groupes sociaux proposés par les typologies par « clusters »

S'il est excessif d'opposer strictement nomenclature et typologie, il est clair que les typologies contemporaines qui reposent sur la méthode du *clustering* présentent une division de l'espace social qui se distingue rigoureusement de celles induites par les nomenclatures statistiques traditionnelles.

Avant de mettre en relief ces différences, commençons par revenir brièvement sur les termes – nomenclature, typologie, classification – et sur leur sens. Originellement, c'est à la notion de classification que celle de typologie s'oppose. La classification est un outil utilisé d'abord par les sciences naturelles (zoologie, botanique, etc.) et qui devait permettre de déterminer des « espèces animales ou végétales en rapprochant les cas similaires et en distinguant les plus différents, et en subsumant chaque espèce dans des groupes plus généraux » (Chevalier 2022). Les fondateurs de la sociologie en France, parmi lesquels Émile Durkheim et Marcel Mauss, ont appliqué cette ambition à la société humaine en remplaçant les espèces par des « types sociaux » et en constituant ces derniers par le moyen de la comparaison entre des cas particuliers finement observés puis rapprochés, « classés dans des types » et donc différenciés et catégorisés depuis leur « multiplicité » (*Ibid*). Les groupes sociaux issus d'une classification sont censés décrire rigoureusement la réalité en l'ordonnant : la posture est donc positiviste. Pour certains, les nomenclatures statistiques se rapprochent de la classification : ce sont des « typologies 'empiriques' » qui visent à « opérer des regroupements entre les cas en fonction de leur plus ou moins grande similarité », et ce avec une dimension quantitative forte (Degenne 2005).

Ceci dit, les chercheurs qui aujourd'hui engagent des travaux d'actualisation des nomenclatures, en faisant en sorte d'améliorer leur prise en compte des inégalités et de leur interaction, pourraient légitimement, selon nous, plaider pour un rapprochement des nomenclatures avec le geste visant à élaborer des typologies. Car, précisément, **la démarche typologique est différente de la démarche classificatoire, au sens où la posture est beaucoup plus interprétative** : c'est moins la description que la compréhension de la réalité qui est visée, et cette ambition implique un apport théorique plus important que ce n'est le cas dans la classification. Comme l'a montré Max Weber, cet apport se cristallise dans la création d'» idéaux-types » qui, au sein d'une typologie, se trouvent articulés les uns aux autres : l'idéal-type se définit comme « un concept-limite purement idéal auquel on mesure la réalité » (Weber 1965). Ceux-ci constituent des « abstractions » qu'on « ne retrouve pas à l'état pur dans le réel » mais qui permettent de circonscrire et de mettre en relief certaines « logiques » qui le traversent (*Ibid.*). La typologie, en relevant de l'analyse idéal-typique, se caractérise donc par son caractère « instrumental » et « heuristique » (Chevalier 2022) : les groupes sociaux qu'elle présente, en tant qu'idéaux-types, ne sont pas un but en soi ; ils sont au service d'une réflexion sur le réel. Enfin, pour Dominique Schnapper, il existe une différence marquée entre la « pensée classificatoire » et **la « pensée typologique »** : pour la première, on part du réel et de ses cas particuliers pour les ordonner ; pour la seconde, **on part des idéaux-types pour mieux éclairer les cas particuliers**, afin de proposer une interprétation et une compréhension de la réalité, autrement dit de « remplacer la diversité du réel par des relations intelligibles » – ce qui est différent du geste consistant à réduire cette réalité par le classement (Schnapper 1999).

Par rapport à cette distinction, comment situer les typologies actuelles qui, pour beaucoup, se fondent sur un travail de *clustering* ? Il convient, dans un premier temps, de définir brièvement cette méthode et de revenir sur ses origines. Les typologies par clusters témoignent de la nécessité, ancrée dans la discipline sociologique à partir des années 1970, d'un « investissement dans les compétences quantitatives » – portées aux nues par l'économie et la démographie – sans remettre en cause celles acquises sur le volet qualitatif ; pour répondre à cette « double contrainte », la sociologie a fait en sorte de « défendre [...] des méthodes nouvelles et importantes » qui remettent en cause la « division standard binaire entre le qualitatif et le quantitatif » ; les méthodes « d'analyses par grappes » ou *clustering* en font partie (Savage 2020). Comment fonctionnent-elles concrètement ? Les méthodes de clustering visent à explorer de « **grandes bases de données** » avec pour objectif d'» **identifier des groupes homogènes d'individus** » (Leroy, Van Leeuw, Chihi, Englert, Zhang 2018).

Ces méthodes répondent aussi à un besoin : investiguer un domaine particulier de la vie en société ou du mode de vie, une ou des questions particulières qui intéressent les citoyens. Ainsi, la base de données constituant le matériau de départ de l'analyse par clustering reflète la circonscription de la thématique : cette base de données s'élabore à travers la construction d'une grande diversité de questions renvoyant à la thématique, et adressées à de vastes échantillons de personnes. Par exemple, en 2017 a été menée en France une grande enquête Styles de vie et environnement (SVEN), qui explore conjointement les représentations des Français à l'égard de leur environnement ainsi que l'impact de leurs modes de vie. La même année, l'ANSES a publié sa troisième étude sur les consommations et les habitudes alimentaires de la population française. Cette étude nommée INCA 3 (étude individuelle nationale des consommations alimentaires) – qui, on le verra plus loin, intervient de façon majeure dans la construction de la typologie au service de TRAMe – concerne plus de 5 800 personnes auxquelles plus de 150 questions ont été posées ; en outre, plus de 13 600 journées de consommation ont été recueillies, ce qui a permis de générer des données quantitatives sur 320 000 aliments consommés. À partir de cette base de données, l'analyse par grappes consiste à regrouper les individus en fonction des réponses données dans l'enquête, de manière à repérer des « proximités relatives de comportements » ; plusieurs méthodes de clustering existent – la « classification hiérarchique », ascendante ou descendante, faisant intervenir un algorithme, est très fréquemment utilisée. Cette « méthode de classification » qui débouche sur des « idéaux-types », des « classes » d'individus est souvent précédée d'une analyse factorielle des correspondances multiples (ACM) qui, appliquée à la base de données, permet une première structuration de celle-ci – une structuration qui se fait en relation avec les caractéristiques sociales et démographiques des répondants de l'enquête (âge, genre, lieu de résidence, etc.) ; cette analyse permet « d'extraire les scores (ou coordonnées) des individus sur un certain nombre de dimensions de cette ACM » ; la classification est ensuite opérée à partir de ces scores (Barrey, Dubuisson-Quellier, Gojard, Plessz 2016).

Concluons sur les typologies par clusters. Celles-ci présentent en général un découpage social composé d'environ 4 ou 5 groupes sociaux – un nombre qui, on le voit, diffère de façon assez importante des nomenclatures. Comme on s'en rend compte avec ce qui précède – et précisément avec des termes comme « classification hiérarchique » et « classes d'individus » – il n'est guère aisé de déterminer si les typologies par clusters relèvent de la pensée classificatoire ou plutôt de la pensée typologique, pour reprendre la distinction mise en avant par Schnapper. Parce qu'elles s'élaborent à partir d'une base de données construite à partir de questions précises et répertoriant une diversité de réponses qu'il convient d'analyser et d'articuler, l'argument selon lequel les typologies par clusters constituent un apport théorique allant au-delà de la description de la réalité, et livrent une interprétation de celle-ci serait légitime. Dans le même temps, la constitution de groupes sociaux, dans le cas des clusters, obéit à une logique de similarité prononcée : les individus présents dans un même groupe paraissent agir de la même façon, déployer le même type de comportements, s'engager dans des pratiques similaires. On retrouve là l'ambition de la pensée classificatoire : rapprocher les cas particuliers, réduire la diversité. Cependant – et c'est là un point sur lequel nous reviendrons plus loin – l'homogénéité propre aux groupes sociaux des typologies par clusters, en ne concernant qu'un ensemble de pratiques, de représentations et de comportements, est tout à fait partielle. **Un des traits essentiels, par conséquent, des groupes sociaux proposés par les typologies par clusters est qu'ils rassemblent des individus avec des profils socio-démographiques très différents**. S'il y a une homogénéité des comportements observés au sein d'un groupe social, il y a une hétérogénéité forte sur le plan démographique et social – donc économique et culturel.

Pour un scénario de prospective sur les pratiques alimentaires, quelle stratification sociale ?

Dans ce qui précède, nous avons tenté de brosser un tableau – nécessairement simplifié – des différentes manières de rendre compte de la stratification sociale, c'est-à-dire de la division de la société en groupes sociaux. Une question se pose : laquelle convient le mieux pour les pratiques alimentaires, sachant que celles-ci, dans le cadre de notre démarche, s'inscrivent dans un scénario de prospective à 2035 ? **Dans les lignes qui suivent, nous détaillons et justifions les postulats et les partis-pris qui nous ont conduits vers la nécessité de bâtir une typologie en 12 groupes sociaux, qui correspond à un entre-deux – un mix entre une typologie par clusters et une nomenclature**.

Les pratiques alimentaires : individus ou groupes sociaux ?

En détaillant l'inscription de notre travail de scénarisation dans un cadre théorique singulier – la théorie des pratiques – nous avons expliqué (voir 1.4.1) que la figure de l'individu n'était pas dissociable des collectifs au sein desquels elle s'inscrit ; qu'il n'y avait pas, pour le dire autrement, d'opposition entre individu et social. La nécessité de bâtir une typologie de groupes sociaux s'inscrit dans le prolongement de cette position. Bien sûr, il existe une sociologie qui soutient qu'en matière d'alimentation – mais pas seulement –, c'est un quotidien individuel qui prévaut, marqué par les interactions entre l'individu et les opportunités, les occasions qui se présentent à lui : les « structures et les institutions » produiraient « actuellement les 'individus individualisés' dont les identités sont formées moins par un héritage déterminant que par leurs propres travail et choix » (Abramson 2014 ; Martuccelli 2009) ; qu'enfin, les attirances individuelles vers telle ou telle denrée alimentaire supplantent largement les déterminismes qui pourraient peser sur l'individu. Finalement, si « les habitudes alimentaires sont culturelles, sociales et institutionnelles », il n'en reste pas moins selon cette approche que les « décisions alimentaires », qui se prennent « journellement », dessinent un « parcours alimentaire » qui n'est autre qu'une « série de défis » auxquels l'individu doit « faire face plusieurs fois par jour » ; l'alimentation constituerait donc « une vision privilégiée de l'individualisation en cours sur le long terme d'une vie entière » (Abramson 2014).

Sans nier la pertinence des travaux conduits par cette sociologie, nous inscrivons notre travail de scénarisation dans le champ qui lui est connexe – celui d'une sociologie qui considère que la réalité sociale s'appréhende mieux si l'attention se concentre sur la circonscription des logiques sociales telles qu'elles sont déployées par des groupes sociaux qui interagissent. **Bien sûr, il est admis que l'individu est seulement *conditionné* par les logiques sociales issues de ses appartenances, et non pas *déterminé* par elles ou enfermé en elles. Il reste que ce conditionnement constitue un des points de départ de TRAMe ; la typologie que nous avons élaborée pour ce scénario permet justement de décrire ce conditionnement.**

Sachant qu'il n'est toutefois pas question de nier la singularité individuelle et son rôle dans les trajectoires de vie de chaque individu, nous soulignons que les groupes composant la typologie de ce scénario renvoient à des idéaux-types. Le type idéal est donc un « construit mental », qui repose sur une « stylisation de la réalité » qui entretient donc « une relation » avec le monde réel sans le décrire à proprement parler (Coenen-Huther 2007). Il est donc clair que les groupes sociaux de la typologie que nous utilisons sont composés d'individus – réels, issus d'un échantillon et répertoriés dans une base de données, comme on le verra plus loin – vivant des existences dont la complexité et la diversité ne s'épuisent pas dans la stylisation livrée par le type idéal dans lequel ces individus sont inscrits.

Des groupes sociaux qui n'excluent pas un certain « esprit de classe »

Nous ne considérons pas les groupes sociaux de la typologie que nous proposons comme des classes sociales au sens marxiste du terme, c'est-à-dire que nous ne soutenons pas que ces groupes seraient animés d'une forte « conscience collective de leur être, de leur intérêt et de leur dynamique » et marqués par le « conflit central » de l'exploitation (Chauvel 2001). Cependant, dans un contexte marqué par « le creusement prolongé des inégalités sous l'effet récent de la financiarisation, des crises économiques successives », le fait que le sentiment d'» identification à une classe » ait pu décliner au cours du XXe siècle ne suffit plus à récuser purement et simplement la validité de la notion de classe, laquelle se montre un outil particulièrement utile lorsqu'il est mis au service de la « révélation des inégalités » (Laferté 2014). Bien sûr, les sciences sociales ont intégré, au cours des dernières décennies, d'autres outils qui permettent de caractériser des « catégories de personnes selon qu'elles sont dominantes ou dominées sous différents rapports sociaux » comme le genre, la race ou la génération – mais c'est encore avec l'outil de classe que l'on parvient à relier, de la manière la plus étroite, la question des inégalités à celle de la stratification sociale (Paugam & Plessz 2019). En effet, les classes sociales renvoient directement à l'existence d'une structure sociale hiérarchique – la stratification sociale – et c'est ce qui explique la porosité de ce concept avec l'outil de la nomenclature, on l'a vu ; dans le même temps, les classes sociales sont inféodées à la réalité des inégalités. En somme, elles connectent de façon évidente et assez intuitive inégalités et stratification sociale. Et ce sont précisément ces deux aspects que notre typologie ambitionne de prendre charge : les différences et les inégalités – d'une part – entre des groupes sociaux qui dessinent – d'autre part – les contours d'une stratification sociale justement parce qu'ils présentent chacun une forme d'homogénéité interne assez forte qui les distingue les uns des autres de manière assez évidente. Ces groupes, parce qu'animés de ce que nous choisissons d'appeler un *certain esprit de classe*, constituent donc un « espace social » bien plus qu'une « structure sociale » (Laferté 2014). Parler

de structure sociale, c'est convoquer une « hiérarchie linéaire, statistiquement reconstruite » quand l'espace social permet, de façon très différente, de penser davantage les *relations* entre les groupes (*Ibid.*). En effet, chercher à rendre compte d'un espace social et de la manière dont il est stratifié, c'est également prendre au sérieux le postulat suivant : les individus qui appartiennent aux groupes qui constituent cet espace sont travaillés par une forme d'» incorporation » de la stratification sociale, c'est-à-dire qu'**ils ont une conscience plus ou moins nette de leurs appartenances, de leurs identités, des lieux et objets qui les définissent ou dont ils perçoivent, à l'inverse, qu'ils ne sont pas faits pour eux** ; parler d'espace social, c'est soutenir que les individus appréhendent – plus ou moins nettement, encore une fois – leur « position » et leurs « possibles sociaux » (*Ibid.*). Et cette appréhension n'est possible que dans la mesure où les individus tendent à se jauger les uns les autres à l'aune de ce qu'ils perçoivent de l'identité des personnes avec lesquelles ils interagissent de près ou de loin. Autrement dit, cette appréhension n'est possible que parce que les groupes sociaux sont mis en relation par le fonctionnement de la vie collective au sein de l'espace social, et que cette mise en relation les imprègne d'un certain esprit de classe. C'est, par exemple, la raison pour laquelle il est encore possible aujourd'hui de soutenir que les groupes appartenant à des franges sociales privilégiées exercent une « domination » qu'ils ont tendance à « légitimer » par le biais d'une « distinction sociale et culturelle » (*Ibid.*).

Pour conclure sur ce point, nous soutenons que **les groupes sociaux de la typologie que nous proposons ne sont pas rigoureusement incompatibles avec la notion de classe** – notons, du reste, que l'expression de « *classes* moyennes » demeure très présente dans la sphère politico-médiatique (voir encadré 1.). Pour les raisons que nous venons de détailler, nous rapportons notre approche à la « tradition wébérienne », d'après laquelle **les classes sont avant tout des « constructions intellectuelles »** – parmi d'autres possibles – permettant de décrire des « **groupes inégaux aux destins sociaux distincts** » (Chauvel 2001). Ces groupes nourrissent, certes, une identité mais celle-ci est associée à un degré de conscience qui n'est pas suffisamment haut pour justifier, comme chez Marx, une capacité à « construire leur histoire collective » par le biais d'une « conflictualité sociale » forte (*Ibid.*). Ce que nous souhaitons conserver de l'esprit de classe tel que nous l'associons aux groupes sociaux de la typologie que nous proposons, c'est, au-delà de la place dans un système économique et productif, l'idée d'un « **partage de références symboliques spécifiques, de modes de vie et de façons de faire permettant une inter-reconnaissance** » (*Ibid.*). Enfin, cette conception des groupes sociaux et de l'esprit de classe qui les anime résonne avec le cadre théorique dans lequel nous inscrivons notre démarche de scénarisation. Inspiré de la théorie des pratiques, ce cadre, on le rappelle, nous conduit à décrire les actions individuelles comme des pratiques, c'est-à-dire comme des gestes concrets traversés à la fois par des normes sociales plus ou moins dominantes et par des valeurs davantage circonscrites c'est-à-dire liées à des groupes particuliers.

Encadré 1.

Zoom sur les « classes moyennes » : qui sont-elles aujourd'hui ?

En parlant de classes moyennes, on désigne avant tout une catégorie plutôt hétérogène. Il existe en effet en France une catégorie sociale relativement diverse sur le plan social mais qui, pour autant, est traversée, comme on va le voir, par un sentiment plus ou moins similaire s'agissant de sa position dans la société et de son avenir. Ces classes moyennes se constituent aujourd'hui comme « des réalités plus difficiles à réunir », et selon une « dynamique » qu'il est « difficile à établir », bien que la « variable revenus » – ici, des revenus moyens – permette toujours de « distinguer des positions centrales » (Damon 2013). Les classes moyennes se diversifient notamment au niveau de la « situation professionnelle » (Amossé *et al*. 2022) : si les classes moyennes ont toujours leur « centre de gravité » au sein des professions intermédiaires tout en incluant aussi des « employés », des « petits indépendants » ainsi que des « techniciens ou ouvriers qualifiés » (Cayouette-Remblière & Ichou 2019), les choses se sont complexifiées avec les évolutions contemporaines du travail. Parmi celles-ci, on compte la montée du chômage et la « diversification des formes d'emploi » avec une montée de la précarité ainsi qu'une redéfinition de l'indépendance (Amossé *et al*. 2022). A l'intérieur d'une même « strate », on trouve désormais diverses « sous-classes d'emploi » : ainsi, au sein de la classe des indépendants, on distinguera ceux qui peuvent salarier un associé de ceux qui ne le peuvent pas (*Ibid.*). Surtout, ces évolutions du travail s'accompagnent de celles d'un « système […] de transferts à la fois ciblés sur les plus démunis, avec des prestations d'assistance, et favorable aux plus aisés, avec des niches fiscales » (Damon 2013). Ces deux dynamiques d'évolution sont à l'origine d'un ressenti qui uniformise, d'une certaine manière, les membres de ce groupe. D'une part, la particularité du système de transferts génère un « sentiment de déclassement relatif » puisqu'elles ont l'impression de contribuer à un système dont elles ne sont plus la priorité (*Ibid.*). D'autre part, elles font face à un contexte d'incertitudes sur le plan de l'emploi, qui engendre une crainte de passer d'un statut stable à un statut plus précaire. En somme, les classes moyennes, en particulier leurs « segments intermédiaires et inférieurs », vivent dans la crainte de rejoindre les « catégories les plus défavorisées » tout en cherchant « de plus en plus à s'en distancier » (*Ibid.*), par conséquent.

Notre typologie : une approche mixte entre clustering et nomenclature

Dans ce qui précède, nous avons mis en relief deux exigences de notre typologie : d'une part, celle-ci doit rendre compte d'une stratification sociale avec des groupes se différenciant les uns des autres de façon assez évidente sur le plan socio-démographique et, de ce fait, animés d'un certain esprit de classe qui les positionne dans l'espace social ; d'autre part, à l'intérieur des groupes qui la constituent, on doit pouvoir repérer une certaine homogénéité des modes de vie, des pratiques. En l'occurrence, s'agissant de notre typologie, c'est l'homogénéité des pratiques alimentaires qui retient toute notre attention. La première exigence semble nous conduire vers une nomenclature ; la seconde vers une typologie par clusters. Dans ce qui suit, nous allons montrer les insuffisances de chacune de ces deux options, considérées isolément, lorsqu'elles sont considérées à l'aune de notre objectif : construire un scénario prospectif d'évolution des pratiques alimentaires. Comme on le verra, la typologie que nous avons construite constitue en réalité un mixte entre les nomenclatures traditionnelles et les typologies par clusters.

Il n'est pas possible de construire une typologie signifiante en matière de pratiques alimentaires à partir des nomenclatures existantes – notamment celles qui sont construites à partir du critère central de la PCS. Bien que « les nomenclatures socioprofessionnelles » soient très « pertinentes sociologiquement » en se matérialisant à l'endroit même où « divisions sociales et divisions économiques se superposent », et en parvenant à « séparer des groupes dont les chances de vie (réussite professionnelle, confort matériel, loisirs, santé, etc.) sont inégales » (Plessz 2021), elles ne conviennent pas véritablement pour l'alimentation. **On peine, par exemple, à repérer quelque chose qui se rapprocherait d'un régime-type pour une catégorie socio-professionnelle** ; surtout, beaucoup d'individus vivent en ménages et exercent une profession différente de celle de leur partenaire – ce qui obère un peu plus la piste de pratiques alimentaires plus ou moins similaires en fonction de la profession[16].

Il est toutefois certain que les variables qui interviennent, on l'a vu, dans l'ajustement et le renouvellement contemporains des nomenclatures – comme, entre autres, le revenu et le diplôme, la structure du ménage – ont un rôle à jouer dans la délimitation des groupes sociaux signifiants en matière de pratiques alimentaire, tout simplement parce que ces variables structurent la réalité de la stratification sociale. De même, s'agissant de la délimitation de ces groupes sociaux, c'est à une prise en compte *combinée* de ces variables qu'il faut recourir. Ainsi, comme le sociologue Maurice Halbwachs l'avait bien compris, si le niveau de revenu est fondamental pour saisir les « contraintes financières » qui contribuent à déterminer les « besoins », il n'en reste pas moins que ce même revenu « n'exerce qu'un impact indirect sur le budget et plus particulièrement sur la « répartition des dépenses » (Regnier *et al.* 2009). Pour Halbwachs, il convient de s'intéresser plutôt aux « niveaux de vie ». Ceux-ci doivent se substituer à la notion économique de « besoin » individuel ; les « niveaux de vie » sont les « besoins socialement définis par les groupes sociaux » (Cardon, Depecker, Plessz 2019). Enfin, le niveau de vie renvoie directement au « genre de vie » – lequel inclut des « représentations sociales » qui ne sont pas uniquement inféodées à la possession de ressources mais renvoient par exemple au lieu de vie, à l'activité exercée, etc (Halbwachs 1930). Et ces représentations convergent pour constituer une forme de conscience du « niveau social » auquel on se trouve au sein d'une société (Halbwachs 1913). Ce qui est vrai des pratiques de consommation en général vaut particulièrement pour **les pratiques alimentaires qui sont donc loin de « dépendre uniquement du revenu »** (Regnier *et al*. 2009).

Ceci posé, quelles variables sélectionner, comment les combiner, et comment être certain que cette combinaison va déboucher sur des groupes sociaux dont les pratiques alimentaires sont peu ou prou similaires ? Cette interrogation révèle que l'option de construire *a priori* des groupes présentant une certaine cohérence socio-démographique et économique, pour ensuite évaluer si oui ou non leurs pratiques alimentaires prolongent cette homogénéité en étant bien, elles aussi, plus ou moins similaires n'est pas la plus judicieuse.

Du reste, cela a été confirmé par une première tentative appliquée à la base de données mise au service de la construction de notre typologie - et qui a servi de base à la construction de l'outil TRAMeCalc (voir partie 4). Cette base de données associe deux sources : 1) trois bases de données issues de l'INSEE, l'une d'entre elles étant l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux, ainsi que 2) les données sur les consommations moyennes issues de l'enquête INCA 3 réalisée en 2017. D'une part, nous avons observé qu'un travail de regroupement des individus sur le fondement des variables sociodémographiques – sexe,

16 Il y a enfin une raison supplémentaire, liée, cette fois, au cadre dans lequel s'inscrit la typologie que nous avons construite – celui d'une démarche de scénarisation prospective. Les variables sélectionnées pour élaborer cette typologie doivent pouvoir être projetées dans le temps. Prédire les effectifs en termes de CSP constitue une gageure, ce qui est moins vrai du sexe, de l'âge, de la structure des ménages et même du niveau de diplôme.

âge, niveau de diplôme, niveau de revenu, taille de l'agglomération, type de ménage – conduisait à pas moins de 540 groupes sociaux possibles. Ce nombre était, on le comprend, largement trop important pour servir notre prospective. D'autre part, l'échantillon INCA 3 se révélait, à l'inverse, bien trop petit pour permettre d'en dégager les consommations moyennes pour autant de groupes.

Si l'on ne peut pas partir de nomenclatures existantes, si l'on ne peut pas véritablement regrouper les individus *a priori* sur la base de similarités sociodémographiques afin d'évaluer le degré de similarité de leurs pratiques alimentaires, et si, enfin, on ne peut pas repérer de telles similarités par le biais d'une opération de régression réalisée à partir de la mise en relation de données socio-démographiques et de données de consommation moyennes, c'est donc qu'il faudrait partir des pratiques alimentaires elles-mêmes. Autrement dit, **il faudrait chercher à déterminer les groupes sociaux en observant les pratiques alimentaires et les consommations**. Dans ce cas de figure, les données socio-démographiques interviennent donc dans un second temps. Ici, c'est donc une typologie construite par le biais de la méthode du clustering qui serait envisagée. On s'en souvient, dans ce cas de figure, il s'agit, par des méthodes statistiques de clustering, de délimiter des ensembles d'individus à partir des réponses fournies par des enquêtes. La particularité d'une typologie par clusters est la suivante : les groupes délimités rassemblent des profils socio-démographiques parfois très différents. En effet, une fois que les clusters sont définis, on fait en sorte de déterminer quels sont les individus qui, sur le plan socio-démographique, sont le plus représentés dans ces ensembles – et il arrive qu'il y en ait plus d'un et, surtout, il est fréquent qu'ils soient très dissemblables. Face à une homogénéité du groupe en termes de pratiques, on trouve donc une hétérogénéité de ce même groupe sur le plan socio-démographique. Quelle est la conséquence de cette diversité socio-démographique interne ? Elle est qu'en général, les groupes sociaux que sont les clusters ne renvoient pas véritablement à des « collectifs tangibles, vécus comme tels par ceux qui les composent », à des « identités perçues » (Coulangeon, Demoli, Ginsburger, Petev 2023). Or c'est là une des exigences de la typologie constituant le point de départ de notre démarche de scénarisation prospective des pratiques alimentaires – que les groupes sociaux définissent une stratification sociale qui paraisse sinon réelle au moins réaliste. Autrement dit, il convient que les groupes sociaux suscitent une certaine forme de familiarité – liée, du reste, à cet esprit de classe évoqué plus haut, et dont les groupes sociaux qui font la chair de la stratification sociale sont animés. La méthode de clustering, à elle seule, présente donc une limitation qu'on ne peut ignorer.

Elle en présente encore une autre, qu'on ne peut évacuer dans le cadre d'une démarche de scénarisation prospective portant sur les pratiques alimentaires. **Ces pratiques constituent précisément *ce que l'on cherche à faire évoluer* par le biais d'un scénario prospectif**. Faire de ces pratiques le seul et unique critère de détermination et de délimitation des groupes sociaux est donc problématique. Il convient, à l'inverse, que les groupes sociaux de cette typologie puissent être bâtis sur la base de critères susceptibles d'être projetés dans un futur proche sans être profondément modifiés – les critères socio-démographiques sont de cette nature. Ils vont, bien sûr, évoluer légèrement au cours des dix prochaines années mais ils se maintiendront aussi, d'une manière ou d'une autre. Les groupes sociaux d'une typologie mise au service d'une démarche de prospective impliquent une forme de stabilité pour ce qui est de leurs contours dans la mesure où leurs pratiques alimentaires vont, elles, se modifier.

Pour conclure, la construction d'une typologie au service d'un scénario d'évolution des pratiques alimentaires suppose d'emprunter *et* à la forme de la nomenclature – pour la stabilité des groupes sociaux et leur pertinence sociologique – *et* à celle du clustering – pour saisir et rendre compte d'une forme d'homogénéité des pratiques alimentaires.

La construction de la typologie en quatre étapes

Dans ce qui précède, nous avons explicité notre positionnement théorique en revenant sur les postulats et parti-pris qui ont structuré la construction de la typologie au service de TRAMe. Les lignes qui suivent sont dédiées à la description des étapes pragmatiques qui nous ont permis de construire la typologie en 12 groupes. **Nous assumons, pour ce processus, une forme de « bricolage »** qui s'explique par le fait que nous avons souhaité combiner trois exigences : premièrement, que ces groupes sociaux puissent revêtir une certaine cohérence socio-démographique et donc un réalisme ; deuxièmement, qu'ils puissent se structurer autour de l'homogénéité des pratiques alimentaires de leurs membres ;

troisièmement, que puisse leur être associée une traduction quantitative sans que ces groupes perdent en réalisme (c'est tout l'objet de l'outil TRAMeCalc décrit en partie 4). C'est la raison pour laquelle **le croisement des analyses qualitatives et des traductions quantitatives n'est pas réalisé de façon classique**, que la démarche de quantification est moins rigoureuse que celle qui préside à une démarche de clustering. Cette typologie est donc issue d'un exercice intellectuel relativement inédit, résultat d'une série d'aller-retour entre la littérature de différentes disciplines et des données d'effectifs de la population et de leurs consommations alimentaires. Cet exercice a permis de déboucher sur des groupes sociaux qui, comme on va le voir, 1) reposent sur un profil socio-démographique qui, s'il peut être pluriel, n'en est pas moins, robuste – donc quantifiable ; et 2) renferment un univers alimentaire cohérent pouvant être rapproché d'un « idéal-type » de pratiques alimentaires, et à partir duquel il est possible de déployer une trajectoire d'évolution.

Les variables privilégiées

Les analyses qui suivent sont complétées par une approche quantitative dans la partie 4.2.

La *première étape* **a consisté à sélectionner les variables socio-démographiques à privilégier** – celles qui allaient intervenir en priorité dans la délimitation des contours des groupes. Ces variables sont traditionnelles : ce sont celles utilisées classiquement par la statistique. Ce choix repose, d'une part, sur une raison pragmatique. Dans la mesure où la typologie doit être quantifiée et mise en rapport avec des consommations alimentaires moyennes, il fallait qu'elle puisse être rapprochée des critères socio-démographiques utilisés par la base INCA 3 pour le volet 2017 de son étude sur les consommations et habitudes alimentaires des Françaises et des Français. D'autre part, il repose sur une raison théorique que nous rappelons ici. Mis au service d'un exercice de scénarisation prospective, **les groupes sociaux de la typologie doivent pouvoir être projetés dans un futur proche**. Mais il faut distinguer deux types de projection. Il y a celle qui se pense en termes d'effectifs : dans ce cas, ce sont les contours numériques du groupe qui évoluent alors que les contours qualitatifs du groupe ou encore la « carte d'identité » socio-démographique du groupe, demeurent similaires. Et il y a celle qui se pense en termes d'évolution des pratiques alimentaires. Comme nous construisons un scénario d'évolution des pratiques alimentaires, la scénarisation en tant que telle concerne surtout la seconde projection, tout en s'appuyant sur la première. Autrement dit, c'est parce que nous considérons que les contours socio-démographiques des groupes sont identiques dans le temps – et que ce sont leurs effectifs seulement qui sont mouvants – que nous pouvons envisager la manière dont leurs pratiques alimentaires peuvent, de leur côté, évoluer – de façon importante ou, à l'inverse, à la marge (voir les parties 4.2 et 4.5.1.4).

Quelles variables avons-nous sélectionné en priorité ? Il s'agit 1) de la **structure du ménage**, que nous combinons à celle de l'âge, 2) du **niveau de revenu**, 3) du **niveau de diplôme**, 4) de la **taille de l'agglomération**, et 5) du **sexe/genre**. La variable de la CSP a été mise de côté en raison du fait qu'il est très difficile de prédire les effectifs futurs numériques des catégories qu'elle recouvre, et considérant que les variables du niveau de revenu et de diplômes, combinées, en constituaient une forme de substitut satisfaisant. La première variable, la structure du ménage, a été considérée comme prioritaire. En effet, si l'on pense en termes de contraste maximal, ce sont la composition du ménage ainsi que l'âge qui jouent le plus sur l'alimentation (Plessz 2023), et qui permettent notamment de différencier les consommations alimentaires (Gojard *et al.*, 2017 ; Plessz & Guéguen, 2017 ; Eirnhorn, 2020). Le ménage et par extension la vie de famille ont un effet majeur dans la mesure où, comme l'expliquait déjà Maurice Halbwachs, « quand un ménage décide de se nourrir […], il faut des échanges entre le père, la mère, les enfants, pour s'accorder et s'entendre sur l'idée de famille comme un tout » (1913). Les « repas » constituent donc un élément essentiel de la « conjugalité » mais aussi de la « socialisation des enfants » et, par conséquent, la vie de famille telle qu'elle se matérialise à travers les pratiques alimentaires est décisive sur toute une vie s'agissant de la « transmission de normes et de valeurs tant liées à l'alimentation qu'à la vie en société » (Cardon *et al*. 2019 ; Unterreiner & Chave 2018 ; Escalon & Beck 2013) – desquelles on choisit de s'éloigner ou non mais qui, de ce fait, influencent un parcours de vie. Enfin, dans une approche prospective, la structure du ménage (personne seule, couple, famille) permet de saisir une forme de degré de flexibilité vis-à-vis de la consommation alimentaire, et la capacité d'un individu à être accompagné ou exposé à des pratiques alimentaires nouvelles qu'il pourra adopter (Berge *et al.*, 2012 ; Gadhoke *et al.*, 2015 ; Pernin, 2014).

De son côté, l'âge est très signifiant en matière d'alimentation dans la mesure où il recouvre des effets dus directement aux étapes de vie – se mettre en couple, connaître le veuvage, etc. –, mais aussi de génération (Plessz 2023). Ainsi, le rapport à la préparation des repas, à la cuisine diffère grandement selon que l'on appartient à la génération de l'après-guerre ou à celle qui serait née dans les années 1970 par exemple.

Le genre est clé pour saisir le temps dédié à l'alimentation, la consommation de viande, la sensibilité aux messages nutritionnels ou environnementaux (Champagne *et al.*, 2015 ; Fantechi *et al.*, 2024 ; Méjean *et al.*, 2017).

Le niveau de revenu est corrélé à un niveau de contrainte financière supplémentaire, ainsi qu'à des aspirations différentes voire une « mentalité de pénurie » qui affecte les pratiques alimentaires (Laraia *et al.*, 2017 ; Lelievre *et al.*, 2008).

Enfin, le niveau d'éducation est considéré le plus robuste pour analyser la réception des messages nutritionnels, la consommation de produits carnés ou les achats alimentaires (Inserm, 2014 ; Méjean *et al.*, 2016 ; Turrell *et al.*, 2003), notamment car il permet d'intégrer la position socio-économique de l'individu comme les logiques de socialisations qui l'ont façonnée (Galobardes, 2006 ; Turrell *et al.*, 2003).

Seconde étape : le choix de ces deux variables prioritaires (âge et structure du ménage) ainsi que celui de trois autres (lieu de résidence, niveau de diplôme, niveau de revenu) nous a conduits à bâtir un premier tableau utile à l'élaboration de notre typologie (voir **Tableau 1**). Ce tableau traduit une hypothèse simple : les groupes sociaux d'une typologie signifiante en termes de pratiques alimentaires s'inscriront nécessairement dans certaines de ces cases. Le sexe/genre intervient à ce stade comme une implication indirecte de la structure du ménage (puisqu'apparaissent ici des ménages composés de "personnes seules"), et sera mobilisé plus tard dans la construction des sous-groupes composant la plupart des 12 groupes principaux de la typologie.

Tableau 1. Un premier tableau pour faire « apparaître » et comptabiliser les groupes de la typologie

Structure du ménage / âge	Niveau de revenu, niveau de diplôme, taille de l'agglomération				
Familles	Exemple 1*				
Couples	Exemple 2				
Personnes seules non seniors					
Seniors	Exemple 3				

*Nous détaillons plus loin des « exemples », c'est-à-dire le processus par lequel nous avons complété certaines cases, c'est-à-dire spécifié les croisements possibles entre la structure du ménage/âge et la situation socio-économique.

« Compléter » le tableau avec un matériau typologique et sociologique

Deux types de matériaux ont été mobilisés pour compléter le tableau et réaliser la *troisième étape* de la construction de la typologie que nous proposons.

Les typologies par clusters

Ce matériau est central puisqu'il véhicule, à travers un partitionnement statistique de l'espace social, un aperçu de la société dans son ensemble et, plus précisément, un aperçu de la manière dont elle se structure, tout entière, autour de thématiques et de pratiques particulières – comme les pratiques alimentaires, les pratiques de tri, les modes de transport, etc. On l'a dit, les typologies par clusters donnent à voir des groupes sociaux caractérisés par une certaine homogénéité au niveau des représentations et des pratiques ; elles proposent aussi une forme de stratification sociale dans la mesure où, additionnés, ces groupes sociaux constituent la société dans son entièreté. Ces typologies se sont donc révélées essentielles pour la construction de notre propre typologie dans la mesure où notre démarche de scénarisation prospective comprend, dans ses parti-pris théoriques, l'idée que c'est la société dans son ensemble qui peut évoluer dans toute la diversité de ses pratiques alimentaires.

Nous avons sélectionné des typologies qui évoquent le rapport de la population française à la consommation durable au sens large, mais aussi à la consommation durable appliquée à l'alimentation ; les typologies concernent aussi la consommation de produits animaux, en se concentrant sur la question de l'élevage et de la réduction de la consommation de produits carnés.

Les 8 typologies suivantes ont été utilisées :

- J. Baudry, M. Touvier, B. Allès, S. Péneau, C. Méjean, P. Galan, S. Hercberg, D. Lairon, E. Kesse-Guyot, « Typology of eaters based on conventional and organic food consumption : results from the NutriNet-Santé cohort study », *British Journal of Nutrition*, n°1616, 2016
- FranceAgriMer, « Végétariens et flexitariens en France en 2020 », Enquête IFOP pour FranceAgriMer, 2020
- V. Sessego, P. Hebel, « Consommer durable est-il un acte de distinction ? Représentations, pratiques et impacts écologiques réels au regard des dynamiques sociales », CREDOC, n°344, décembre 2018
- C. Altenburger, « La stratification sociale des pratiques alimentaires durables », Chaire Unesco Policy Brief, mai 2022
- M. Ginsburger, « De la norme à la pratique éco-citoyenne. Position sociale, contraintes, matérielles et diversité des rapports à l'éco-citoyenneté », Revue française de sociologie, vol. 61, 2020
- P. Magdeleine, C. Roguet, A.-C. Dockès, E. Delanque, « La controverse sur l'élevage. Principaux enseignements du projet ACCEPT », Tema, 2018
- V. Legendre, « Les déterminants de la consommation de porc en France : effets économiques, attentes et perceptions des consommateurs », Journées recherche porcine, 2008
- A. Dembo, S. Bourdon, S. Fourniret, T. Mathe, « Comportements et attitudes des consommateurs à l'égard du commerce alimentaire en 2017 », Enquête commerce 2017, Credoc

À ces études qui débouchent sur des typologies, nous avons associé des études présentant des données statistiques majeures, sans qu'en résultent des propositions en termes de stratification sociale.

Liste des principaux travaux statistiques mobilisés:

- C. Mejean, W. Si Hassen, S. Gojard, P. Ducrot, A. Lampuré,, H. Brug, N. Lien, M. Nicolaou, M. Holdsworth, L. Terragni, S. Hercberg, K. Castetbon, « Social disparities in food preparation behaviours : a DEDIPAC study », Nutrition Journal, 2017
- C. Mejean, W. Si Hassen, C. Lecossais, B. Allès, S. Péneau, S. Hercberg, K. Castetbon, « Socio-economic indicators are independently associated with intake of animal foods in French adults », Public Health Nutrition, 2016
- B. Allès, J. Baudry, C. Mejean, M. Touvier, S. Péneau, S. Hercberg, E. Kesse-Guyot, « Comparison of socio-demographic and nutritional characteristics between self-reported vegetarians, vegans, and meat-eaters from the NutriNet-Santé study », Nutrients, 2017
- FranceAgriMer, « Consommation de produits carnés en 2019 », Les Données, septembre 2020

Des travaux sociologiques

Ce matériau est indispensable dès lors que l'on vise à recueillir des éléments permettant de bâtir des groupes sociaux cohérents au niveau de leurs pratiques alimentaires, mais surtout traversés par une vision du monde relativement homogène – en un mot, cet esprit de classe que nous avons évoqué plus haut et qui repose sur le partage de certaines conditions socio-matérielles d'existence. Nous avons mobilisé trois corpus : a) des travaux sur la stratification sociale ; b) des travaux sur le rapport à la consommation en général et aux pratiques dites durables en particulier ; c) des travaux sur le rapport à l'alimentation et les pratiques alimentaires.

Liste des principaux travaux sur la stratification sociale :

- M. Plessz, S. Paugam, « Des classes sociales aux inégalités. Le regard sociologique s'est-il déplacé ? », *Revue européenne des sciences sociales*, 57-2, 2019
- E. Pierru, A. Spire, « Le crépuscule des catégories socio-professionnelles », *Revue française de science politique*, vol. 58, 2008
- INSEE, « Niveau de vie et pauvreté selon la catégorie socio-professionnelle », 2021
- L. Chauvel, « Le retour des classes sociales », *Revue de l'OFCE*, n°79, 2001
- J. Cayouette-Remblière, « De l'hétérogénéité des classes populaires (et de ce qu'on peut en faire) », *Sociologie*, vol. 6, n°4, 2015
- J. Damon, « Redistribution et localisation : les classes moyennes françaises pénalisées ? » dans *Les classes moyennes*, Paris, PUF, 2013
- M. Lelièvre, N. Rémila, « Des inégalités de niveau de vie plus marquées une fois les dépenses pré-engagées prises en compte », *Etudes et résultats – DREES*, n°1055, 2018

Liste des principaux travaux en sociologie de la consommation et des pratiques durables :

- H. Ducourant, A. Perrin-Heredia, Sociologie de la consommation, Paris, Armand Colin, 2019
- T. Amossé, M. Cartier, « 'Si je travaille, c'est pas pour acheter du premier prix !' Modes de consommation des classes populaires depuis leurs ménages stabilisés », Sociétés contemporaines, n°114, 2019
- S. Dubuisson-Quellier, « La consommation comme pratique sociale » dans Ph. Steiner, F. Vatin (dir.), Traité de sociologie économique, Paris, PUF, 2013
- S. Langlois, Consommer en France. Cinquante ans de travaux scientifiques au CREDOC, 2021
- Ph. Coulangeon, Y. Demoli, M. Ginsburger, I. Petev, La conversion écologique des Français, Paris, PUF, 2023
- J.-B. Comby, « Une reconduction verdie de l'ordre social ? Relations entre fractions de classe sur le terrain écologique », séminaire « La transition écologique et agroalimentaire au prisme des SHS », 4 mai 2023
- J.-B. Comby, H. Malier, « Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statures diverses », Sociétés contemporaines, n°124, 2021
- J.-B. Comby, « A propos de la dépossession écologique des classes populaires », Savoir/Agir, n°33, 2015
- M. Grossetête, « Quand la distinction se met au vert. Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales », Revue française de socio-économie, n°22, 2019

Liste des principaux travaux en sociologie de l'alimentation :

- Ph. Cardon, Th. Depecker, M. Plessz, *Sociologie de l'alimentation*, Paris, Armand Colin, 2019
- F. Régnier, A. Lhuissier, S. Gojard, *Sociologie de l'alimentation*, Paris, La Découverte, 2009
- J.-P. Poulain, *Sociologie de l'alimentation*, Paris, PUF, 2013
- B. Hérault, J. Gassie, A. Lamy, « Transformations sociétales et grandes tendances alimentaires », *Document de travail - Centre d'études et de prospective*, n°13, 2019
- F. Regnier, A. Masullo, « Obésité, goûts et consommation. Intégration des normes d'alimentation et appartenance sociale », *Revue française de sociologie*, vol. 50, 2009
- S. Dubuisson-Quellier, S. Gojard, « Why are food practices not (more) environmentally friendly in France ? The role of collective standards and symbolic boundaries », *Environmental policy and governance*, vol. 26, n°2, 2016
- F. Hugues, « Se débrouiller chez soi en milieu rural au temps de confinement : L'espace domestique, support du travail de subsistance ». *Revue des politiques sociales et familiales,* 2021/4 n°141, 2021. p.119-128.
- Th. de Saint-Pol, « Introduction. Les évolutions de l'alimentation et de sa sociologie au regard des inégalités sociales », *L'Année sociologique*, vol. 67, n°1, 2017
- F. Caillavet, N. Darmon, A. Lhuissier, F. Régnier, « L'alimentation des populations défavorisées en France. Synthèse des travaux dans les domaines économique, sociologique et nutritionnel » dans *Les travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale 2005-2006*, Documentation française
- C. Grignon, Ch. Grignon, « Styles d'alimentation et goûts populaires », *Revue française de sociologie*, vol. 21, n°4, 1980
- M.-C. Le Pape et M. Plessz, « Rythme des repas, incorporation et classe sociale », *L'Année sociologique*, vol. 67, n°1, 2017

En croisant les typologies et ces travaux sociologiques, nous avons été en mesure de remplir le tableau – tout ayant en ligne de mire deux objectifs : pouvoir déterminer le *nombre* de groupes que notre typologie contient, et pouvoir préciser les *contours* socio-démographiques de ces derniers. Si l'on considère le tableau ci-dessus, on note que le croisement des lignes et des colonnes du tableau ne peut se faire de façon autonome. Car si les critères horizontaux du tableau sont déterminés – la structure des ménages et l'âge –, la « verticalité » du tableau l'est moins. Elle l'est partiellement, puisqu'elle renvoie à la situation sociale au sens large, mais les critères verticaux – diplôme, revenu, lieu de résidence – n'ont pas été déterminés en amont. La détermination préalable de ces critères aurait débouché sur un tableau classique où le croisement et donc le remplissage des cases auraient pu être réalisés de façon autonome. Il s'est donc agi de croiser les deux entrées du tableau – structure du ménage/âge d'un côté, situation socio-économique de l'autre –, mais le contenu précis de ces croisements s'est réalisé par le biais des informations fournies par les typologies et les travaux sociologiques[17]. Chaque groupe de la typologie renvoie donc à un des clusters isolés par au moins une des typologies mobilisées, ou à un des sous-ensembles qui constituent un cluster. Les travaux sociologiques ne proposant pas de typologie ont aussi pu permettre de spécifier les croisements du tableau. Avant de donner quelques exemples de croisements spécifiés par l'usage des typologies par clusters et des travaux sociologiques, il nous faut souligner un point concernant cette étape de la construction de la typologie. L'idée était de pouvoir, avant toute chose, déterminer le nombre de groupes de la typologie, comme nous le disions plus haut ; le remplissage des cases du tableau devait d'abord servir à cela. Ce premier objectif a, d'une certaine façon, primé sur le second, qui devait consister, on le rappelle, à préciser les contours socio-démographiques des groupes de la typologie. Autrement dit, bien que l'entrée structure du ménage/âge soit précisée et déterminée, il n'en reste pas moins que nous savions, dès cette première étape du croisement, que la détermination socio-démographique ne serait pas fixe et perdrait en étroitesse, en précision, notamment à l'étape de l'appariement quantitatif de la typologie – étape sur laquelle nous revenons plus bas. Nous savions, par exemple, qu'un groupe contenant des familles pourrait, au moment de l'appariement quantitatif, aussi se voir rattacher des couples et/ou des personnes seules.

Quelques exemples de croisement afin d'aboutir à la version 0 de la typologie :

Dans ce qui suit, nous montrons concrètement comment le matériau typologique et sociologique a été mobilisé pour spécifier les croisements réalisables à partir du tableau ci-dessus, lesquels nous ont conduits à préciser les contours des groupes de notre typologie. Pour la commodité de la lecture, nous avons choisi, pour les deux premiers exemples, de rapporter le groupe à un seul cluster ou sous-ensemble de cluster d'une des typologies mobilisées. En réalité, chacun des groupes peut se voir rapproché, comme c'est le cas dans le 3e exemple, d'autres clusters – ceux qui ont été circonscrits par d'autres typologies, sur lesquelles nous nous sommes aussi appuyés.

Exemple 1 : un groupe correspondant à un sous-ensemble d'un cluster d'une des typologies mobilisées, et précisé par un travail sociologique.

Le cluster « Consommateurs aisés » isolé par la typologie de M. Ginsburger (2020) permet d'envisager un croisement possible des différentes entrées de notre tableau. Ce cluster, dans cette typologie, se définit, s'agissant de son mode de vie, par un matérialisme prononcé, des niveaux de consommations élevés et une forme d'éloignement avec l'écologie du geste. Qu'est-ce que cela entraîne pour notre tableau et pour la démarche de croisement ? Ici, le pôle structurant, en termes de ménages, est donc celui des familles – la première ligne, donc, du tableau. Si l'on va plus loin dans le croisement qui peut être réalisé grâce à ce cluster « Consommateurs aisés », il s'agit de se figurer un des deux sous-ensembles qui constituent ce cluster plutôt que l'autre : l'un renvoie à la possession de revenus

17 Il peut être dit que cette démarche s'apparente, s'agissant de la construction typologique, à celle de la substruction de l'espace d'attributs développée notamment par Paul Lazarsfeld. Que sont les attributs ? Les attributs peuvent être notamment des « propriétés qualitatives » (lieu d'habitation, âge, etc.) qui permettent de « ranger les individus » puis de les « 'situer' [...] dans un espace d'attributs » comme on situerait un « point dans l'espace au moyen de coordonnées ». Le concept d'espace d'attributs peut intervenir pour « analyser les opérations permettant de simplifier [ou de] transformer en classes ordonnées des classification complexes » mais il peut aussi intervenir dans l'analyse des typologies. Les types, dans les typologies, constituent des « faisceaux d'attributs différents » donc ils sont le « résultat d'une réduction ou d'une sélection de catégories appartenant à un espace d'attributs relativement complexe [...]. La démarche qui consiste à déterminer l'espace dans lequel se situe un ensemble de types donné et la réduction implicite dont ils sont issus est appelée 'substruction' » (voir A. Barton, « Le concept d'espace d'attributs en sociologie » dans R. Boudon, P. Lazarsfeld (dir.), Le vocabulaire des sciences sociales : concepts et indices, Paris, Mouton & Co., 1971, p. 148-170). Dit autrement, la substruction est un des procédés possibles pour classifier et élaborer des typologies. Soit on choisit la technique de la « 'réduction de l'espace d'attributs' [...] où le chercheur part des dimensions [...] à partir desquelles les cas vont être classés et analysés pour construire de façon abstraite tous les types en croisant logiquement toutes les modalités de chaque dimension » ; il s'agit ensuite de « réduire ces types en fonction des cas réels » ; soit il est choisi de faire l' » exact opposé » et de « remonter à l'espace d'attributs et aux dimensions de la typologie de façon inductive, à partir de cas réels » (T. Chevalier, « Comment faire des typologies en politique comparée ? », Revue internationale de politique comparée, vol. 29, 2022).

élevés, supérieurs ou égaux à 3000 euros, l'autre à la possession de revenus inférieurs à ce montant. C'est ce second sous-ensemble qui nous intéresse ici. On considère donc un ensemble de ménages qui apprécient la consommation, qui aspirent à un mode de vie relativement matérialiste et cherchent à le concrétiser dès lors que leurs moyens financiers le leur permettent et, comme Ginsburger le souligne, qui tendent à vivre en ruralité. Ce qui nous intéresse s'agissant de ce sous-ensemble, c'est que, précisément, les moyens de réaliser ce mode de vie consumériste sont limités. Nous postulons donc, pour le sous-ensemble de ce cluster et pour le groupe que nous en tirons, une forme d'anxiété vis-à-vis de l'avenir parfois teintée d'une forme de frustration causée par le fait que les moyens ne sont pas toujours à la hauteur des souhaits de consommation. Ce postulat se fonde sur les travaux sociologiques réalisés notamment par J.-B. Comby (2023) sur les fractions de classes. Le sociologue décrit une certaine frange des petites classes moyennes, rassemblant le « partie stabilisée des classes populaires » ainsi qu'une petite bourgeoisie – ces deux fractions se rapprochant dans le fait qu'elles associent la respectabilité à une forte consommation et à la possession matérielle. Comby décrit le rapport de ces petites classes moyennes qui se structurent fondamentalement autour d'un pôle économique – étant donné la valorisation de la consommation – à l'écologie. Pour Comby, ces ménages ne sont pas foncièrement hostiles aux pratiques durables, à condition qu'elles leur coûtent peu en termes d'effort et de dépenses. Ceci dit, ces pratiques pèsent peu face à l'attraction exercée par la consommation.

Le groupe de l'exemple 1 rassemble donc des ménages qui ont la particularité de croiser des **revenus moyens** ainsi qu'un ancrage en **ruralité**.

Cet exemple 1 renvoie au **groupe G03 « Familles de classe moyenne rurales »** dans la typologie que nous proposons.

Exemple 2 : Un groupe correspondant à un des clusters d'une des typologies mobilisées, et précisé par un travail sociologique.

Issu d'une typologie construite pour le CREDOC (Sessego, Hebel 2018), le cluster de l'» éco-habitus frugal et engagé » nous a conduits à envisager un groupe structuré, dans notre tableau, autour des couples. Ce cluster mêle « classes moyennes » et « catégories modestes », se structure autour des professions intermédiaires et d'un niveau de diplôme absent ou peu élevé (deux ou trois années d'études supérieures après le baccalauréat). La particularité des ménages rassemblés dans ce cluster est qu'ils expérimentent un niveau de contrainte financière fort expliquant un mode de vie frugal qui toutefois est également vécu par les membres de ce cluster comme la résultante d'un engagement politique à gauche et écologique – donc comme un choix. Les travaux de Comby (2023) vont dans ce sens lorsqu'il décrit la catégorie sociologique suivante : rassemblant une « petite bourgeoisie culturelle » ainsi que le « pôle culturel » de la fraction « stabilisée des classes populaires », cette catégorie rassemble des « éco-citoyens », c'est-à-dire des individus qui non seulement ont des pratiques durables en raison de leurs contraintes matérielles mais entendent faire plus au nom de leurs engagements politiques. Il peut aussi s'agir, pour les plus contraints d'entre eux, d'un enjeu de respectabilité : on se rapprochera d'un statut auquel on aspire, on se rapprochera de la bourgeoisie à laquelle on cherche à appartenir en tenant la sobriété écologique pour une aspiration légitime et importante.

Pour nous, et pour le sujet spécifiques des pratiques alimentaires durables, le cluster isolé par Sessego et Hebel (2018) ainsi que la réflexion de Comby ont d'abord permis de qualifier la possibilité d'un groupe structuré autour des couples car, à l'étape consistant à remplir les cases du tableau – et donc à celle de déterminer le nombre de groupes qui contiendrait notre typologie –, nous avons fait l'hypothèse que, s'agissant de l'alimentation, le choix de pratiques durables – comme acheter des denrées « bio » – malgré la contrainte matérielle supposait une stratégie financière et des arrangements qu'il est encore possible de ménager sans enfants, et peut-être moins avec enfants. Pour autant, le groupe auquel nous avons abouti comprend finalement également de familles – comme c'est le cas dans le cluster circonscrit dans la typologie du CREDOC et dans les travaux de Comby.

Le groupe de l'exemple 2 rassemble donc des ménages caractérisés par leurs **revenus faibles ou moyens**, et par une hétérogénéité forte en termes de diplômes – de l'absence à la réalisation d'études longues. Cette combinaison se traduit prioritairement par le fait que la contrainte matérielle et la sobriété induite sont raccrochées à une forme de choix politique.

Cet exemple 2 renvoie au **groupe G06 « Familles de classe moyenne urbaines »** dans la typologie que nous proposons.

Exemple 3 : Un groupe pouvant être rapproché de deux clusters issus de deux typologies distinctes.

Le cluster « Hédonistes 'bio' modérés » isolé par Baudry et al. (2016) rassemble des individus qui ont tendance à fumer, à consommer de l'alcool et une quantité importante de protéines animales. Les revenus, dans ce cluster, ont tendance à être élevés. Surtout, ce cluster comporte une proportion importante de personnes plus âgées que dans

les autres clusters de la typologie. Pour nous, ce cluster permet d'envisager un croisement, dans notre tableau, entre l'entrée « seniors » et le critère socio-économique des revenus importants. De la même manière, le cluster « Epicuriens » mis en avant par la typologie proposée par Legendre (2008) nous a renseignés davantage sur ce groupe pouvant être envisagé au niveau de la ligne « seniors » du tableau. L'auteur précise que les membres du cluster des « épicuriens » sont essentiellement des seniors et se caractérisent, au niveau de leurs pratiques alimentaires et particulièrement de leur consommation carnée, par une forte sensibilité au discours portant sur le plaisir gustatif, et une certaine capacité financière leur permettant de faire davantage attention à la qualité qu'au prix des denrées.

Le groupe de l'exemple 3 rassemble donc des ménages de **seniors** caractérisés par des **revenus élevés ou moyens**.

Cet exemple 3 renvoie au **groupe G10 « Séniors aisés »** dans la typologie que nous proposons.

Apparier les groupes à la base de données quantitatives

Voir la partie 4, qui décrit l'outil TRAMeCalc, pour des analyses plus précises.

Les groupes que nous avons déterminés via des croisements réalisés à partir d'un tableau et à l'aide du matériau typologique et sociologique ont été encore davantage précisés lors de l'étape de l'appariement quantitatif. Il s'agit de la *quatrième étape* de la construction de cette typologie. En effet, nous avons construit un calculateur, nommé TRAMeCalc, constitué à partir de trois bases de données :

- les données historiques (1991-2022) et projetées (2022-2050) de la pyramide des âges de l'Insee, qui fournit les effectifs annuels de population passés et projetés par sexe et âge ;
- les données historiques (1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2008, 2013, 2019) du recensement de la population de l'Insee, qui fournit les effectifs de population par sexe, âge, catégorie socio-professionnelle, département de naissance, niveau de diplôme, statut conjugal, etc.
- les données historiques (2005-2019) de l'enquête revenus fiscaux et sociaux (ERFS) de l'Insee, qui fournit un ensemble d'information concernant les revenus et les caractéristiques socio-démographiques des ménages et des individus.

Toutes ces bases de données couvrent uniquement les ménages ordinaires vivant en France hexagonale, et excluent donc les personnes vivant en communauté, c'est-à-dire les personnes vivant en Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), les établissements sanitaires ou sociaux, les internats et cités universitaires, les prisons ou encore les communautés religieuses. Nous ne les incluons pas dans la modélisation pour deux raisons. D'abord, elles représentent une faible part de la population totale (2,6% en 2019 avec 1,6 millions de personnes[18]) qui ne devrait pas augmenter considérablement : 35 % de ce groupe sont des personnes en EHPAD, même si leur nombre doublait d'ici 2050, les personnes vivant en communauté ne représenteraient toujours qu'environ 3 % de la population. Deuxièmement, une partie de ces personnes a des besoins alimentaires spécifiques, notamment en protéines, que nous ne maîtrisons pas suffisamment pour faire évoluer leurs régimes alimentaires – ce qui est le but de la démarche de scénarisation au service de laquelle la typologie se trouve. Ne sont pas non plus représentés dans les bases de données les 4 % de personnes vivant en Outre-mer ; les touristes de passage en France ; ou les personnes qui échappent à la statistique publique, comme les personnes sans domicile, vivant à l'hôtel, non déclarées, etc.

À partir de ces trois bases de données, 540 combinaisons ont pu être constituées (voir **Tableau 2** en annexe). Ces combinaisons sont réalisées à partir des 6 variables que sont le sexe, le type de ménage, l'âge, le niveau de revenu, le niveau de diplôme, et le type de l'agglomération habitée. À chacune de ces combinaisons, nous avons associé un groupe de la typologie ; autrement dit, chacune de ces combinaisons s'est trouvée inscrite dans un des 12 groupes. La première version de la typologie était trop précise, laissant ainsi de côté (c'est-à-dire en dehors des groupes) une part trop importante de la population française. Nous avons alors élargi la définition des groupes définis initialement, tout en maintenant leur cohérence interne (par exemple en élargissant aux Bac +2 et plus un groupe caractérisé par un niveau de diplôme élevé). Plusieurs phases d'aller retour entre la littérature citée précédemment et nos bases de données socio-démographiques ont été nécessaires pour trouver un équilibre entre un nombre de groupes sociaux à la fois suffisamment restreint pour être manipulables, et suffisamment large pour être représentatif de la population française sans perdre leur cohérence et leurs spécificités. Dans la version finale de la typologie en 12 groupes, seuls 8% des individus compatibilisés par nos bases de données ne sont pas affectés à un groupe de la typologie, qui couvre donc plus de 90% de l'échantillon total (voir tableau 2).

Evidemment, cette répartition des combinaisons équivaut à constituer des groupes sociaux plus précis sur le plan démographique et socio-économique. Mais cela a une

18 En 2019, 1,6 million de personnes vivent en communauté : Ehpad, internat, foyer de travailleurs... - Insee Première - 1906

conséquence : ces groupes sont aussi plus divers et, d'une certaine manière, contiennent parfois plusieurs profils, plusieurs types. Dès lors, on peut se poser la question suivante : la diversité interne des groupes sociaux ne minore-t-elle pas excessivement une des dimensions majeures de la typologie, à savoir le fait que les groupes sociaux sont aussi censés présenter une forme d'homogénéité s'agissant des pratiques alimentaires ? Nous avons évité cet écueil en soulignant **l'existence de sous-groupes à l'intérieur des groupes** – dont les pratiques alimentaires sont plutôt similaires mais légèrement différentes tout de même. Et ces nuances expliquent, du reste, que TRAMe dégage, à l'intérieur de chaque groupe, plusieurs trajectoires d'évolution. Abordons un dernier élément de l'appariement quantitatif de la typologie, et qui concerne les consommations alimentaires. Pour pouvoir **calculer ces consommations alimentaires moyennes**, ce sont les micro-données de la troisième étude Individuelle Nationale des Consommations Alimentaires (INCA 3) conduite entre février 2014 et septembre 2015 qui ont été utilisées. L'étude a été menée auprès d'un échantillon représentatif d'individus vivant en France hexagonale (hors Corse). Au total, 5 855 individus répartis en 2 698 enfants de la naissance à 17 ans et 3 157 adultes âgés de 18 à 79 ans ont participé à l'étude. Mettre en rapport cette enquête avec notre typologie, c'était répondre au préalable à la question suivante : comment, précisément, les calculs de consommation doivent-ils être élaborés ? Il faut bien voir un point : on ne pouvait se contenter de quantifier les consommations moyennes de chacun des groupes de la typologie. En effet, les différences

Tableau 2. Statistiques descriptives des groupe sociaux

	Ensemble	Familles aisées diplômées	Ménages aisés très diplômés	Femmes seules	Famille de classe moyenne urbaines	Etudiants	Familles de classe moyenne rurales	Ménages aisés peu diplômés	Hommes seuls	Séniors aisés	Séniors à faible niveau de revenu et de diplôme	Familles rurales modestes	Familles urbaines modestes	Manquants
		G01	**G05**	**G07**	**G06**	**G09**	**G03**	**G12**	**G08**	**G10**	**G11**	**G04**	**G02**	
Sexe														
Femmes	52 %	50 %	50 %	100 %	50 %	51 %	50 %	45 %	0 %	56 %	63 %	53 %	57 %	53 %
Hommes	48 %	50 %	50 %	0 %	50 %	49 %	50 %	55 %	100 %	44 %	37 %	47 %	43 %	47 %
Âge														
Enfants (moins de 14 ans)	17 %	38 %	0 %	0 %	30 %	0 %	30 %	14 %	0 %	0 %	0 %	34 %	34 %	12 %
Adultes non séniors (15-64 ans)	61 %	60 %	100 %	100 %	68 %	100 %	67 %	82 %	100 %	0 %	0 %	63 %	63 %	64 %
Séniors (plus de 65 ans)	22 %	2 %	0 %	0 %	2 %	0 %	4 %	5 %	0 %	100 %	100 %	3 %	3 %	24 %
Niveau de diplôme														
Aucun diplôme	21 %	0 %	0 %	11 %	0 %	0 %	14 %	20 %	26 %	30 %	70 %	31 %	47 %	37 %
Bac, CAP, BEP	39 %	0 %	0 %	38 %	47 %	0 %	61 %	77 %	56 %	43 %	30 %	69 %	53 %	15 %
Bac +2/3	16 %	42 %	0 %	34 %	35 %	0 %	19 %	3 %	18 %	13 %	0 %	0 %	0 %	29 %
Bac +4 et plus	16 %	58 %	100 %	17 %	18 %	0 %	6 %	0 %	0 %	14 %	0 %	0 %	0 %	19 %
Etudiants	7 %	0 %	0 %	0 %	0 %	100 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Niveau de vie (revenu disponible par unité de consommation)														
Faible (Déciles 1 à 3)	31 %	0 %	0 %	24 %	36 %	50 %	0 %	0 %	55 %	0 %	100 %	100 %	100 %	28 %
Moyen (Déciles 4 à 6)	29 %	0 %	0 %	51 %	64 %	22 %	100 %	0 %	45 %	37 %	0 %	0 %	0 %	54 %
Elevé (Déciles 7 à 10)	40 %	100 %	100 %	25 %	0 %	28 %	0 %	100 %	0 %	63 %	0 %	0 %	0 %	18 %
Taille de l'agglomération														
Rural et petites villes (moins de 20 000 hab.)	38 %	33 %	17 %	24 %	2 %	32 %	100 %	50 %	25 %	39 %	42 %	100 %	0 %	35 %
Villes moyennes et grandes (plus de 20 000 hab.)	62 %	67 %	83 %	76 %	98 %	68 %	0 %	50 %	75 %	61 %	58 %	0 %	100 %	65 %
Configuration du ménage														
Personne seule (un adulte seul)	22 %	0 %	42 %	100 %	3 %	15 %	0 %	9 %	100 %	43 %	61 %	3 %	6 %	16 %
Couple (deux adultes)	22 %	0 %	58 %	0 %	19 %	2 %	15 %	30 %	0 %	57 %	39 %	4 %	3 %	46 %
Famille (tout autre configuration)	55 %	100 %	0 %	0 %	78 %	83 %	85 %	61 %	0 %	0 %	0 %	93 %	91 %	38 %

de quantités absolues consommées selon le sexe et l'âge étant fondamentales, il était crucial de pouvoir les conserver. C'est la raison pour laquelle d'autres combinaisons ont été mises sur pied : ce sont les individus-types. Les individus-types de notre typologie ont été construits en agrégeant le sexe, l'âge, et le groupe social. Et ce sont sur les individus-types que les consommations moyennes ont été calculées.

Pour chaque groupe – et par individus-types – nous sommes donc capables de décrire les régimes complets, comprenant la viande, les fruits et légumes, le pain, les pâtes, le riz, les produits de la mer, etc. Nous pouvons aussi détailler les consommations par types de viande : volaille, porc, bovin, autres viandes. Enfin, nous sommes capables de rapporter ces consommations à un lieu de consommation : le domicile, la restauration collective, la restauration commerciale.

(Ré)attribuer les pratiques alimentaires à chacun des groupes

Une fois les groupes sociaux de la typologie déterminés, il s'est agi de les décrire le plus exhaustivement possible : revenir, d'une certaine manière, sur le mode de vie des individus composant un groupe – et ses sous-groupes – ainsi que sur leurs pratiques alimentaires, c'est-à-dire sur leurs représentations de l'alimentation et sur les gestes qui constituent leur alimentation. Nous avons donc listé un certain nombre de rubriques à renseigner pour chaque groupe. Evidemment, s'agissant du mode de vie, il convenait d'être restrictif. Nous avons surtout choisi d'évoquer le lien à la consommation – notamment matérielle – et le rapport à la crise écologique. Nous avons aussi cherché à rendre compte du rapport des ménages aux gestes que l'on peut réaliser au quotidien pour tenter de réduire une empreinte carbone – les « petits gestes ». Pour l'alimentation, nous sommes revenus, grâce à la base INCA 3, sur les pratiques concrètes en nous appuyant sur le calcul des consommations moyennes et sur les lieux de consommation. Pour chaque groupe, nous avons complété cette description quantitative par des éléments plus qualitatifs dégagés de la littérature sociologique et typologique sur les pratiques alimentaires telles qu'elles se déploient à travers la stratification sociale. Nous avons fait en sorte de recueillir des éléments ayant trait à la préparation des repas, aux façons de s'approvisionner en denrées alimentaires – lieux fréquentés, fréquence, etc. –, à l'attention portée à toute la signalétique – label, code nutritionnel, etc. – qui accompagne les emballages ou le rayonnage, à la réception et à la compréhension de cette signalétique en fonction notamment de la relation nouée avec les recommandations nutritionnelles. Nous avons aussi rassemblé des analyses tenant au sens de l'alimentation, c'est-à-dire aux valeurs rattachées aux diverses façons de manger, à la préparation des repas, au fait de manger hors de son domicile ou non, etc. Nous avons aussi cherché à rendre compte du lien avec une alimentation dite durable : le rapport aux produits issus de l'agriculture biologique, à la saisonnalité. Enfin, nous avons fait en sorte de rendre compte du rapport à la viande et aux produits animaux en général.

Il faut ici souligner une particularité de la méthodologie rattachée à la construction de cette typologie des groupes sociaux signifiants en matière de pratiques alimentaires. Pour parler de cette dernière étape de l'élaboration de cette typologie, nous évoquons – comme l'intertitre précédent le met en avant – une *ré*attribution de leurs pratiques alimentaires à chacun des groupes et non pas une attribution simple. Pourquoi ? Parce que les pratiques alimentaires sont présentes tout au long du processus de construction de cette typologie – du début jusqu'à la fin. Elles sont présentes à la fois au niveau du point de départ du processus et à son point d'arrivée. **Il n'a pas été question de déterminer *d'abord* les groupes pour *ensuite* leur attribuer des pratiques alimentaires**. On s'en souvient : nous nous sommes justement aidé des clusters de pratiques alimentaires pour spécifier les caractéristiques sociodémographiques des groupes – tout en nous aidant, pour cette étape, des repères socio-démographiques donnés par le tableau à double entrée. Bien sûr, ensuite, nous avons spécifié et précisé les choses : après avoir déterminé les contours des groupes, il s'est agi de reprendre les typologies ainsi que l'ensemble de la littérature pour décrire, de la manière la plus exhaustive qui soit, les pratiques alimentaires de chacun des groupes. Il reste que les pratiques alimentaires sont bien présentes tout au long du processus de construction de la typologie.

Les 12 groupes et leur « carte d'identité »

En résumé, nous avons cherché par une approche innovante et hybride et des aller-retours entre les différentes sources décrites précédemment à construire 12 groupes témoignant à la fois d'une certaine homogénéité sociale et s'identifiant à des ensembles de pratiques écologiques et alimentaires (voir **Tableau 3**). Comme expliqué, ce «collage» conduit à des idéaux-types, qui nous semblent pertinents pour interroger la possibilité d'une transition des pratiques en permettant de révéler et décrire un ensemble de logique. Cette typologie présente également l'intérêt de penser la transition comme un projet politique, c'est-à-dire qui touche des classes sociales et pas seulement des actes de consommation.

G01 Part de la population en 2023 : **12,0%**

Familles aisées diplômées

Familles disposant de revenus élevés, vivant plutôt en ville moyenne et grande, dont le niveau de diplôme est supérieur à Bac+2

Ces familles possèdent un niveau de diplôme moyen ou élevé et des revenus importants. Elles se sentent concernées par la transition, mais leur mode de vie demeure polluant – leurs voyages ou leurs équipements – malgré les petits gestes qu'elles mettent en place. Elles consomment souvent hors de leur domicile et sont sensibles aux discours nutritionnels. Sur le plan des produits carnés, elles tentent de réduire une consommation légèrement supérieure à la moyenne des groupes.

G02 **9,2%**

Familles urbaines modestes

Familles vivant en ruralité ou petite ville, aux revenus faibles (trois premiers déciles) et niveau de diplôme inférieur ou égal au Bac/BEP/CAP

On retrouve dans ce groupe une très large majorité de familles, vivant en ville moyenne ou grande, et disposant de moyens modestes, associés à des métiers peu qualifiés et pénibles. Leur mode de vie, et l'alimentation n'y fait pas exception, est frugal par contrainte, ce qui peut engendrer des sentiments de frustration. Leur consommation de viande est dans la moyenne, notamment soutenue par l'habitude, le plaisir ou la praticité.

G03 **8,1%**

Familles de classes moyennes rurales

Familles vivant en ruralité ou petite ville, à niveau de revenu moyen (entre le quatrième et le sixième décile inclus) et niveau de diplôme majoritairement équivalent au bac

Ces couples, dont la majorité vit avec des enfants, croisent revenus et niveau de diplôme moyens et ancrage en ruralité. Les aspirations à la consommation matérielle et ostentatoire sont fortes tout comme la crainte d'un déclassement et celle de devoir s'en priver si les revenus diminuaient. Elles n'empêchent pas cependant une certaine appréciation des petits gestes, loin de toute radicalité politique. Nourriture et produits carnés (notamment le porc) sont considérés comme une source de plaisir très fréquente qu'une attention à la santé vient légèrement réguler.

G04 **5,1%**

Familles rurales modestes

Familles vivant en ruralité ou petites villes, aux revenus faibles (trois premiers déciles) et niveau de diplôme inférieur ou égal au Bac/BEP/CAP

Ces ménages, en grande majorité des couples avec enfants, vivent en ruralité et disposent des moyens modestes souvent associés à des métiers peu qualifiés. Alors que plusieurs aspects de leur mode de vie se caractérisent par une forme de prudence, de sobriété et d'entraide locale, les individus de ce groupe ressentent une forme de rejet de l'écologie qu'ils associent à la ville et ses facilités. La consommation de viande et de produits carnés est plus élevée que la moyenne, et associée au plaisir de repas riches et conviviaux.

Tableau 3. Noms et structure des 12 groupes sociaux

<table>
<tr><th rowspan="2">Structure du ménage</th><th colspan="2" rowspan="2">Localité, niveau de diplôme, sexe</th><th colspan="3">Niveau de revenu</th></tr>
<tr><th>Faibles</th><th>Moyens</th><th>Élevés</th></tr>
<tr><td rowspan="4">Familles
(à plus de 78 %)</td><td rowspan="2">Urbaines</td><td>Diplôme faible</td><td>G02 Familles urbaines modestes</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Diplôme élevé</td><td colspan="2">G06 Familles de classe moyenne urbaines</td><td rowspan="2">G01 Familles aisées diplômées</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Rurales</td><td>Diplôme élevé</td><td></td><td rowspan="2">G03 Familles de classe moyenne rurales</td></tr>
<tr><td>Diplôme faible</td><td>G04 Familles rurales modestes</td><td></td></tr>
<tr><td rowspan="3">Tous ménages hors séniors</td><td colspan="2">Diplôme faible</td><td colspan="2" rowspan="2"></td><td>G12 Ménages aisés peu diplômés</td></tr>
<tr><td colspan="2">Diplôme élevé</td><td>G05 Ménages aisés très diplômés</td></tr>
<tr><td colspan="2">Étudiants</td><td colspan="3">G09 Étudiants</td></tr>
<tr><td colspan="3">Tous ménages séniors</td><td>G11 Séniors à faible niveau de revenu et diplôme</td><td>G10 Séniors aisés</td><td></td></tr>
<tr><td rowspan="2">Personnes vivant seules</td><td colspan="2">Femmes</td><td colspan="3">G07 Femmes seules</td></tr>
<tr><td colspan="2">Hommes</td><td colspan="2">G08 Hommes seuls</td><td></td></tr>
</table>

G05 3,3%

Ménages aisés très diplômés

Couples ou personnes vivant seules et sans enfant, majoritairement en ville moyenne ou grande, aux revenus élevés (trois derniers déciles) et niveau de diplôme supérieur à Bac+4

Ces ménages – couples sans enfants ou personnes seules – cumulent revenus élevés et niveaux d'études importants. Ils se sentent très concernés par la crise écologique et le font savoir, par le discours ou des gestes mis en avant. Ils font en sorte de faire évoluer leur mode de vie vers plus de sobriété – tout en excluant généralement du spectre de leurs efforts le voyage en avion. Ils sont le groupe qui mange le plus en restauration commerciale. Ils cherchent à « convertir » pleinement leur alimentation, déjà en « bio » ou en circuits courts, en réduisant leur consommation de produits animaux déjà légèrement inférieure à la moyenne.

G06 9,4%

Familles de classes moyennes urbaines

Familles vivant en ville moyenne et grande, à revenus moyens ou faibles (six premiers déciles) et niveau de diplôme variable majoritairement compris entre l'équivalent Bac et Bac +2/3

Ces ménages, en grande majorité des couples avec enfants, sont caractérisés par leurs revenus faibles ou moyens, et par une hétérogénéité forte en termes de diplôme. La contrainte matérielle et la sobriété qu'implique ces revenus sont présentées par ces ménages comme une frugalité choisie. Ils remettent en cause certains aspects de leur mode de vie, et notamment la place des produits animaux dans leur alimentation, poussés par une quête d'authenticité et de respectabilité.

G07 3,8%

Femmes seules

Femmes vivant seules, plutôt en ville moyenne et grande, dont les niveaux de revenu et de diplôme sont divers, quoique majoritairement moyens

Ce groupe rassemble des femmes vivant seules qui se ressemblent dans une sensibilité à la sobriété dans la consommation (pour des raisons environnementales ou de santé voire de diététique) plus ou moins traduite dans les actes, et dans des conditions matérielles parfois très différentes. Les contraintes économiques et un intérêt limité porté aux repas jouent aussi en ce sens. Elles tendent donc à faire évoluer leur mode de vie, ce que l'autonomie garantie par le fait de vivre seule facilite. Elles tendent à réduire de manière importante la place, déjà assez faible, des produits animaux dans leur alimentation.

G08 4,3%

Hommes seuls

Hommes vivant seuls, plutôt en ville moyenne et grande, dont les niveaux de revenus sont faibles et moyens, et le niveau de diplôme divers et inférieur à bac+4

Ce groupe rassemble des hommes vivant seuls qui cumulent des revenus faibles ou moyens avec une absence de diplôme ou des études supérieures courtes. Absorbés par un quotidien non exempt de contraintes, ces hommes, dans leur grande majorité, se sentent peu concernés par la crise écologique. L'alimentation est vue comme une affaire qui doit se traiter simplement et efficacement : satiété, simplicité et éventuellement plaisir. Les produits carnés ont l'avantage, selon eux, de cocher ces trois critères et ils sont consommés très régulièrement et en quantités importantes.

G09 6,7%

Étudiants

Adultes en poursuite d'étude, vivant plutôt en ville moyenne et grande, aux revenus divers quoique majoritairement faibles (jusqu'au troisième décile)

Le groupe des étudiants est socialement aussi divers que la société dans son ensemble : la stratification sociale s'y reproduit. Ce qui rassemble les individus de ce groupe, c'est toutefois un positionnement temporel très précis dans leur existence. Il s'agit d'un moment où les habitudes, notamment alimentaires, sont questionnées ou évoluent fortement en même temps que d'autres aspects du mode de vie. Dans leur grande majorité, les étudiants ont à faire face à une forme de contrainte – qu'il s'agisse du temps, de l'espace ou des moyens dont ils disposent pour construire leurs habitudes alimentaires d'adultes. Leur consommation actuelle de viande est bien au-dessus de la moyenne.

G10 13,2%

Seniors aisés

Séniors vivant en ville ou en ruralité, disposants de revenus moyens ou élevés, à niveau de diplôme variable mais majoritairement égal ou inférieur au bac

Ces ménages de séniors, seuls ou en couple, se ressemblent à travers un mode de vie relativement confortable, reposant sur des revenus moyens à élevés. Les individus de ce groupe valorisent particulièrement la consommation matérielle, conçue comme un acquis moderne. Ils sont peu réceptifs au discours écologique, voire agacés par lui. L'alimentation est pour eux un vecteur d'identité et de plaisir – ce à quoi les produits animaux contribuent. Les impératifs de santé, auxquels ils sont tout de même attentifs malgré leurs discours, font qu'ils n'en ont pas une consommation massive.

G11 **4,7%**

Seniors à faible niveau de revenu et diplôme

Séniors vivant en ville ou en ruralité, disposant de faibles revenus (trois premiers déciles), dont la majorité n'a pas de diplôme

Ces ménages de séniors, seuls ou en couple, ont un mode de vie frugal, dû à la prudence impliquée par des revenus faibles. Ils ne sont pas hostiles au discours écologique, mais ils n'en voient pas forcément l'utilité quand c'est plutôt ce qui est de l'ordre du « raisonnable » ou du « bon sens » économe qui les anime, en lien avec une éducation peu consumériste. Ils ont une consommation de produits carnés légèrement inférieure à la moyenne.

G12 **12,0%**

Ménages aisés peu diplômés

Familles, couples et personnes seules vivant en ruralité ou en ville, disposant de revenus élevés, et au niveau de diplôme égal ou inférieur au Bac/BEP/CAP

Ces ménages, principalement composés de familles et de couples, ont la particularité de croiser des revenus élevés avec un faible niveau de diplôme. Ils valorisent le confort matériel, les formes ostentatoires de consommation et nourrissent une forme de méfiance face à toute remise en question profonde de leur mode de vie. L'alimentation, bien qu'elle ne soit pas le type de consommation où s'expriment de façon privilégiée leur statut et leur position sociale, est synonyme de convivialité, de plaisir, mais aussi de tradition – laquelle se cristallise notamment dans les produits carnés. Ils en ont une consommation particulièrement élevée.

SOCIO-RÉCITS DES TRAJECTOIRES DE CHANGEMENTS ENTRE 2023 ET 2035

TRAMe est constitué des douze trajectoires (ou "socio-récits") correspondant aux douze groupes sociaux de la typologie décrite précédemment. Pour certaines de ces trajectoires, un niveau supplémentaire de détail est fourni au niveau de sous-groupes (entre deux et trois). Dans cette partie, nous expliquons le positionnement de TRAMe et la logique d'élaboration des socio-récits par rapport aux principes de la prospective ; rappelons le modèle de changement au coeur du scénario ; et exposons en quoi cette approche est au coeur de la construction des socio-récits.

Une prospective fondée sur l'exploration des possibles déjà « présents »

La prospective fait partie des « études de l'avenir » en ce qu'elle contribue à « l'élaboration et la discussion de propos sur les états et dynamiques futurs possibles des systèmes humains et/ou naturels » (Mermet 2009). Elle constitue aussi une démarche hétérogène, à l'interface d'une ambition cognitive et d'objectifs pratiques et pragmatiques. TRAMe convoque avant tout la première ambition bien qu'il renvoie aussi à un objectif pratique – « aider les décideurs à prendre en compte les évolutions à long terme dans les décisions d'aujourd'hui » (Treyer 2009). Cette visée cognitive implique d'expliciter notre positionnement épistémologique vis-à-vis de la démarche prospective, ainsi que la méthodologie suivie – alors même que la prospective est tout à la fois décrite comme « un art, une philosophie, une disposition de l'esprit » (Bootz 2012) et comme un travail de « recherche des futurs possibles » (Roubelat 1993) reposant sur une véritable « rigueur méthodologique » (Wangel 2011).

Si la prospective concerne souvent une réalité donnée, elle fait très vite face à un impératif holistique. Certes, elle peut se concentrer sur un objet spécifique, mais elle doit intégrer « le contexte plus général [et évaluer la manière dont il] pourrait évoluer » (Mermet 2009). S'agissant des questions écologiques, il est devenu évident que ce contexte comprenait « également les structures sociales » (Wangel 2011). TRAMe s'inscrit pleinement dans cette exigence dans la mesure où si son objet est, à première vue, la diminution du poids du régime carné en France, il n'en reste pas moins que c'est l'évolution possible des pratiques alimentaires en général qui est scrutée – les objets étant donc aussi variés que l'approvisionnement, la restauration hors domicile, la préparation des repas, entre autres. Surtout, des tendances sociales, politiques et économiques contextuelles sont également mobilisées – notamment, les injonctions à la sobriété dans le débat public, les effets à long terme de l'inflation contemporaine, l'action publique ainsi que les initiatives privées, etc.

La prise en compte des structures sociales peut aussi être appréhendée comme une exigence qui détermine le type de prospective réalisé. On le rappelle, deux démarches existent : le *backcasting* qui consiste à partir d'une ou, plus souvent, de plusieurs images du futur normées et quantitativement évaluées afin de déterminer les processus d'évolution permettant d'atteindre ces futurs ; le *forecasting*, beaucoup moins normatif et visant à « partir d'une situation connue, initiale, pour explorer progressivement le futur » (Tabarly & Honneger 2009). A première vue, on pourrait penser que la prise en compte du monde social conduit plutôt à faire le choix d'une démarche de *forecasting*. Mais ce serait oublier que le geste de *backcasting* est lui-même

pluriel et que, s'il se concentre sur « la voie à suivre » plutôt que sur le point d'arrivée ou « l'objectif quantitativement réalisable », alors sera, là aussi, privilégiée « l'exploration de la manière dont le changement peut s'opérer », à partir du présent et des éléments issus de la réalité sociale que l'on a sous les yeux (Wangel 2011).

La séparation entre les deux démarches prospectives n'est donc pas stricte. Du reste, cette porosité se retrouve dans TRAMe. En effet, notre travail peut se revendiquer du *backcasting* dans la mesure où la diminution de la consommation de produits carnés constitue un horizon jugé souhaitable donc visé ; cet horizon, comme on va le voir dans la section 3.2, s'incarne quantitativement, notamment en raison du fait qu'il est lié au scénario de transition de l'offre en produits animaux[19] qui, pour le coup, se fixe des objectifs quantitatifs de réduction des émissions qui déterminent à leur tour la caractérisation quantitative de la réduction du régime carné dans la population française. Pour autant, nous revendiquons nous situer davantage dans une démarche de *forecasting*, et ce pour plusieurs raisons. D'une part, la temporalité – 2035 – justifie une attention appuyée à la réalité présente dans la mesure où l'on peut imaginer que certaines des tendances sociales, économiques et politiques qui ont cours aujourd'hui se prolongeront au cours de la décennie qui vient. D'autre part, et surtout, nous nous concentrons sur les pratiques alimentaires en général et non uniquement sur des régimes alimentaires en tant que tels. Or un intérêt pour les pratiques implique un effort de description de ce qui existe déjà, de la réalité présente, avant *et afin* de pouvoir envisager des lignes d'évolution de ces mêmes pratiques. En fait, **TRAMe ambitionne de mettre en lumière ce qui est en train de changer** *dès maintenant* – on pourrait aller jusqu'à dire qu'il s'agit plus d'un exercice exploratoire sur les marges de manœuvre plutôt que de la prospective en tant que telle.

Dans le même temps, et toujours dans la perspective d'être au plus proche de la réalité telle qu'elle est, l'attention portée aux pratiques s'accompagne d'une prise en compte minutieuse de la stratification sociale. En effet, TRAMe comprend les douze trajectoires correspondant aux douze groupes que nous avons délimités au sein d'une typologie signifiante du point de vue des pratiques alimentaires. Dès lors, quelle méthodologie avons-nous suivi pour la construction de ces trajectoires d'évolution ? N'avons-nous pas réintroduit, en tenant compte de la diversité des groupes sociaux, le principe des scénarios contrastés, propre à la prospective de *backcasting* la plus classique ? La question se pose d'autant plus que l'élaboration de chemins d'évolution contrastés repose sur une exigence méthodologique accrue, qui « se mesure principalement [...] par la conformité de la procédure mise en œuvre à des normes [...] données par la littérature » (Treyer 2009). C'est, précisément, l'analyse morphologique qui est préconisée dans ce cas-ci – une méthode qui se fonde sur la combinaison d'hypothèses, appliquées à de grandes variables structurantes identifiées au préalable au sein de la réalité étudiée, considérée comme un système constitué de composantes susceptibles de varier (Roubelat 1993). Nous aurions pu, en première instance, envisager cette méthode. Mais nous avons pris conscience du fait qu'elle ne convenait pas à une analyse où la diversité sociologique liée à la place accordée aux pratiques, et donc aux représentations – elles-mêmes démultipliées par la stratification sociale – prenait une telle place. Bien sûr, la réalité que nous étudions – les pratiques alimentaires – peut être décomposée en sous-systèmes – chacune des pratiques – elles-mêmes faites de leurs composantes. Nous verrons cela dans ce qui suit (section 3.3). Toutefois, et précisément parce que les pratiques sont indissociables de leur ancrage dans des groupes sociaux, le nombre d'hypothèses à rapporter à chacune des composantes des pratiques était trop important et les possibilités de combinaison infinies. Nous nous serions précisément trouvés dans la situation où l'on se trouve de fait « noyé dans la combinatoire » et forcé de « fixer des facteurs d'exclusion et de préférences à partir desquelles les solutions [auraient été] triées » (*Ibid.*). Ce tableau de combinatoire élaboré à partir des pratiques alimentaires propres aux douze groupes sociaux ne pouvait donc pas, d'une certaine manière, exister. Il était encore plus vain de tenter de le faire exister – avec les choix arbitraires qui l'auraient nécessairement accompagné – quand **l'étude minutieuse de la stratification sociale et la description sociologique des douze groupes fournissait suffisamment d'indications pour tracer des lignes d'évolution des pratiques alimentaires crédibles, probables**. Les représentations – récoltées lors de la construction de la typologie – propres à chaque groupe, les valeurs vis-à-vis de la consommation, de la sobriété, de l'alimentation, des produits animaux étaient autant d'outils de *prédétermination* des trajectoires d'évolution des pratiques alimentaires contemporaines vers ce qu'elles pourraient être en 2035.

19 En cours de réalisation et de rédaction par le consortium de think tanks (IDDRI, I4CE, I4CE, Solagro, Asca) qui le porte.

C'est la raison pour laquelle, **plutôt qu'un tableau de combinatoire artificiel, nous avons privilégié la construction de socio-récits qualitatifs**. Ces derniers sont des textes d'environ 4-5 pages qui reviennent, pour chaque groupe, sur les représentations et valeurs qui identifient un rapport spécifique à la consommation, à la crise écologique, à la sobriété et bien sûr à l'alimentation et aux produits animaux. Nous détaillons aussi, en nous appuyant sur la littérature sociologique que nous avons consultée, leurs pratiques alimentaires contemporaines : les lieux d'approvisionnement, les denrées privilégiées, le temps consacré à cuisiner, la possibilité ou non de se restaurer hors du domicile, etc. Puis, nous envisageons, en mobilisant différents travaux issus de disciplines diverses ainsi que des études statistiques (voir **Encadré 2**), des lignes d'évolution probables. Ces lignes sont tracées à partir de ce que à quoi les membres de ces groupes croient aujourd'hui, ce à quoi ils tiennent, ce à quoi ils s'identifient ou encore ce qu'ils rejettent ou les met mal à l'aise – tout au long d'une décennie au cours de laquelle l'offre alimentaire évolue sensiblement, tout comme les discours autour de la nutrition, ou encore l'aide alimentaire, etc. Nous explicitons cela plus en détail plus loin.

Retenons qu'en raison de ce choix en faveur du socio-récit, la méthodologie de notre prospective ou, plutôt, de notre exploration table sur la « qualité des représentations du futur » que nous proposons, laquelle « peut être jugée sur la cohérence interne des images futures des systèmes envisagés, sur la qualité du chemin causal représenté, sur la transparence des hypothèses formulées et sur la capacité de la représentation de l'évolution future à être mise en discussion » (Treyer 2009). Finalement, si la méthodologie prospective que nous avons élaborée pour ce scénario s'éloigne quelque peu des normes qui régissent cette démarche, il n'en reste pas moins qu'elle répond à une autre des exigences associées à cette même démarche : l'utilisation d'une « procédure [qui puisse être] généralisable » (*Ibid.*). Nous détaillons cette procédure dans ce qui suit.

Encadré 2.

Le matériau mobilisé pour tracer les lignes d'évolution des pratiques alimentaires des groupes

Pour penser et concevoir ces lignes d'évolution, bâties à la fois sur les aspirations actuelles des groupes et sur les changements possibles de leur environnement alimentaire, nous avons mobilisé différents matériaux.

- Les travaux sociologiques (sociologie de la consommation, sociologie de l'alimentation notamment) utilisés pour bâtir la typologie (voir partie 3.3))
- Des travaux complémentaires en psychologie sociale, économie comportementale ou marketing.
- Les baromètres et études d'opinion sur les attentes, les aspirations en termes d'alimentation
- L'étude proposée par l'IDDRI intitulée « Environnement, inégalités, santé : quelle stratégie pour les politiques alimentaires françaises ? » (Charlie Brocard, Mathieu Saujot, avril 2023) et qui dresse un inventaire des politiques publiques actuelles, débattues (affichage environnemental), et sur la façon dont elles pourraient être renforcées voire complétées par d'autres.
- Les travaux en agro-food studies évoquant l'émergence de nouveaux régimes, représentations, identités alimentaires en France mais aussi en Europe voire aux États-Unis et la manière dont ils peuvent ou non être soutenus par la puissance publique ou par d'autres dispositifs privés. Ces articles rapportent parfois ces évolutions – qu'elles touchent à des représentations ou à des pratiques concrètes – à des caractéristiques socio-démographiques particulières ; dans ces cas-là, nous avons fait une hypothèse de similarité de comportement entre le profil spécifié dans l'article et le groupe de notre typologie pour lequel nous décrivons une trajectoire d'évolution.
- Les propositions de politiques publiques qui ponctuent certains scénarios de prospective touchant à l'évolution des comportements alimentaires : le projet SISAE (Ademe) ; L'» Etude sur les comportements alimentaires de demain et élaboration d'un dispositif de suivi des principales tendances de consommation à destination des entreprises de la filière alimentaire », 2017 (accompagnée de 16 fiches « tendances ») réalisée par Blezat Consulting, Credoc, Deloitte (https://agriculture.gouv.fr/un-outil-pour-comprendre-les-comportements-alimentaires-de-2025)
- Les travaux proposés par certains acteurs institutionnels (Conseil National de l'Alimentation, Cocolupa), associatifs (VRAC) en faveur de différents dispositifs comme la sécurité sociale de l'alimentation, etc.

Le modèle de changement au cœur de TRAMe : comment se déploie une trajectoire d'évolution des pratiques alimentaires ?

La scénarisation explorative, comme la prospective classique, suppose de mettre en lumière une évolution temporelle – autrement dit, un processus impliquant une multiplicité de changements et qui se déroulerait d'une certaine manière le long d'une « flèche de temps » linéaire. En somme, **la scénarisation explorative repose sur un modèle de changement**. Le schéma qui suit (voir **Figure 7**) propose une formalisation de cette évolution temporelle : autrement dit, il donne à voir le mécanisme par lequel, selon nous, les pratiques alimentaires évoluent, et comment un scénario peut donc être construit à partir de ce mécanisme. La schématisation de ce mécanisme permet aussi de donner à voir les catégories de notre raisonnement, celui par lequel nous avons scénarisé l'évolution des pratiques alimentaires en France à 2035.

Au fil du texte des sections 3.2 et 3.3, nous mettons en exergue comment cette logique de construction de TRAMe se traduit de manière concrète en trois étapes.

Nous distinguons un « extérieur » et un « intérieur » du système des pratiques alimentaires en tant que tel – et le schéma se concentre sur cet « intérieur ». Par « extérieur », nous entendons « ces tendances lourdes et variables de rupture » (Roubelat 1993) qui interfèrent avec les pratiques alimentaires et qui façonnent cette réalité. Celles-ci forment un décor dans lequel le scénario TRAMe peut se développer. Pour ce faire, nous nous sommes largement appuyés sur les travaux de prospective du Centre d'étude et de prospective (CEP) du ministère en charge de l'Agriculture qui identifie six tendances majeures pour l'alimentation. Ces six tendances, qui sont détaillées dans le Livret 1, sont les suivantes : la féminisation de la société ; l'affirmation de la santé comme "norme sociale de référence" ; le besoin croissant de "naturel" ; l'individualisation des sociétés ; le développement de la segmentation, des communautés et des réseaux et l'accélération des rythmes de vie. Nous avons également fait intervenir dans TRAMe d'autres évolutions telles que l'accentuation de la crise écologique ; l'inflation qui a actuellement cours et qui aura des conséquences qui se feront encore sentir dans dix ans sur les comportements de consommation d'une multiplicité de ménages ; ou l'évolution du comportement et des stratégies des acteurs (ONGs, distributeurs, etc.).

Le schéma **Figure 7** dévoile l'» intérieur » du système – ce dont on cherche à saisir l'évolution : les pratiques alimentaires elles-mêmes, rapportées à chacun des groupes sociaux. Dans le modèle de changement construit pour TRAMe, décrire **les pratiques alimentaires**, c'est avant tout **décrire les groupes sociaux qui les exercent** ; nous revenons donc sur les caractéristiques socio-démographiques de ces derniers, leurs conditions matérielles d'existence mais aussi sur les représentations qui structurent leur rapport à la consommation matérielle, à l'évolution du mode de vie, à la crise écologique et surtout à l'alimentation, aux pratiques alimentaires elles-mêmes. Au-delà des représentations, nous accordons une attention particulière à la description des pratiques alimentaires réelles, décrites qualitativement et quantitativement (voir partie 4.3)

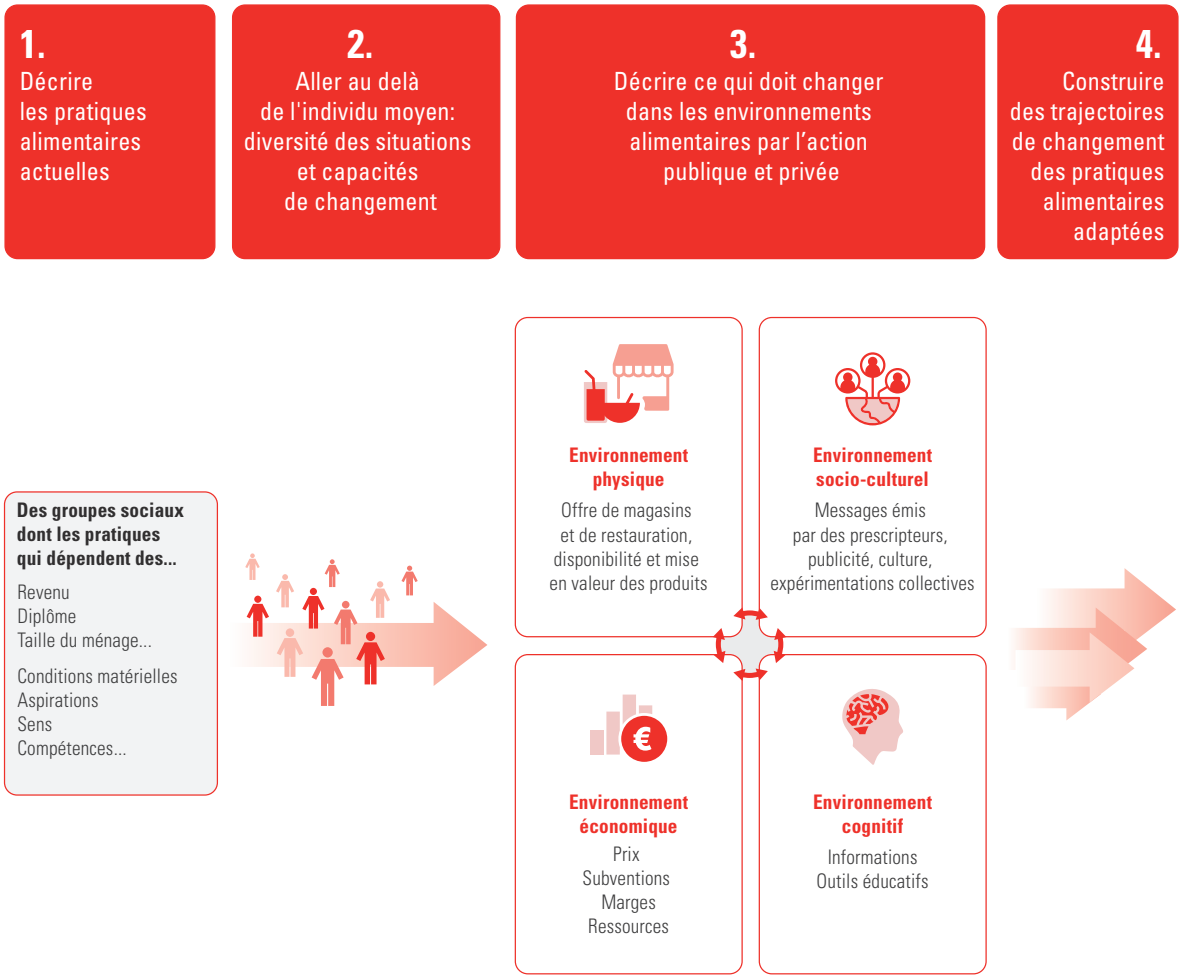
La première étape est donc de nourrir la carte d'identité de chacun des groupes de la typologie réalisée au préalable (voir partie 2.3).

Le centre du schéma renvoie à **l'environnement alimentaire**, c'est-à-dire à ces différents espaces du quotidien des individus, au sein desquels les pratiques alimentaires se déploient (voir partie 2.2.1 pour une définition approfondie de l'environnement alimentaire). Les pratiques, quelles qu'elles soient, s'inscrivent toujours dans un contexte, dans une réalité sociale : elles ne sont jamais le fait des individus isolés et elles ne se déroulent pas dans un milieu abstrait. Elles sont nécessairement déterminées en partie par des aménagements, des structures sur lesquels l'individu n'a pas de prise, ou par des significations que l'individu ne remet pas en cause. En un mot, elles s'ancrent toujours dans un environnement. Les pratiques alimentaires, dès lors, s'inscrivent forcément dans un environnement alimentaire, lequel – on le rappelle – comporte quatre dimensions. Comme nous l'avons dit plus haut, nous sommes partis, pour TRAMe, de quatre pratiques alimentaires principales : préparer un repas à domicile, s'approvisionner, aller au restaurant (ou se faire livrer), se restaurer sur son lieu de travail ou d'études.

C'est évidemment au niveau de l'environnement alimentaire que la possibilité d'une évolution des pratiques alimentaires se cristallise. Au sein de l'environnement alimentaire se produit en effet une rencontre, pour ainsi dire, entre l'aspect identitaire[20], social des pratiques alimentaires d'un côté, et, de l'autre, des dynamiques plus objectives qui viennent modifier l'environnement alimentaire. Revenons

20 Au sens de l'identification, via les pratiques, d'un individu au groupe social auquel il appartient.

FIGURE 7. Le modèle de changement de TRAMe



Source : Saujot et al., 2024.

brièvement sur le terme « identitaire » : il nous permet de souligner à quel point les pratiques sont sociales : elles reflètent l'appartenance de l'individu à un groupe – au nombre de 12 dans TRAMe. La pratique consistant à s'approvisionner ne revêt pas les mêmes significations d'un groupe à l'autre, comme le scénario le montre – et cela est vrai pour chacune des pratiques. Du reste, l'aspect identitaire des pratiques explique aussi que l'environnement alimentaire, dans un même lieu géographique, ne soit pas perçu de la même manière selon que l'on appartient à un groupe ou à un autre. L'environnement alimentaire se trouve en quelque sorte façonné par les pratiques qui sont elles-mêmes subjectives au sens où elles sont déterminées par la subjectivité du groupe – c'est la raison pour laquelle l'environnement alimentaire revêt lui aussi une dimension identitaire, en raison de la perception que les groupes sociaux en ont. Au sein d'un même espace géographique, il pourra donc y avoir plusieurs environnements alimentaires. Toutefois, l'environnement alimentaire n'est pas que cela : il est aussi ce sur quoi les acteurs publics et privés agissent. Il est donc aussi l'objet de dynamiques cette fois objectives car, en un sens, davantage extérieures aux groupes sociaux. Dans un contexte marqué par les tendances évoquées plus haut et qui les influenceront, acteurs publics et privés ont les moyens de faire évoluer l'environnement alimentaire des groupes sociaux – ils peuvent même le faire, par souci d'efficience, en réfléchissant et en anticipant la réception, par tel ou tel groupe social, des changements qu'ils pourraient opérer. Autrement dit, ces acteurs publics et privés peuvent tenir compte du fait que la perception, par un individu, d'un environnement alimentaire dépend de son appartenance sociale.

C'est donc par le biais des changements qui touchent l'environnement alimentaire que les pratiques alimentaires

des Français vont évoluer entre 2023 et 2035 – et c'est précisément ce que TRAMe cherche à montrer : comment des évolutions au niveau de la nature de l'offre disponible, de sa répartition territoriale peuvent affecter les pratiques alimentaires des Français ? Quels sont les effets attendus de l'évolution du prix moyen des denrées (e.g. selon l'évolution des promotions) ? Comment des changements au niveau des discours normatifs portés par les acteurs privés – à travers le marketing notamment – ou publics – à travers des campagnes d'information – peuvent influencer, de façon différenciée, selon les groupes sociaux, le rapport à l'alimentation ? Quid de l'utilisation des labels, applications et autres dispositifs cognitifs par les ménages ? TRAMe entend apporter des réponses à ces questions portant sur les quatre dimensions des environnements alimentaires (physique, économique, socio-culturelle et cognitive) – mais en suivant un certain parti pris justifié, selon nous, par la place donnée à la stratification sociale. En effet, nous mettons davantage en relief l'évolution des pratiques des ménages, groupe par groupe, que nous ne cherchons à décrire l'origine des changements d'environnements alimentaires (e.g. actions spontanées des acteurs privés, réglementation, accords volontaires, etc.). La raison de ce choix est simple : TRAMe2035 vise à explorer, et accréditer, l'idée selon laquelle des changements dans les environnements alimentaires sont en mesure d'influencer de manière significative (et différenciée) les pratiques alimentaires des ménages. Le reste, c'est-à-dire déterminer les conditions d'émergence de tels changements, en tracer l'origine ou la cause, correspond aux étapes postérieures au travail de scénarisation. Elles supposent l'animation du débat public et la mobilisation de travaux en économie politique ou politiques publiques pour identifier les voies possibles d'action sur les environnements alimentaires et ainsi nourrir l'élaboration des stratégies et politiques publiques (et privées). Cela dépasse donc le cadre du présent scénario.

La **deuxième étape** vise à introduire une série de modifications de l'environnement alimentaire que les groupes sociaux expérimentent. Ces modifications sont conçues pour être plausibles à horizon 2035 : la grande majorité d'entre elles ont donc des précédents, que cela soit dans un autre pays européen, ou au niveau local. Nous les tirons d'un inventaire des mesures possibles que nous avons constitué en s'appuyant sur des travaux précédents sur les politiques publiques et innovations dans le système alimentaire (voir l'annexe du Livret 2 - Socio-récits de transition alimentaire pour 12 groupes sociaux).

Décomposer les pratiques pour comprendre leur évolution

Dans ce qui suit, on propose de « zoomer » sur ce qui se passe au niveau des différentes dimensions de l'environnement alimentaire, au sein desquelles se « rencontrent » les pratiques alimentaires des ménages d'un côté, et, de l'autre, les changements de ce même environnement induits par les actions conduites par la puissance publique et les acteurs privés. Cette rencontre, on le rappelle, renvoie à la façon dont les changements seront reçus, saisis par les ménages dont les pratiques incarnent des représentations et des valeurs qui leur sont propres. C'est cette rencontre qui constitue le cœur du modèle de changement avancé par TRAMe. Pour pouvoir « zoomer » sur cette rencontre, ou encore ce croisement, nous proposons de revenir sur la notion de pratique et surtout sur la manière dont les pratiques se décomposent, sur leurs six **composantes**. Puis nous décrivons les divers « **leviers** » **de changement** susceptibles d'interférer avec ces composantes, et rattachés également aux différentes dimensions de l'environnement alimentaire. Enfin, nous illustrons, par un exemple concernant un groupe en particulier (le groupe 6 « Familles de classe moyenne urbaines »), la manière dont nous pouvons rassembler les leviers et les éléments du modèle de changement en un tableau qui formalise la trajectoire d'évolution des pratiques alimentaires du groupe en question. Dans TRAMe, chacune des douze trajectoires d'évolution se trouve incarnée dans un socio-récit, et formalisée par ce type de tableau, qui permet de donner à voir les chaînes de « causalité[21] » reliant les pratiques actuelles à des pratiques sensiblement différentes en 2035 (voir Livret 2).

21 Le terme doit être employé avec précaution s'agissant de la réalité sociale et humaine.

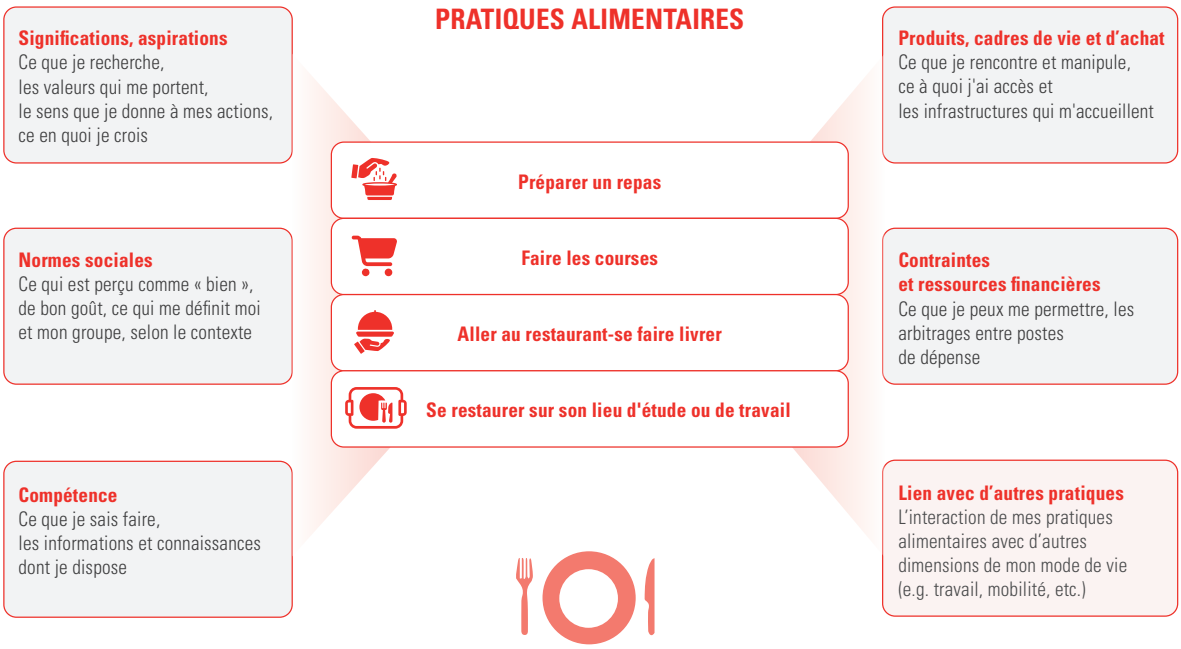
Faire changer les pratiques, faire évoluer leurs composantes

Si nous reprenons le langage de la prospective, les pratiques alimentaires prises toutes ensemble constituent un système. La question est de savoir quels en sont les sous-systèmes, c'est-à-dire, selon nous, les pratiques alimentaires les plus prééminentes. Comme rappelé plus haut, nous en avons isolé quatre principales – celles qui sont le plus fréquemment étudiées et mises en avant. Nous avons ensuite déterminé leurs composantes internes, en nous inspirant de la théorie des pratiques et en combinant certains des travaux qui coexistent dans ce champ (voir plus haut la partie 2.1).

Le schéma qui suit (**Figure 8**) montre que chacune des pratiques est faite de six composantes. Des liens peuvent du reste être tracés entre ces différentes composantes et les quatre dimensions de l'environnement alimentaire. Les composantes « significations » et « normes » se rapportent plutôt à l'environnement socio-culturel et aux changements qui pourraient s'y déployer ; la composante de la contrainte et de la ressource financière est liée à l'environnement économique, aux prix pratiqués, etc. La composante « compétences » se rapporte plutôt à l'environnement cognitif tandis que les « produits, cadres de vie et d'achat » se rapportent à l'environnement physique. La composante « Lien avec d'autres pratiques » est un peu particulière : elle ne peut être attribuée, selon nous, à une des dimensions de l'environnement alimentaire ; elle renvoie à la tension de la pratique en question avec une seule ou plusieurs autres pratiques – sachant que cette tension peut se nouer plutôt au niveau temporel, mais aussi au niveau économique (« je décide d'allouer plus de budget à cette autre pratique ») et/ou socio-culturel (« j'accorde plus d'importance à cette autre pratique »).

Juste ci-dessous (**Figure 9**), on incarne de façon concrète – mais de façon non exhaustive – les composantes des quatre pratiques alimentaires en donnant des exemples précis.

FIGURE 8. Les pratiques alimentaires se décomposent chacune en 6 composantes



Source : Saujot et al., 2024.

FIGURE 9. tableau



Source : Saujot et al., 2024.

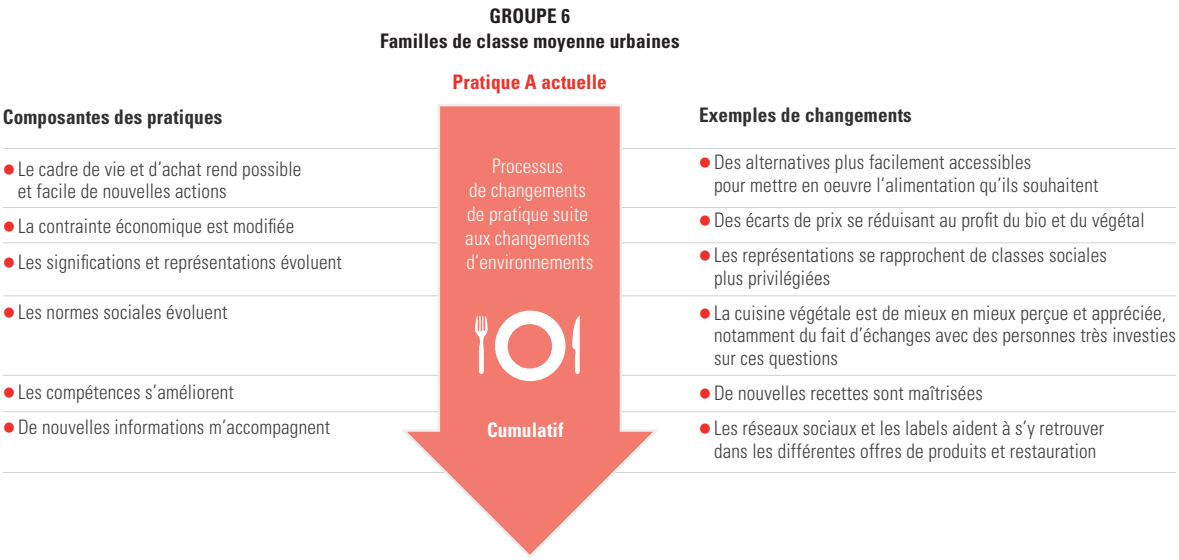
Dimensions de l'environnement alimentaire, « leviers » de changement

Dans le schéma ci-dessous (**Figure 10**), nous revenons sur les leviers de changement susceptibles de faire évoluer les pratiques alimentaires, en prenant l'exemple des "familles de classe moyenne urbaines" (G06). Les leviers de changement agissent sur les pratiques en ciblant leurs différentes composantes. Ces leviers renvoient aussi aux dimensions de l'environnement alimentaire qui, on le rappelle, évolue aussi de son côté.

La troisième (et dernière) étape décrit, sur le mode du récit, les parcours de changement de chacun des groupes sociaux au contact des modifications décrites en étape 2, produisant ainsi douze socio-récits. Ceci nous permet de tracer une trajectoire d'évolution des pratiques entre le point de départ (2023) et le point d'arrivée (2035). Cette étape est le cœur du modèle de changement du scénario TRAMe : au prisme de ce que l'on sait de chaque groupe (étape 1) et des évolutions de l'environnement (étape 2), il s'agit de qualifier et de décrire les effets possibles sur les représentations et les pratiques observées. La méthode employée pour le faire, celle du socio-récit, permet un compromis entre l'intelligibilité, qui nécessite d'expliciter certains liens de « causalité », certains mécanismes de changement, et la dimension nécessairement systémique inhérente à l'évolution d'un mode de vie.

Nous identifions ensuite plus précisément les conséquences sur le rapport de chaque groupe à la consommation de viande : s'agit-il d'une baisse de la taille des portions ? Du remplacement d'un certain type de viande par un autre ? De l'augmentation du nombre de repas cuisinés ou consommés en restauration qui ne comportent pas de viande ? En somme, les socio-récits indiquent des logiques, une direction et une intensité de changement, que nous traduisons quantitativement via des conjectures détaillées sur les variables de notre calculateur, en prenant également en compte les évolutions tendancielles (ex. part de la volaille dans le total de la viande consommée). Ce travail est effectué suivant une logique systématique où chaque déviation spécifique à un groupe, un compartiment (à domicile, en restauration commerciale etc.), ou une espèce est justifiée dans le socio-récit correspondant (voir partie 4.4 pour plus d'information).

FIGURE 10. **Les leviers de changement à actionner dans l'environnement alimentaires du groupe 6 pour faire évoluer les pratiques dans toutes leurs composantes**



Source : Iddri/I4CE.

Un exemple de scénarisation : la trajectoire résumée du groupe 6 « Familles de classe moyenne urbaines », formalisée par un tableau.

Ce groupe est rattaché aux classes moyennes, ce qui fait autant référence à une situation perçue dans l'échelle de revenu qu'à l'adhésion à certaines représentations. Pour ce groupe, il y a un enjeu de statut social, face à un déclassement, craint ou réel. Les ménages de ce groupe tendent à se réapproprier leurs conditions d'existence plutôt que de les subir, afin de leur donner un sens différent. Ainsi, pour une partie de groupe, dont le niveau de diplôme est assez important tout en réunissant des revenus divers, la « réalisation de soi » suppose de chercher à positionner sa vie en dehors du dogme du « consumérisme » (Grossetête, 2019) : la conscience écologique est ainsi le moyen de « gagner en respectabilité » (Comby, 2023), voire d'avoir un sentiment d'ascension sociale via une forme d'imitation des classes supérieures dans leur pratique d'une écologie du geste. Dès lors, l'alimentation apparaît comme une des pratiques de consommation par lesquelles se réalise cette distinction : la saisonnalité, le recours aux produits bruts, et une forme de sobriété caractérisent leurs attentes.

L'appariement réalisé avec la base de données INCA 3 (voir partie Comment du Livret 1) nous apprend que les adultes de ce groupe ont une consommation de viande très proche de la moyenne (129 g/j), répartie équitablement entre les trois types de viande (porc, boeuf, volaille), dont plus de 80 % cuisinés à domicile. Le deuxième lieu principal de consommation de viande est la restauration commerciale, avec une moyenne de 20 g/j.

Le parcours de changement de ce groupe est soutenu par sa capacité nouvelle à traduire ses aspirations à exhiber par la consommation un certain statut social en actes du fait des changements dans l'environnement alimentaire. La place moins centrale de la viande et la diversification de l'offre à laquelle ils sont exposés jouent ici un rôle d'accompagnement de cette volonté de distinction. Certains changements résonnent particulièrement avec leur socle de pratiques et de représentations comme : le renforcement d'ici à 2035 des circuits d'achat alternatifs (e.g. AMAP), la mise en avant de la norme de consommation autour des « fruits et légumes de saison » par les supermarchés qui créent des étals spécifiques, le redéveloppement de l'offre marque de distributeurs en bio. Ils leur permettent de mettre en oeuvre une alimentation qu'ils perçoivent comme plus frugale et autonome de l'industrie agroalimentaire. Ensuite, deux sous-groupes émergent : le premier est constitué des plus diplômés (55 % des effectifs) et l'autre des moins diplômés (45 %). Dans le premier, leur trajectoire les conduit à faire sans viande lors de cinq repas par semaine, en raison du prix de la viande, de leur conscience de son impact environnemental mais aussi de l'influence du cadre social et culturel. Sensible aux propos des influenceurs alimentation sur les réseaux sociaux, ce groupe participe également à des échanges de bonnes pratiques et adresses, suit l'actualité alimentaire dans ses lieux de résidence et prend part aux Maisons de l'alimentation qui se développent sur la décennie considérée par TRAMe. Celles-ci sont soutenues par les collectivités et agrègent les différentes activités autour de l'alimentation

dans un territoire. Cela les expose à des personnes ayant fortement changé leur alimentation et notamment la place de la viande (Piazza et al., 2015), et permet ainsi de réduire la difficulté à cuisiner/manger sans viande. Cela va de pair avec une logique « moins mais mieux » pour la viande, notamment dans la restauration hors-domicile, pour laquelle ils vont privilégier des restaurateurs engagés et dont les pratiques sont labellisées.

Pour le second sous-groupe, ce sont quatre repas par semaine qui ne comportent plus de viande. Ceux-ci ont une marge de manoeuvre limitée sur le plan économique (comme le reste du groupe), mais une distance un peu plus importante à la norme environnementale, lié à un niveau de diplôme plus faible. Alors, ce sont les messages passés par la communauté médicale au sujet de la viande transformée et de la viande rouge, ainsi que l'accès à une offre plus diversifiée en grande surface s'agissant des simili-carnés, mais aussi en restauration d'entreprise (désormais accessible le soir pour les salariés, y compris à emporter au domicile, ce qui est jugé utile pour ces familles), qui sont déterminantes. Enfin, les raisons « d'ordre économique » – être prudent sur le budget, faire des économies – ont le même statut que les « raisons écologiques », tout aussi réelles elles aussi : ces ménages s'associent donc plus volontiers à un comportement « flexitarien » qu'à une communauté végétarienne vis-à-vis de laquelle ils ressentent une forme de « discordance » (Séré De Lanauze & Sirieix, 2021). Résultat : pour ce groupe, du fait de ces évolutions, c'est surtout la fréquence de consommation qui va évoluer, passant de 11 fois par semaine à environ 9 fois (-17 %), avec une contribution équivalente des repas réalisés à domicile ou hors domicile (restauration commerciale et collective). La portion moyenne de son côté évolue peu (-3%). Cela conduit à une diminution de 19% en 2035 par rapport au niveau de 2023. Du fait des logiques à l'œuvre pour ce groupe (c'est la place de la viande en général qui est progressivement questionnée), la baisse concerne les trois types de viande, avec toutefois une baisse moindre pour la volaille, reflétant ainsi les évolutions tendancielles. Voir le Livret 2 pour l'entièreté du socio-récit associé au groupe 6.

G06 Familles de classe moyenne urbaines

(9,4 % de la population en 2023)

Familles vivant en ville moyenne et grande, à revenus moyens ou faibles (six premiers déciles) et niveau de diplôme variable majoritairement compris entre l'équivalent Bac et Bac +2/3

Composition socio-démographique	Rapport à l'alimentation et la consommation	Leviers principaux dans les environnements alimentaires	Changements de pratiques
Familles vivant en ville moyenne et grande, à revenus moyens ou faibles (six premiers déciles) et niveau de diplôme variable majoritairement compris entre l'équivalent Bac et Bac +2/3.	Contrainte modérée. Sobriété partiellement choisie, distance avec la société de consommation pour gagner en respectabilité. Préférence pour produits bruts, saisonnalité, circuits d'approvisionnement alternatifs. Consommation carnée moyenne.	Nouveaux circuits de distribution Influenceurs réseaux sociaux, médecins. Maisons de l'alimentation. Offre de produits végétaux semi-transformés Évolution des écarts de prix entre viande et alternatives végétales Traiteurs végétariens et restauration d'entreprise.	Forte baisse de fréquence, légère baisse de portion. Achat de produits labellisés

Pour conclure

La transition alimentaire et l'avènement d'une alimentation plus durable ne sont possibles qu'à la condition de prendre en compte la stratification sociale, c'est-à-dire la constitution de la société en groupes qui se définissent par des niveaux de contrainte différents et par une prédisposition à l'alimentation durable plus ou moins prononcée. Malgré ces différences, chaque groupe peut se voir engagé dans une transition de ses pratiques et de son régime alimentaires. Si les environnements alimentaires changent, si ces changements sont conçus de façon différenciée, en fonction des spécificités propres à chacun des groupes, alors ceux-ci seront susceptibles de faire évoluer leurs pratiques – là encore en empruntant des chemins singuliers et distincts. Dit très simplement, ce qui marche pour un groupe pourrait sonner creux pour un autre. La scénarisation prospective à 2035 que nous proposons, fondée sur le déploiement de socio-récits, donne à voir très concrètement à quoi les premiers pas d'une transition exigeante mais réaliste – et donc réussie – pourraient ressembler.

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE VIANDE ENTRE 2023 ET 2035 : L'OUTIL TRAMECALC

Pour rappel, le scénario TRAMe est basé sur une approche méthodologique inédite, qui fait notamment le pari d'un appariement entre des évolutions qualitatives des pratiques alimentaires entre 2023 et 2035 et un calculateur (TRAME-Calc) pour aboutir à des résultats à la fois qualitatifs et quantitatifs. Cette section expose le fonctionnement et les hypothèses de TRAMeCalc.

Résumé

Fonctionnement général

L'outil TRAMeCalc permet de construire des scénarios d'évolution future de la consommation de viande en France hexagonale, avec :

- En entrée :
- Les effectifs de population observés et projetés de groupes d'individus.
- Les consommations moyennes actuelles de groupes d'individus.
- Les évolutions de consommation alimentaire des 12 groupes sociaux entre 2023 et 2035 (définies en partie 2.3).
- En sortie :
- La consommation de viande à 2035 à l'échelle des groupes et à l'échelle nationale, au total, par compartiments et espèces (voir ci-dessous).
- Les variations d'apports nutritionnels (protéines, fer, fibre) suivant différentes options de compensation de la baisse de consommation de viande.

Les évolutions de consommation alimentaire étudiées couvrent :

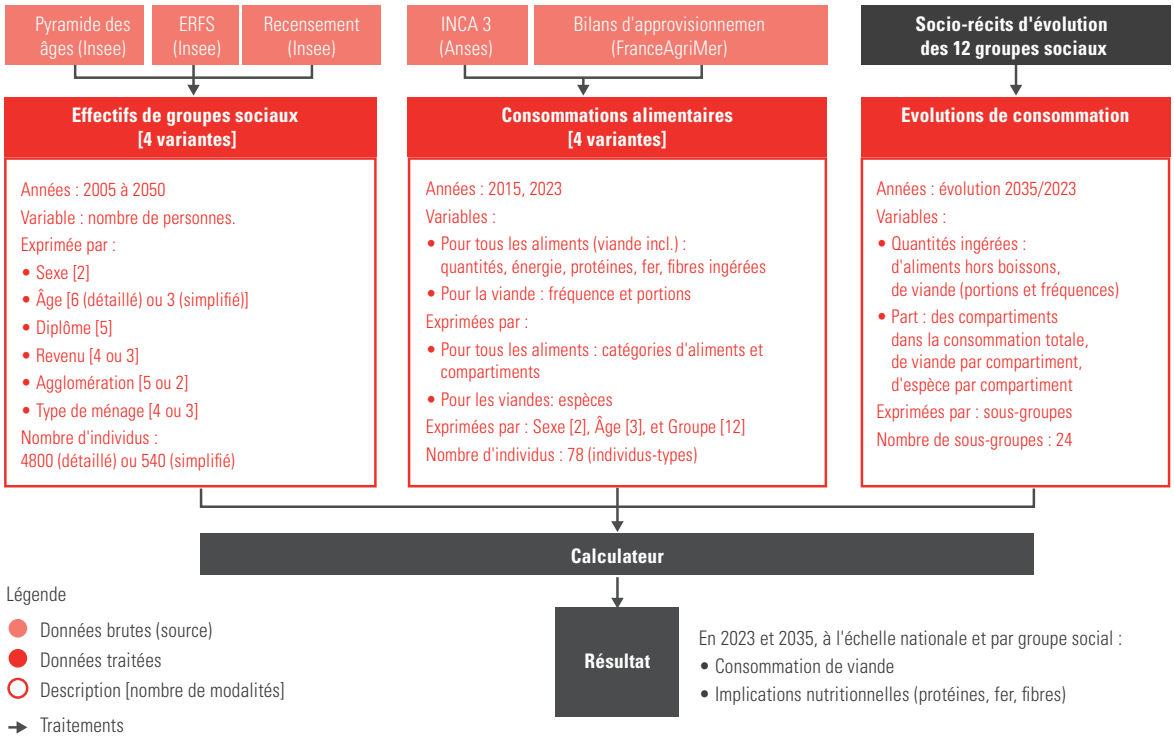
- Les quantités totales d'aliments hors boissons consommées
- La répartition des quantités totales d'aliments hors boissons par « **compartiments** » (à domicile « fait maison », à domicile plats préparés, restauration collective, restauration commerciale)
- La part de viandes dans les quantités totales d'aliments hors boissons, et sa répartition par « compartiments » et « **espèces** » (bovin, porc, volaille, autres viandes).

Pour l'année de départ (2023) comme d'arrivée (2035), les résultats à l'échelle nationale sont obtenus en multipliant :

- **Des effectifs de groupes d'individus**, principalement tirés de deux bases de données socio-démographiques de l'Insee : recensement de la population et enquête revenus fiscaux et sociaux (ERFS)
- **Avec les consommations alimentaires moyennes de ces groupes**, principalement issues des données brutes de l'enquête INCA 3 de l'Anses (enquête de 2014-2015).

Ces quantités ingérées totales obtenues à l'échelle nationale et exprimées en tonnes sont ensuite traduites en consommation apparente exprimée en tonne équivalent carcasse (tec).

FIGURE 11. Représentation schématique du fonctionnement de TRAMeCalc



Source : Iddri/I4CE.

La **Figure 11** représente schématiquement le fonctionnement de TRAMeCalc. Tous ces éléments sont décrits en détail dans les parties qui suivent.

Ajustements et hypothèses principales

Les données source utilisées pour cet exercice n'y étant pas parfaitement adaptées, et la prospective impliquant par définition une forte part d'incertitude, l'outil TRAMeCalc comporte une série d'ajustements et d'hypothèses, dont les principales sont résumées ci-dessous.

Générales

La population française est répartie en groupes sociologiques relativement homogènes, définis sur la base de variables socio-démographiques (voir partie 2). **Le choix de ces variables socio-démographiques** (sexe, âge, niveau de revenu…) **et de leurs modalités** (exemple pour l'âge : entre 0 et 14 ans, entre 15 et 64 ans, 65 ans et plus) **ont un impact sur les résultats finaux**. Ces choix sont d'une part fortement contraints par les données source dont nous disposons, mais sont aussi d'ordre méthodologique.

- Par exemple, la variable du niveau de diplôme est soumise à des choix méthodologiques importants. Le niveau de diplôme retenu pour un individu peut en effet soit être son propre niveau de diplôme, soit celui de la personne de référence du ménage. Le choix entre ces deux possibilités revient à choisir entre deux interprétations : que les pratiques alimentaires et représentations (vis-à-vis de l'environnement et de l'alimentation) dépendent davantage soit (1) de son propre niveau d'études (ou de celui de la personne de référence pour les moins de 18 ans), soit (2) de celui de la personne de référence de son ménage (peu importe l'âge de l'individu). La deuxième option a été choisie comme option par défaut, mais la première a été conservée sous forme de variante pour réaliser des tests de sensibilité (voir partie 4.6).

Concernant les données de consommation alimentaire

Les données brutes de l'enquête INCA 3 ont dû être ajustées à plusieurs niveaux (voir partie 4.3 pour plus de détails) :

- **Viande « cachée » et attribution des espèces de viande**. L'enquête INCA 3 comporte 42 groupes d'aliments, parmi lesquels 4 sont uniquement de la viande, et 4 autres comportent en partie de la viande. De plus, aucune variable ne fournit directement l'information concernant « l'espèce » de la viande consommée. Nous avons ainsi utilisé les données brutes désagrégées ainsi

que des données d'OpenFoodFacts pour identifier à la fois l'espèce et la part de la viande contenue dans les aliments multi ingrédients.

- **Fréquence et portions de viandes**. Afin de rendre plus concrètes les hypothèses d'évolution de consommation de viande entrées dans l'outil, nous les décomposons en évolution de fréquence et de portion moyenne de viande. A partir des données brutes d'INCA 3, nous calculons la portion moyenne comme la quantité moyenne de viande consommée pour chaque repas contenant de la viande ; et la fréquence comme la consommation moyenne de viande par semaine divisée par la portion moyenne. Cette fréquence (12 fois par semaine en moyenne) étant cependant probablement surestimée, nous retirons alors une occurrence par semaine pour chaque individu : la fréquence moyenne passe alors à 11[22], et la taille de la portion moyenne augmente donc mécaniquement.
- **Compartiments**. L'enquête INCA 3 ne compte pas de variable indiquant la source de l'aliment consommé mais uniquement le lieu de consommation (au domicile, sur le lieu de travail, en extérieur, dans les transports, etc.). Cette indication de lieu est utilisée comme proxy pour renseigner trois de nos quatre compartiments (domicile maison, restauration collective et commerciale). Concernant les plats préparés achetés en magasin, faute de mieux, nous considérons qu'ils représentent 7 % de la consommation alimentaire à domicile, pour tous les individus et tous les produits, sur la base d'un rapport de FranceAgriMer (2024).
- **Gestion du faible échantillonnage**. L'enquête INCA 3 (Anses, 2016) compte environ 2 300 répondants de plus de 15 ans, et 1 500 répondants de 14 ans et moins (environ 3800 au total). D'autre part, nous avons constitué 78 individus-types (combinaison Sexe [2] x Âge [3] x Groupe [12+1[23]]) – dont 49 sont non vides – pour lesquels nous calculons les consommations moyennes. Pour certains de ces 49 individus-types, le nombre de répondants dans l'échantillon INCA 3 est très faible voire nul. Dans ces cas, nous reconstituons une consommation moyenne sur la base des autres individus-types : si le nombre de répondants pour un individu-type est inférieur à 50, nous reprenons la valeur moyenne de la combinaison Sexe x Âge correspondante, et lui appliquons l'effet moyen d'appartenir au même groupe.
- **Prise en compte des évolutions entre 2015 et 2023** :
  - *Compartiments* : nous avons tenu compte de l'augmentation de la part de la restauration commerciale dans le total des consommations alimentaires, en projetant linéairement l'évolution du chiffre d'affaires de la restauration commerciale nette de l'inflation de 2015 à 2023 (+24 %). Cette évolution est appliquée à tous les individus de manière homogène, et nous faisons l'hypothèse que la totalité de cette augmentation se fait au détriment de la consommation à domicile « fait maison ».
  - *Consommation globale de viande* : nous avons utilisé les données d'évolutions annuelles de la consommation apparente de viande calculée dans les bilans d'approvisionnement d'Agreste sur la période 2015-2023 pour ajuster les consommations de viande mesurées par INCA 3 en 2015. L'hypothèse sous-jacente de cet ajustement est que la part des pertes et gaspillages entre les équivalents carcasse (des bilans d'approvisionnement) et les quantités réellement ingérées (de l'enquête INCA 3) est restée stable sur la période 2015-2023. Ces évolutions annuelles sont appliquées de manière homogène à tous les individus.
  - *Consommations alimentaires hors viande* : Faute de données le permettant, la consommation des aliments hors viande est considérée comme stable entre 2015 et 2023, ce qui est susceptible de biaiser les résultats concernant les apports nutritionnels.

Concernant les données d'effectifs

Les données socio-démographiques de l'Insee étant plus récentes et plus complètes, nous réalisons peu d'ajustement sur les données historiques. Les hypothèses les plus importantes concernent donc la phase de projection des effectifs entre 2023 et 2035.

L'Insee ne fournit en effet que des projections démographiques par sexe et âge[24], dont nous avons retenu le scénario central. Nous avons donc dû constituer nos propres projections sur les autres variables socio-démographiques. Pour la variable du niveau de diplôme, nos projections sont fondées sur l'hypothèse selon laquelle, pour une combinaison sexe x catégorie d'âge (d'adultes) donnée à une année N, la répartition par niveau de diplôme ne change plus. Cette hypothèse est relativement forte à mesure que l'âge augmente, car l'espérance de vie n'est pas la même selon les niveaux de diplôme : nous surestimons ainsi les effectifs des seniors à faibles niveaux de diplôme, et sous estimons ceux à haut niveau de diplôme. Cet écueil peut être considéré comme peu problématique à horizon 2035,

22 En cohérence avec les enquêtes du Crédoc et de FranceAgriMer (voir Encadré 6 du Livret 1)

23 Les 12 groupes sociaux cohérents, et le groupe des individus n'ayant pas été affectés à un groupe.

24 Il existe également des projections de structure et lieu d'habitation des ménages, mais nous n'avons pas été en mesure d'exploiter ces projections car nos catégorisations ne se recoupaient pas.

mais serait à corriger dans une prospective avec un horizon plus éloigné.

Pour toutes les autres variables (niveau de revenu, taille de l'agglomération, configuration du ménage), nous réalisons deux variantes : l'une « stable » dans laquelle les répartitions au sein de chaque combinaison Sexe x Âge x Diplôme sont maintenues identiques à la moyenne des 10 dernières années ; l'autre « linéaire » dans laquelle nous prolongeons linéairement les tendances des 10 dernières années. **Combinées aux deux options d'affectation du niveau de diplôme, ces deux options de projection démographique donnent lieu à quatre variantes de bases de données, permettant de réaliser des tests de sensibilité des résultats obtenus**.

Concernant les évolutions de consommation

La traduction en termes quantitatifs des évolutions de consommation de viande décrites dans les socio-récits comporte nécessairement une part de subjectivité. En effet, si les évolutions proposées dans les socio-récits s'appuient sur des références scientifiques, celles-ci ne fournissent pas systématiquement d'estimations chiffrées de l'effet d'un changement d'environnement alimentaire sur la consommation de viande de chacun de nos 12 groupes sociaux – encore moins pour une combinaison de changements d'environnements alimentaires. Nous avons donc établi nos propres hypothèses quantitatives d'évolution des consommations alimentaires et de viande (qui sont standardisées, voir partie 3 sur la base des connaissances qualitatives mobilisées.

Concernant le fonctionnement du calculateur

Deux éléments à retenir concernant le calculateur. Le premier est que **les hypothèses d'évolution des consommations alimentaires faites pour un même groupe se cumulent**. Ainsi par exemple, si une hypothèse de -5 % de la consommation de viandes était faite pour toute la population, ainsi qu'une autre de -5 % pour toutes les femmes, alors la consommation de viandes des femmes diminuerait de -10 %, celle des hommes de -5 %. Dans le scénario TRAMe, seules deux hypothèses universelles sont réalisées : une hypothèse de hausse de la consommation totale en restauration commerciale pour tous les individus, et une hypothèse de baisse de la consommation de viande en restauration collective pour tous les enfants. Ces hypothèses se cumulent donc aux hypothèses spécifiques à chaque groupe social réalisées par ailleurs.

Le second est que le calculateur produit des résultats en caractérisant et en comparant la situation de départ d'une part (2023) et la situation d'arrivée d'autre part (2035) ; et non en suivant individuellement la trajectoire de chaque individu. En effet, sur la période 2023-2035, un individu va en pratique passer d'un groupe social à l'autre, potentiellement plusieurs fois. Prenons l'exemple d'une étudiante de 2023 qui passerait durant la période 2023-2035 du groupe « étudiants » à « femmes seules », puis « ménages aisés très diplômés », et « familles aisées diplômées ». Par souci de simplification, le calculateur va considérer que cette personne a la même consommation moyenne que les autres femmes du groupe « étudiants » en 2023 (sans les évolutions de consommations alimentaires donc), et la même nouvelle consommation alimentaire (une fois les hypothèses d'évolution appliquées) que les autres femmes adultes non sénior du groupe « ménages aisés concernés ». Les étapes du parcours de vie entre 2023 et 2035 ne sont donc pas reflétées.

Effectifs de la population française

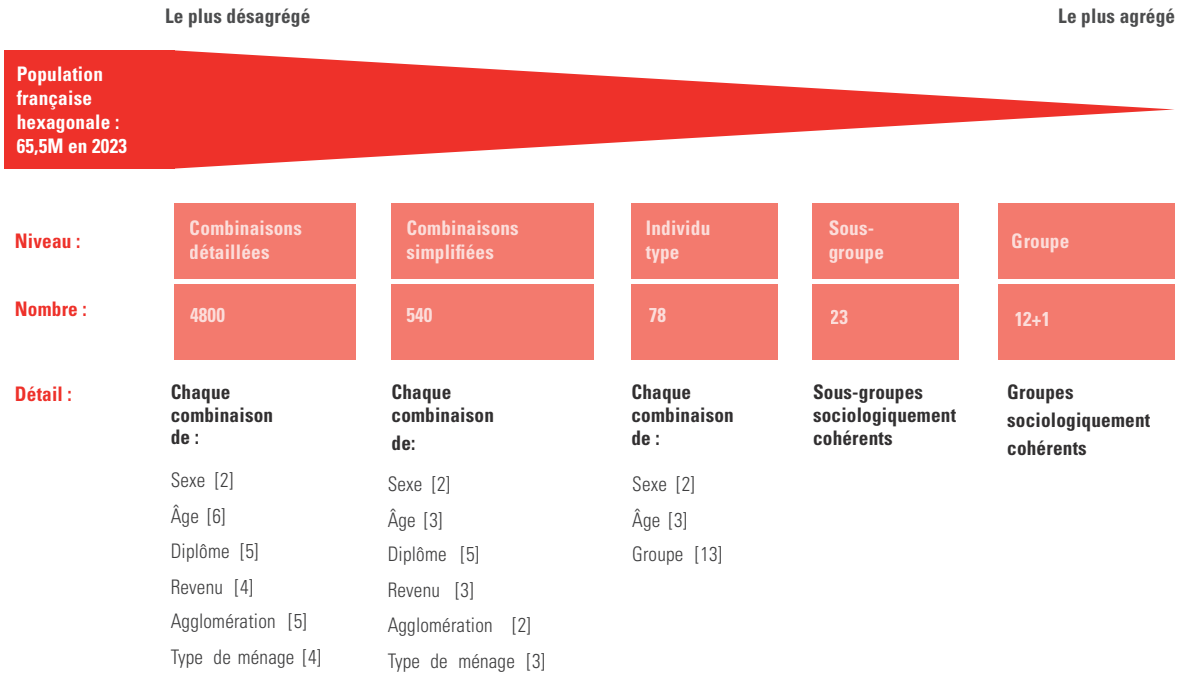
Dans cette partie, nous décrivons la méthodologie employée pour la constitution de la base de données des effectifs de population française hexagonale, répartie en 13 groupes (les 12 groupes sociologiques analysés, et le groupe 0 d'individus « restants »).

Les variables socio-démographiques choisies pour définir les 12 groupes :

1. Sont particulièrement explicatives des pratiques alimentaires ;
2. Peuvent être projetées raisonnablement à un horizon 2035, et potentiellement 2050 (donc qui auront toujours un minimum de sens à cet horizon-là) ;
3. Sont disponibles dans les différentes bases de données existantes fournissant les effectifs de ces groupes sur une période historique suffisamment large pour pouvoir tirer des tendances.

Ces groupes correspondent au plus haut niveau d'agrégation de la population françaises. Nous ferons référence dans ce qui suit à 5 niveaux d'agrégation (voir **Figure 12**).

FIGURE 12. Niveaux d'agrégation des effectifs de population [nombre de modalités]



Source : Iddri/I4CE.

Sources de données utilisées et périmètre retenu

Nous utilisons trois bases de données de l'Insee :

- Les données historiques (1991-2022) et projetées (2022-2050) de la pyramide des âges de l'Insee (lien vers les données), qui fournit les effectifs annuels de population passés et projetés par sexe et âge.
- Les données historiques (1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2008, 2013, 2019) du recensement de la population de l'Insee, qui fournit les effectifs de population par sexe, âge, catégorie socio-professionnelle, département de naissance, niveau de diplôme, statut conjugal, etc. (lien vers la documentation).
- Les données historiques (2005-2019) de l'enquête revenus fiscaux et sociaux (ERFS) de l'Insee, qui fournit pour chaque année un ensemble d'informations concernant les revenus et les caractéristiques socio-démographiques des ménages et des individus (lien vers la documentation).

La première base de données est accessible publiquement, les deux autres ont été obtenues auprès du réseau Quetelet. Ces bases de données ne couvrant pas toutes les **Outre-mer**, nous avons donc restreint le périmètre de notre étude à la France hexagonale.

Toutes ces bases de données couvrent uniquement les ménages ordinaires, et excluent donc les **personnes vivant en communauté,** c'est-à-dire les personnes vivant en Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), les établissements sanitaires ou sociaux, les internats et cités universitaires, les prisons ou encore les communautés religieuses. Nous ne les incluons pas dans la modélisation pour deux raisons. D'abord, elles représentent une faible part de la population totale (2,4 % en 2019 avec 1,6 million de personnes[25]) qui ne devrait pas augmenter considérablement : 35 % de ce groupe sont des personnes en EHPAD ; or, même si leur nombre doublait d'ici 2050, les personnes vivant en communauté ne représenteraient toujours qu'environ 3 % de la population. Deuxièmement, une partie de ces personnes a des besoins alimentaires spécifiques, notamment en protéines, que nous ne maîtrisons pas suffisamment pour faire évoluer leurs régimes alimentaires de manière pertinente.

25 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6462842#:~:text=Insee%20Premi%C3%A8re%20%C2%B7%20Juin%202022%20%C2%B7%20n,%2C%20foyer%20de%20travailleurs...&text=Au%201er%20janvier%202019,4%20%25%20de%20la%20population%20fran%C3%A7aise

Pyramide des âges

Les données de la pyramide des âges sont utilisées telles qu'elles, en agrégant pour chaque année les effectifs de population par sexe et catégorie d'âge (0-14 ans, 15-24 ans, 25-49 ans, 50-64 ans, 65-89 ans, 90-99 ans). Ces catégories d'âge sont choisies pour pouvoir correspondre à celles des autres bases de données utilisées dans TRAMeCalc. Les résultats sont présentés dans la **Figure 13**.

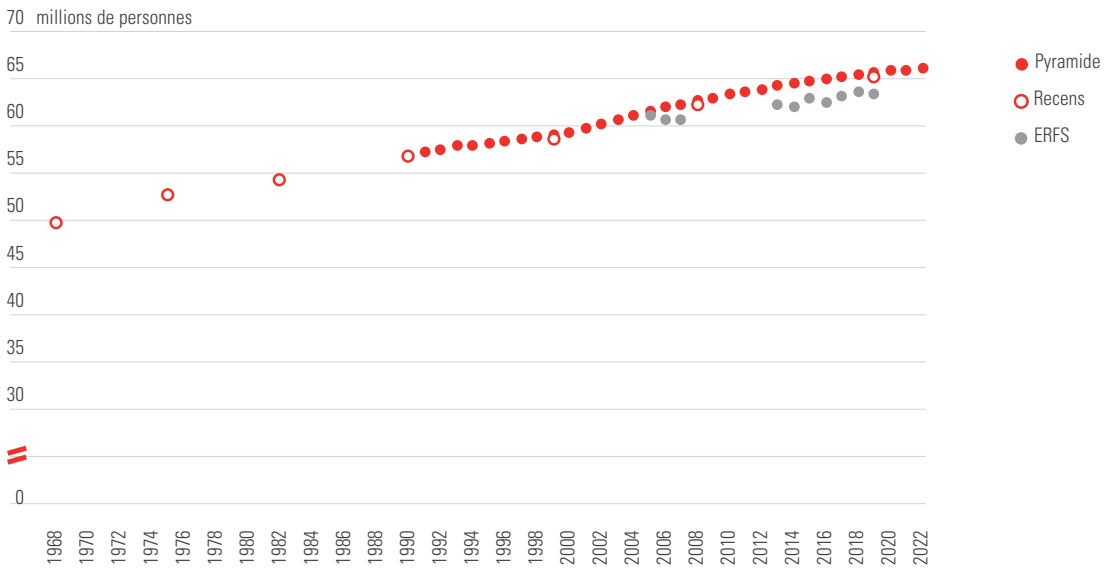
Sur ces trois variables, les données de la Pyramide des âges et du Recensement sont extrêmement proches au global, et par combinaisons Sexe x Âge. Les données d'effectifs par sexe et âge de l'enquête ERFS sont en revanche plus éloignées de ces deux autres sources (voir **Figure 14**), en particulier pour les individus de moins de 15 ans.

FIGURE 13. Projections démographiques de l'Insee (nombre total, sexe et âge)



Source : I4CE/Iddri 2025

FIGURE 14. Comparaison du nombre total de Français selon les sources de l'Insee



Source : I4CE/Iddri 2025

Recensement de la population

Traitements sur les données historiques (1968-2019)

Variables d'intérêt et période historique

L'unique variable d'intérêt pour nous dans les données du recensement sont celles concernant les niveaux de diplôme des individus. En effet, les données ERFS fournissent également des informations sur les niveaux de diplôme, mais n'ont pas suffisamment de recul historique (2005-2019) pour permettre de réaliser des projections convaincantes à horizon 2035. Les variables de sexe et d'âge sont cependant également utilisées pour réaliser des projections plus fines. Pour rappel, les données de recensement sont disponibles pour les années suivantes : 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2008, 2013, 2019. L'année 2013 n'est pas utilisée car les catégories de niveaux de diplôme employées cette année-là ne permettaient pas de correspondre à nos modalités.

Niveau de diplôme dans les données Recensement et ERFS

Le niveau de diplôme reporté dans les données du Recensement correspond au plus haut niveau de diplôme obtenu par l'individu si celui-ci a plus de 15 ans et n'est pas étudiant (une seule modalité regroupe les moins de 15 ans et les étudiants).

Cette agrégation des individus de moins de 15 ans et des étudiants dans la même catégorie est problématique vis-à-vis de nos groupes sociologiques, car l'un des groupes ne correspond qu'aux étudiants, et que les enfants de moins de 15 ans doivent pouvoir être rangés dans les autres groupes comprenant des familles selon le niveau de diplôme de la personne de référence du ménage. Disposer d'une variable de niveau de diplôme de la personne de référence du ménage est par ailleurs utile pour les individus de plus de 15 ans, car il peut être considéré que les pratiques alimentaires se définissent davantage par le niveau de diplôme « du ménage » que de l'individu.

> La **personne de référence du ménage** est généralement définie comme la personne active la plus âgée du ménage.

Les données ERFS sont à ce titre plus précises, car fournissent le niveau de diplôme le plus élevé de l'individu si celui-ci a plus de 17 ans et n'est pas étudiant, mais aussi celui de la personne de référence du ménage (si celle-ci n'est pas étudiante), ainsi qu'une variable indiquant si l'individu ou la personne de référence du ménage est étudiant ou non. Les données ERFS sont néanmoins considérées comme moins fiables car comprennent davantage de données manquantes, tendant à une sous-estimation des effectifs de certains groupes. Et à nouveau, leur recul historique n'est pas suffisant pour réaliser des projections à 2035 ou 2050.

Traitements sur les données historiques

Les données d'effectifs sont donc d'abord agrégées par sexe (Homme / Femme), catégorie d'âge (les mêmes que pour la pyramide des âges), et niveau de diplôme (5 modalités : Étudiant ; Aucun diplôme ; Bac, CAP, BEP ; Bac+2/3 ; Bac+4 et plus).

Nous affectons ensuite des niveaux de diplôme aux individus de moins de 15 ans, dont la vocation est de refléter le niveau de diplôme de leurs parents du même sexe (traitement réalisé sur les données INCA 3 également, voir 3.3.2). Pour les années 2008 et 2019 (également disponibles dans la base ERFS), nous retenons les répartitions d'effectifs par niveau de diplôme pour chaque combinaison de Sexe x Age de la base ERFS. Pour les années précédentes, nous affectons aux individus de moins de 15 ans les répartitions de modalités de niveaux de diplôme (hors « Étudiant ») des 25-49 ans du même sexe.

Les années entre chaque millésime de recensement sont complétées en réalisant une extrapolation linéaire : entre 1968 et 1975, entre 1975 et 1985, etc.

Enfin, nous créons une variable de niveau de diplôme de la personne de référence du ménage. Pour chaque année sur la période 2005-2019 et chaque combinaison Sexe x Âge, nous calculons dans les données ERFS la différence de répartition de chaque modalité de niveau de diplôme entre la variable de niveau de diplôme de la personne de référence du ménage et la variable de niveau de diplôme de l'individu. Cette différence est appliquée à la variable de niveau de diplôme de l'individu de la base Recensement.

Nous obtenons donc deux bases de données historiques complètes des effectifs de la population française hexagonale par combinaison Sexe [2] x Âge [7] x Niveau de diplôme [5] sur la période 2005-2019 : l'une avec le niveau de diplôme de l'individu, l'autre avec celui de la personne de référence du ménage.

Projections (2020-2050)

Pour chaque combinaison Sexe x Âge, nous projetons la répartition des 5 modalités de niveau de diplôme dans le total des effectifs de cette combinaison Sexe x Âge, et ce pour les deux bases (niveau de diplôme par individu ou par ménage). Par exemple, en 2019, le niveau de diplôme des personnes de référence du ménage des femmes de 25 à 49 ans avaient la répartition suivante : 16 % Aucun diplôme, 42 % BAC, CAP, BEP, 21 % de Bac+2/3, 20 % de

Bac +4 et plus, et 1 % d'Étudiantes. Nous projetons donc l'évolution de ces répartitions à horizon 2050, et ce pour chaque autre combinaison Sexe x Âge.

L'hypothèse fondamentale utilisée pour les projections est que les niveaux de diplômes actuels de chaque cohorte ne changeront plus. Par exemple, les personnes qui ont entre 65 et 89 ans en 2019, auront 90 ans et plus en 2044 et auront toujours la même répartition de niveaux de diplôme ; les personnes qui ont entre 50 et 64 ans en 2019, auront entre 65 et 79 ans en 2034, puis 90 ans et plus en 2059, et auront toujours le même niveau de diplôme. Cette hypothèse est relativement forte plus l'âge est élevé, car les espérances de vie ne sont pas identiques selon le niveau de diplôme. Ainsi, nous surestimons probablement la part de personnes avec de faibles niveaux de diplôme en 2050.

Ainsi, pour chaque catégorie d'âge de 50 ans et plus (donc les personnes de 2050 nées avant 2000), nous projetons la répartition actuelle de la (ou des) cohorte(s) plus jeune(s) à l'année à laquelle elle change de catégorie, et nous réalisons une interpolation linéaire sur les années intermédiaires. Par exemple pour les 50-64 ans de 2050, une partie appartenait à la catégorie 15-24 ans et une autre à la catégorie 25-49 ans en 2019 : nous calculons donc la répartition des niveaux de diplômes des 50-64 ans en 2050 comme la moyenne pondérée des répartitions de 2019 ces deux catégories d'âge (15-24 ans et 25-49 ans). Nous réalisons ensuite une interpolation linéaire entre la répartition de 2050 et celle de 2019.

Pour les 15 à 49 ans de 2050, une partie n'était pas encore née en 2050. Nous réalisons donc une projection linéaire sur la base des 10 dernières années pour tous les niveaux de diplôme (sauf Bac+4 et plus, que nous déduisons de la différence entre 100 % et la somme des autres), avec un seuil minimum de 4 % pour chaque catégorie en 2050.

Pour les 0-14 ans de 2050, nous retenons la répartition de niveau de diplôme des 25-49 ans du même sexe.

Pour la catégorie des « Étudiants », nous appliquons sur toute la période 2020-2050 la moyenne des 10 dernières années.

Enquête revenus fiscaux et sociaux (ERFS)

Traitements sur les données historiques (2005-2019)

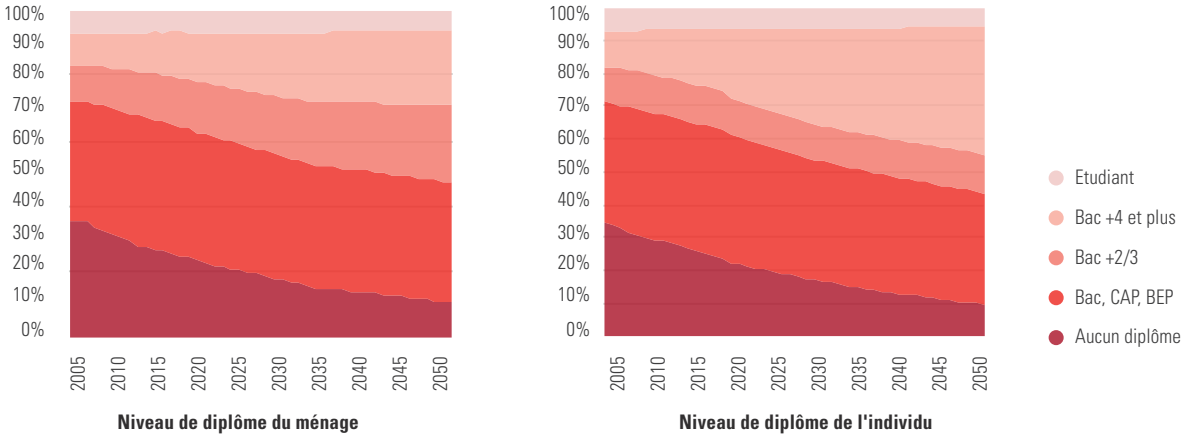
Agrégation des données brutes

Les données brutes de l'ERFS sont organisées en 4 fichiers. Nous sélectionnons les variables « sexe », « ag » (âge), « dip » (niveau de diplôme le plus élevé obtenu par l'individu), « dip_prm » (niveau de diplôme le plus élevé de la personne de référence du ménage), « nivviem » (niveau de vie du ménage), « tuu » (taille de l'unité urbaine habitée), « typmen » (type de ménage), et réarrangeons les modalités de ces variables :

- L'âge et le niveau de diplôme sont rangés dans les mêmes catégories que précédemment
- Le niveau de revenu[26] est rangé en 4 modalités en s'appuyant sur la catégorisation réalisée dans INCA 3 en 2015, qui définit 4 catégories de niveau de vie selon

26 Par abus de langage mais pour des raisons de simplification, nous parlerons de niveau de revenu dans ce qui suit, mais nous entendons par là le niveau de vie du ménage, c'est-à-dire le revenu disponible divisé par le nombre d'unités de consommation.

FIGURE 15. Répartition de la population par catégorie de niveau de diplôme, historique et projection, selon la référence du niveau de diplôme choisie



Source : I4CE/Iddri 2025

que celui-ci est inférieur à 900 €/mois, compris entre 900 et 1 340 €/mois, compris entre 1 340 et 1 850 €/mois, ou supérieur à 1 850 €/mois (voir 3.3.2). Pour tenir compte de l'inflation, nous recalculons ces trois seuils pour chaque année de la manière suivante :

- Trois coefficients sont calculés à partir du niveau de vie médian en 2015 :
  $coefinf = \frac{900}{nivviemed_{2015}}$; $coefmed = \frac{1340}{nivviemed_{2015}}$; $coefsup = \frac{1850}{nivviemed_{2015}}$.
- Les seuils définissant les catégories de niveau de vie sont alors calculés pour chaque année :
  $seuilinf_i = nivviemed_i * coefinf$; $seuilmed_i = nivviemed_i * coefmed$; $seuilsup_i = nivviemed_i * coefsup$

- La taille de l'agglomération habitée est agrégée en 5 modalités :
  - Zone rurale
  - Unité urbaine de moins de 20 000 habitants
  - Unité urbaine de 20 000 à moins de 200 000 habitants
  - Unité urbaine de 200 000 habitants ou plus (sauf agglomération parisienne)
  - Agglomération parisienne
- Le type de ménage est agrégé en 4 modalités :
  - Personne seule
  - Couple : deux adultes sans enfants
  - Famille monoparentale : un adulte et au moins un enfant
  - Famille : couples avec enfants et autres ménages ;

Nous agrégeons les données en utilisant les pondérations « wprm » pour obtenir les effectifs de chaque combinaison de modalités des variables.

Corrections et traitements des données brutes

Pour chacune des 4 800 combinaisons détaillées de Sexe [2] x Âge [6] x Niveau de diplôme [5] x Niveau de revenu [4] x Taille de l'agglomération [5] x Type de ménage [4], nous calculons la part de chaque combinaison dans la population totale pour les années disponibles (2005 à 2007, 2013 à 2019).

Pour les années manquantes (2008 à 2012), nous réalisons une interpolation linéaire pour chacune des 4800 combinaisons.

Projections (2020-2050)

L'objectif est de projeter la répartition de trois variables : niveau de revenu, la taille de l'agglomération habitée, et le type de ménage à horizon 2050, en maintenant la cohérence avec les projections déjà réalisées sur la population totale et la répartition par sexe, âge, et niveau de diplôme. Ainsi, nous raisonnons par vagues successives et cumulatives :

1. Projection de la répartition par **niveau de revenu**, au sein de chaque combinaison Sexe x Âge x Niveau de diplôme
2. Projection de la répartition par **taille de l'agglomération** au sein de chaque combinaison Sexe x Âge x Niveau de diplôme x Niveau de revenu
3. Projection de la répartition par **type de ménage** au sein de chaque combinaison Sexe x Âge x Niveau de diplôme x Niveau de revenu x Taille de l'agglomération

Il aurait été tout à fait possible de raisonner de la même manière mais dans un ordre différent (type de ménage, puis niveau de revenu, puis taille de l'agglomération par exemple). Il pourrait être intéressant de tester la sensibilité des résultats aux autres ordres possibles (6 ordres possibles en tout).

Concernant la forme de la projection, une infinité d'options sont possibles. Nous avons fait le choix d'en retenir deux :

- Une projection linéaire sur la base des 10 dernières années, avec un pourcentage minimal de 4 %
- Une projection stable, basée sur la moyenne des 10 dernières années

Dans les deux cas, et pour chaque vague et chaque combinaison, nous choisissons une modalité de la variable projetée pour être égale à 100 % moins la somme des pourcentages des autres modalités. Pour le niveau de revenu, cette modalité est « Précaire », pour la taille de l'agglomération « Agglomération parisienne », et pour le type de ménage « Famille ». Là encore, d'autres choix auraient été possible, et celui-ci a une incidence sur le résultat final (dans le cas de la projection linéaire uniquement).

Pour nos quatre cas possibles – selon que le niveau de diplôme retenu est celui de l'individu, ou celui de la personne de référence du ménage, et selon le type de projection choisi (linéaire ou stable) –, nous réalisons trois projections successives d'effectifs sur la période 2020-2050, que nous combinons en les multipliant les unes aux autres :

- La projection de la répartition des 4 modalités de revenu pour chacune des 60 combinaisons Sexe x Âge x Diplôme (obtenue précédemment, voir 1.3.4).
- La projection de la répartition des 5 modalités de taille de l'agglomération habitée, pour chacune des 240 combinaisons Sexe x Âge x Diplôme x Revenu.
- La projection des 4 modalités de type de ménage, pour chacune des 1 200 combinaisons Sexe x Âge x Diplôme x Revenu x Taille de l'agglomération.

Nous obtenons ainsi 4 bases de données d'effectifs de population projetés sur la période 2020-2050 pour les 4 800 combinaisons détaillées possibles.

Tableau 4. Modalités des variables socio-économiques (version détaillée et simplifié)

Âge		Niveau de revenu		Taille de l'agglomération		Type de ménage	
Détaillé	Simplifié	Détaillé	Simplifié	Détaillé	Simplifié	Détaillé	Simplifié
0-14	Enfant	Précaire	Faible	Zone rurale	Rural et petites villes	Personne seule	Personne seule
15-24	Adulte	Faible		Unité urbaine de moins de 20 000 habitants		Couple	Couple
25-49		Moyen	Moyen	Unité urbaine de 20 000 à moins de 200 000 habitants	Villes moyennes et grandes	Famille mono-parentale	Famille
50-64		Élevé	Élevé	Unité urbaine de 200 000 habitants ou plus (sauf agglomération parisienne)		Famille	
65-89	Senior			Agglomération parisienne			
89-99							

Pour faciliter l'attribution des individus aux 12+1 groupes sociologiques, nous choisissons d'agréger dans un deuxième temps cette base de données d'effectifs à 540 combinaisons, en agrégeant les modalités de certaines variables socio-démographiques comme représenté dans le **Tableau 4**. Par ailleurs, ces 540 combinaisons sont à nouveau agrégées en 78 individus-types, c'est-à-dire en combinaisons Sexe x Age x Groupe. Nous reportons ci-dessous les projections obtenues pour la base dans laquelle nous retenons niveau de diplôme de la personne de référence du ménage.

Note : Même dans la projection « stable », les répartitions de niveau de revenu, taille d'agglomération ou type de ménage n'apparaissent pas stable, car la base (combinaisons Sexe x Âge x Niveau de diplôme) n'est elle-même pas stable car modélisée (par l'Insee pour la partie Sexe x Âge, et par nous pour la partie Sexe x Âge x Diplôme).

Remarque : les différences les plus conséquentes entre les deux projections – en tout cas à l'échelle agrégée – portent sur la répartition de la population par niveau de revenu.

FIGURE 16. Projections linéaires des répartitions de la population selon le niveau de vie, la taille de l'agglomération et le type de ménage

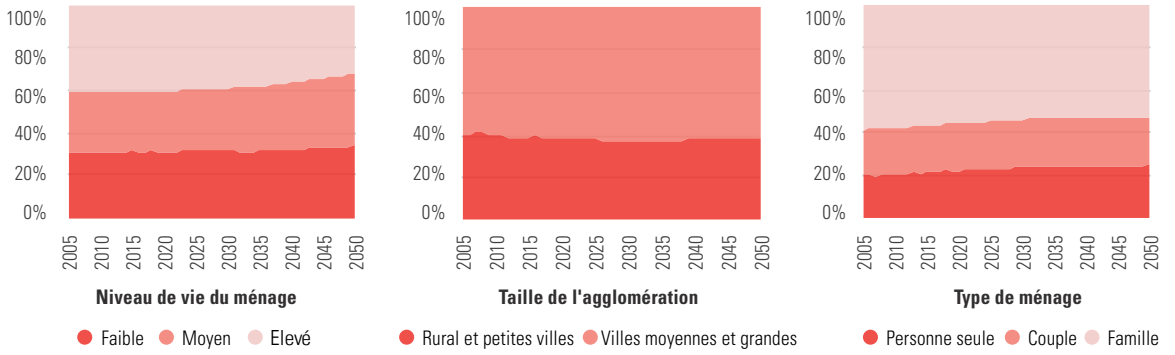
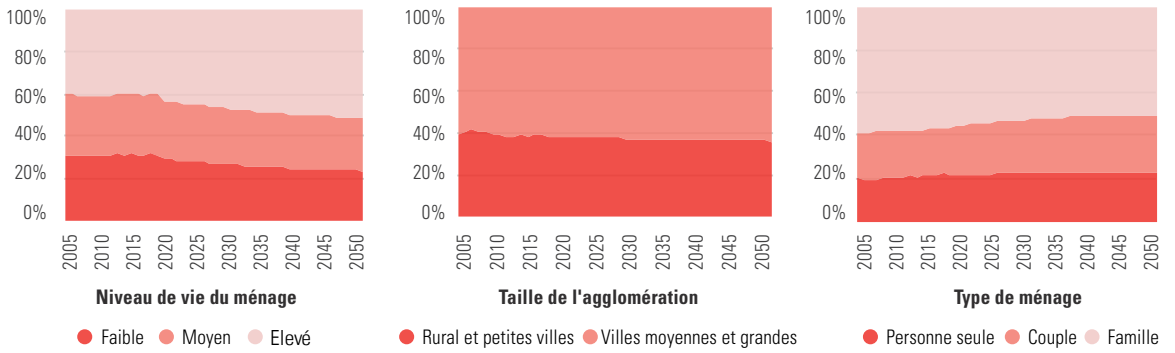


FIGURE 17. Projections stable des répartitions de la population selon le niveau de vie, la taille de l'agglomération et le type de ménage



Source : I4CE/Iddri.

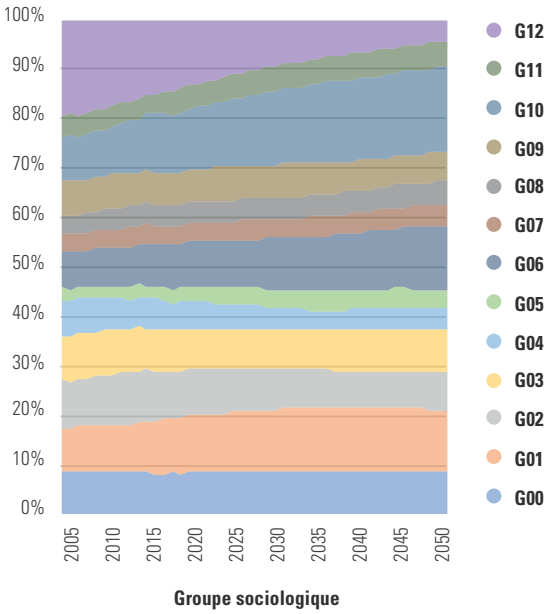
Affectation des groupes sociaux de la typologie

Chacune des 540 combinaisons est affectée à l'un des 12 groupes sociologiques de la typologie selon les 6 variables socio-démographiques. Ceux qui ne sont pas affectés à un groupe sont affecté au groupe « 0 » des personnes non couvertes par la typologie.

Pour affecter les 540 combinaisons à un groupe, nous détaillons pour chaque groupe les sous-ensembles de modalité de variables qui le composent. Par exemple, le groupe 1 est composé de deux sous-ensembles : (1) le premier regroupant tous les individus vivant en Famille ET avec un niveau de revenu Élevé ET avec un niveau de diplôme Bac+4 et plus, (2) le second regroupant tous les individus vivant en Famille ET avec un niveau de revenu Élevé ET avec un niveau de diplôme Bac+2/3. Les groupes et sous-ensembles sont reportés dans le **Tableau 2** en annexe.

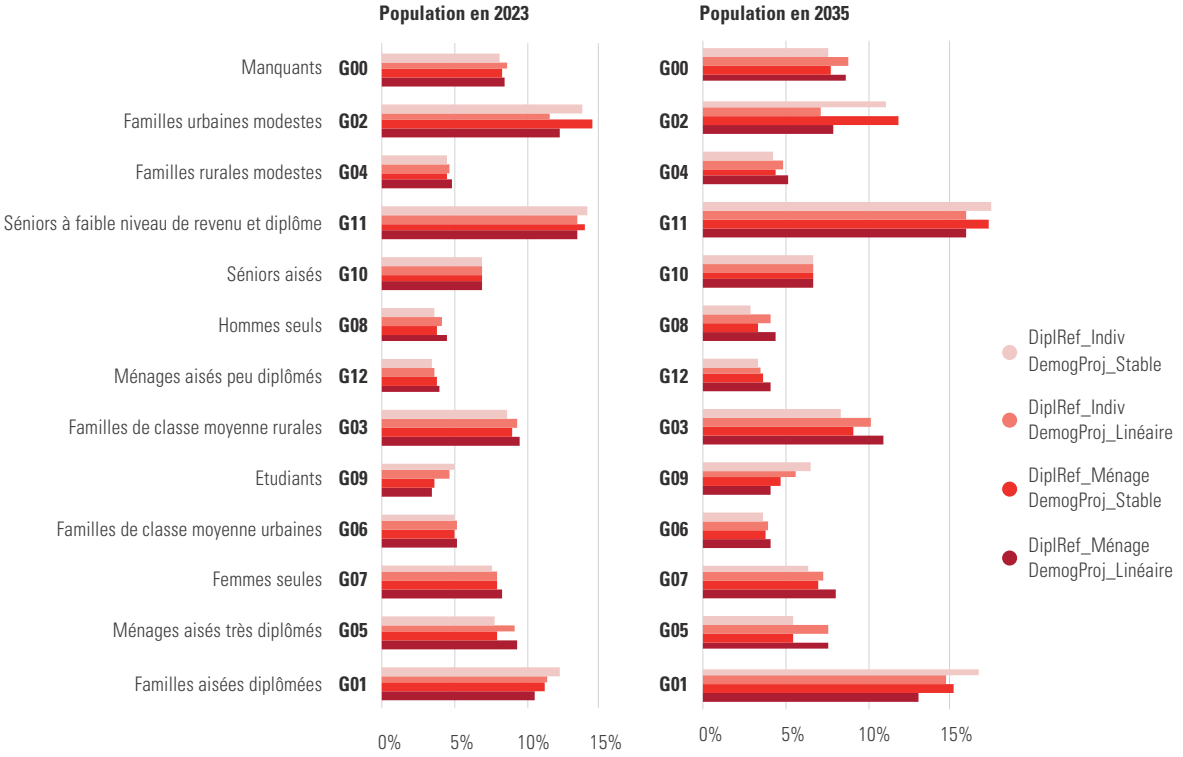
Nous obtenons ainsi une répartition de la population par groupe à la fois sur la totalité de la période 2005-2050. Nous représentons ci-dessous sur toute la période la répartition par groupes sociaux du cas où le niveau de diplôme choisi est celui de la personne de référence du ménage et le type de projection linéaire ; ainsi qu'une comparaison des 4 bases d'effectifs pour les années 2023, 2035 et 2050.

FIGURE 18. Projection démographique des groupes sociaux dans le cas de la projection linéaire et du niveau de diplôme de la personne de référence du ménage



Source : I4CE/Iddri

FIGURE 19. Comparaison des répartitions d'effectifs par groupes sociologiques dans les 4 bases démographiques



Source : I4CE/Iddri.

Consommations alimentaires

Données

Les données utilisées pour le calcul des consommations moyennes sont les microdonnées (ou données brutes) de l'enquête INCA 3 de l'Anses (voir **Encadré 3** pour plus de détails sur l'enquête), accessible publiquement (lien).

Un point important à noter est que les répondants de l'enquête INCA 3 renseignent leurs consommations (c'est-à-dire les quantités ingérées) sur trois jours non consécutifs sur une période de trois semaines, avec deux jours de semaine et un jour de weekend (des pondérations sont affectés à ces jours de semaine et de weekend pour être représentatifs d'une semaine de sept jours). Plusieurs implications à cela :

- les quantités de viande reportées sont des quantités cuites ingérées, sachant que la viande perd de l'eau durant la cuisson, et donc du poids ;
- les consommations alimentaires d'un répondant d'INCA 3 ne peuvent pas être considérées comme représentatives de son propre régime moyen de l'année, mais seulement des trois jours qu'il a renseignés.

Traitement des microdonnées INCA 3

Méthode d'agrégation et de pondération

Les microdonnées d'INCA 3 sont agrégées au niveau des 78 individus-type (c'est-à-dire chaque combinaison Sexe x Âge x Groupe). En effet, ne réaliser des moyennes que par groupe sociologique serait trop simplificateur, compte tenu des grandes différences de valeurs absolues de consommation et des besoins nutritionnels selon le sexe et l'âge. D'un autre côté, réaliser des moyennes à un niveau plus désagrégé serait impossible compte tenu du relativement faible échantillonnage de l'enquête (3 800 répondants).

L'enquête INCA 3 est séparée en deux échantillons : l'échantillon des adultes (18 ans et plus) et celui des enfants (moins de 18 ans). Les individus de ces deux échantillons ont donc des pondérations séparées et ne doivent en principe pas faire l'objet de calculs communs. Cependant, nos catégories d'âge (Enfant : 0-14 ans et Adulte : 15-64 ans) sont à cheval sur ces deux échantillons. Nous créons ainsi une pondération commune en ramenant les deux pondérations à une même échelle (de 0 à 100) puis en multipliant les pondérations de l'échantillon des enfants par 0.185772092 (la part de personnes de moins de 18 ans dans la population totale en 2015 d'après la pyramide des âges), et les pondérations de l'échantillon des adultes par 1-0.185772092.

Encadré 3.

L'enquête INCA 3

La 3e étude Individuelle Nationale des Consommations Alimentaires (INCA) est une enquête transversale visant à estimer les consommations alimentaires et les comportements en matière d'alimentation des individus vivant en France. L'étude a été menée entre février 2014 et septembre 2015 auprès d'un échantillon représentatif d'individus vivant en France métropolitaine (hors Corse). Au total, 5 855 individus, répartis en 2 698 enfants de la naissance à 17 ans et 3 157 adultes âgés de 18 à 79 ans ont participé à l'étude.

Les individus ont été sélectionnés selon un plan de sondage aléatoire à trois degrés (unités géographiques, logements puis individus), à partir du recensement annuel de la population de 2011, en respectant une stratification géographique (région, taille d'agglomération) afin d'assurer la représentativité sur l'ensemble du territoire. Deux échantillons indépendants ont été constitués : un échantillon « Enfants » (0-17 ans) et un échantillon « Adultes » (18-79 ans).

Les données recueillies dans l'étude portent sur diverses thématiques en lien avec l'évaluation des risques nutritionnels ou sanitaires liés à l'alimentation : consommations d'aliments, de boissons et de compléments alimentaires, habitudes alimentaires (occasions et lieux de consommation, autoconsommation, mode de production des aliments, etc.), pratiques potentiellement à risque au niveau sanitaire (préparation, conservation, consommation de denrées animales crues, etc.), connaissances et comportements en matière d'alimentation. Des données sur les pratiques d'activité physique et de niveau de sédentarité ainsi que sur les caractéristiques socio-démographiques, anthropométriques et de niveau de vie ont également été recueillies.

Afin d'assurer la représentativité nationale des résultats présentés, les individus/ménages participants ont fait l'objet d'un redressement.

Pour les analyses au niveau individuel :

- ce redressement a été réalisé séparément chez les enfants et chez les adultes en tenant compte de variables géographiques et socio-économiques.
- Pour les analyses au niveau ménage :
- ce redressement a été réalisé chez l'ensemble des ménages en tenant compte de variables géographiques et socio-économiques ;
- à chaque individu/ménages est donc associée une pondération prise systématiquement en compte pour les analyses.

Les consommations alimentaires des individus ont été recueillies sur 3 jours non consécutifs (2 jours de semaine et 1 jour de weekend) répartis sur environ 3 semaines, par la méthode des rappels de 24 heures pour les individus âgés de 15 à 79 ans et par la méthode des enregistrements de 24h (via un carnet alimentaire) pour les individus âgés de 0 à 14 ans. Pour les 3 jours sélectionnés, les individus devaient décrire leurs consommations alimentaires en identifiant tous les aliments et boissons consommés dans la journée et la nuit précédentes. Ils devaient les décrire de façon aussi détaillée que possible et les quantifier à l'aide notamment d'un cahier de photographies de portions alimentaires et de mesures ménagères. Quel que soit l'âge, les interviews étaient conduites par téléphone, à l'aide du logiciel standardisé GloboDiet, par des enquêteurs professionnels spécifiquement formés aux méthodes mises en œuvre et à l'utilisation du logiciel. Parmi les 5 855 individus inclus dans l'étude, 4 114 (2 121 adultes et 1 993 enfants) ont validé le volet consommation en répondant à au moins 2 interviews alimentaires.

De plus, nous remarquons que les pondérations des individus-types dans la population totale de l'enquête INCA ne sont pas exactement les mêmes que celles issues de notre base de données des effectifs de population. Nous utilisons donc les pondération INCA 3 (adaptées par la procédure expliquée ci-dessus) pour agréger les consommations moyennes par individus-types, mais utiliserons les pondérations de notre base de données d'effectifs pour agréger davantage ces consommations. Ainsi, nous n'obtenons pas exactement les mêmes consommations moyennes que celles reportées dans le rapport INCA 3 de l'Anses, à 1 % ou 2 % près.

Les variables socio-démographiques

Les variables socio-démographiques utilisées sont les suivantes :

- « sex_ps » : le sexe de la personne sélectionnée
- « tage_ps » : l'âge de la personne sélectionnée, en 9 classes : 0-11 mois, 1-3 ans, 4-6 ans, 7-10 ans, 11-14 ans, 15-17 ans, 18-44 ans, 45-64 ans, 65-79 ans
- « diplome_interv » : le diplôme le plus élevé de la personne interviewée, pour les personnes de plus de 18 ans, et « diplome_pr », le diplôme de la personne de référence pour les personnes de moins de 18 ans.
- « ruc_4cl » : le revenu mensuel total du foyer par unité de consommation (UC) en 4 classes : <900 €/mois/UC, 900-1 340 €/mois/UC, 1 340-1 850 €/mois/UC, >=1 850 €/mois/UC. Environ 800 individus n'ont pas renseigné leur niveau de revenu, ils sont donc exclus de l'échantillon.
- « agglo_5cl » : la taille d'agglomération en 5 classes : Rural, 2 000-19 999 hab., 20 000-99 999 hab., >=100 000 hab., Agglo Paris
- En l'absence d'une variable concernant le type de ménages, on construit une variable s'en rapprochant à partir de « nbadu » et « nbenf », respectivement le nombre d'adultes et le nombre d'enfants dans le ménage.
  - S'il n'y a qu'un adulte : Personne seule
  - S'il n'y a que 2 adultes : Couple
  - S'il y a au moins un adulte et un enfant : Famille

Ces variables nous permettent donc d'affecter à chaque individu de l'échantillon une catégorie parmi les 12 catégories de la typologie. Les individus qui ne sont pas affectés à une catégorie intègrent la catégorie « 0 » des individus non couverts par la typologie.

À nouveau, nous construisons deux bases : l'une pour laquelle nous retenons le niveau de diplôme de l'individu, l'autre pour laquelle nous retenons le niveau de diplôme de la personne de référence du ménage.

Quantités et apports nutritionnels moyens

Pour chacun des 78 individus-type, nous calculons (selon la méthode d'agrégation et de pondération énoncée en 3.3.2.1) les quantités moyennes ingérées ainsi que les apports nutritionnels (énergie, protéines, fer, fibres) par (i) catégories d'aliments INCA 3, (ii) compartiment (domicile, restauration collective, restauration commerciale), et (iii) espèce pour la viande.

Compartiments

Dans notre exercice, nous définissons 4 compartiments de consommation : domicile « fait maison », domicile plats préparés, restauration collective et restauration commerciale.

A partir des données brutes d'INCA 3, nous constituons d'abord 3 compartiments intermédiaires : domicile, restauration collective, restauration commerciale. Nous utilisons pour ceci la variable « occ_lieu », qui n'indique pas la provenance du produit, mais le lieu de l'occasion de la consommation alimentaire. Ses modalités sont les suivantes :

4. À la maison
5. Chez amis/famille/assistante maternelle/etc.
6. À la cantine au travail/crèche/école/collège/lycée/université
1. Pas à la cantine, au travail/école/collège/lycée/université
2. Restaurant/café/fast-food/sandwicherie sur place/etc.
3. Dehors : rue, parc, plage, etc.
4. Dans les transports (train/avion/voiture, etc.)
5. Autre lieu

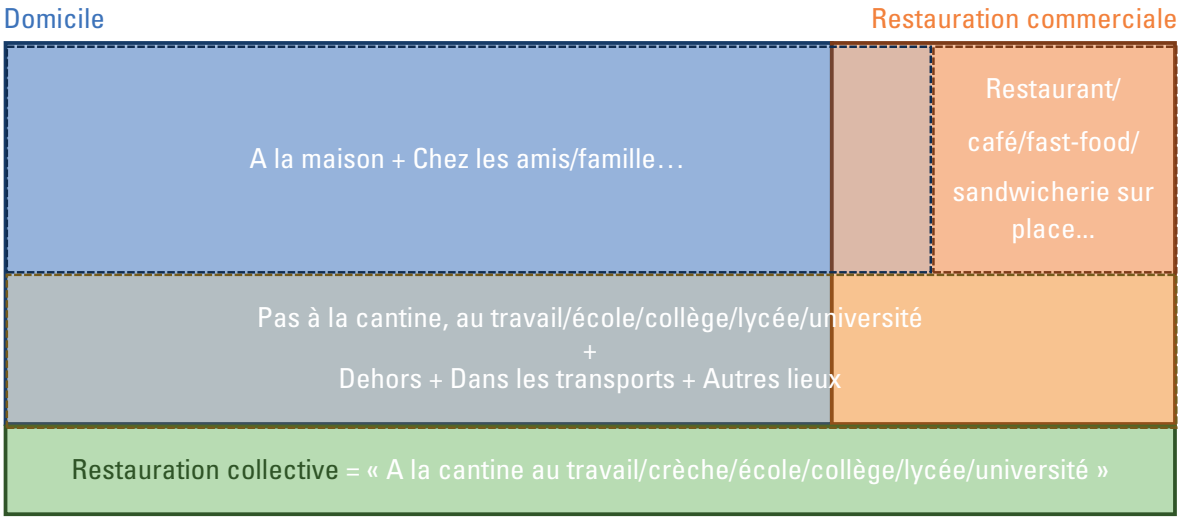
La restauration collective ne pose pas de problème : la totalité de ce qui y est consommé en provient. En revanche, il y a une porosité entre la restauration commerciale et ce qui est consommé à domicile en raison des aliments livrés ou consommés à emporter. Enfin, ce qui est consommé au travail ou à l'école mais pas à la cantine, dehors, dans les transports ou ailleurs, peut provenir de la restauration commerciale comme du domicile (ou directement d'un supermarché).

La figure 20 représente graphiquement ce problème.

Nous faisons le choix suivant :

- 100 % de ce qui est consommé à la cantine au travail/crèche/école/collège/lycée/ université est attribué à la restauration collective ;
- 100 % de ce qui est consommée à la maison ou chez des amis/famille/… est attribué à des aliments provenant du domicile ;
- 100 % de ce qui est consommé au restaurant/café/fast-food/sandwicherie sur place… est attribué à la restauration commerciale ;
- Faute de mieux, ce qui est consommé pas à la cantine au travail/école/collège/lycée/ université, dehors, dans les transports, ou dans d'autres lieux est attribué à 50 % au domicile et à 50 % à la restauration commerciale.

FIGURE 20. Variations intra-groupe des régimes alimentaires des individus-types, exemple du groupe 1



Viande ingrédient et espèces de viande

Dans les données d'INCA 3, les consommations alimentaires sont agrégées en 44 catégories d'aliments. Parmi ces catégories, 8 sont de la viande ou peuvent contenir de la viande (**Tableau 5**).

Tableau 5. INCA 3 : Catégories de viande

15	Viandes (hors volailles)
16	Volailles
17	Charcuterie
20	Abats
35	Soupes et bouillons
36	Plats à base de viandes
39	Plats à base de pommes de terre, de céréales ou de légumineuses
40	Sandwich, pizzas, tartes, pâtisseries et biscuits salés

Deux problématiques se posent donc vis-à-vis de notre objectif de modélisation de la consommation de viande :

- Les groupes 15, 16, 17 et 20 distinguent des types de viande, mais pas par espèces comme nous le souhaiterions : Bovin, Porc, Volaille, Autres viandes
  - Pour cela, nous descendons au niveau « produit » d'INCA 3 (qui compte 2 857 produits au total) et nous codons tous les produits de ces groupes 15, 16, 17 et 20 par espèce : Bovin, Porc, Volaille ou Autres viandes. La catégorie « Autres viandes » correspond à trois cas : de la viande hors bovin, porc ou volaille (lapin, gibier, etc.), de la viande dont l'espèce est indéfinie dans les données, ou des aliments mélangeant plusieurs espèces.
- Les groupes 35, 36, 39 et 40 sont des groupes d'aliments multi-ingrédients, contenant de la viande mais pas uniquement.
  - Pour cela, nous descendons également au niveau « produit » d'INCA 3 : nous identifions les produits de chacune de ces catégories d'aliment qui sont les plus consommés dans INCA 3, puis nous reconstituons la composition de ces produits à partir des données d'OpenFoodFacts. Les quantités de viande identifiées dans chacun de ces produits sont codées également par espèces Bovin, Porc, Volaille ou autres viandes.

Fréquences et portions de consommation de viande

Nous calculons à nouveau les quantités moyennes de viandes consommées par espèce pour chaque individu-type à partir des micro-données d'INCA 3, mais cette fois uniquement parmi les repas contenant de la viande. Nous utilisons la variable « occ_type » qui décrit l'occasion de la prise alimentaire en 10 modalités. Nous l'agrégeons en 3 modalités :

6. « petit déjeuner » si la prise alimentaire a lieu « avant le petit déjeuner », pendant le petite déjeuner, ou « dans la matinée » ;
7. « déjeuner » si la prise alimentaire a lieu lors de « l'apéritif avant déjeuner », du « déjeuner », du « goûter » ou « dans l'après-midi (hors goûter) » ;
8. « diner » si la prise alimentaire a lieu lors de « l'apéritif avant dîner », du « dîner », ou « dans la soirée/nuit ».

Ces quantités de viandes consommées par repas uniquement pour les repas contenant de la viande sont assimilées à des portions moyennes de viandes par repas. Nous divisons ainsi les quantités moyennes de viandes consommées dans tous

les repas (obtenues dans la partie précédente, et multipliées par 7 pour obtenir des quantités par semaine) par ces portions moyennes de viandes par repas, et obtenons ainsi des fréquences moyennes de consommation de viande par semaine. Considérant que cette méthode tend probablement à sous-estimer les portions moyennes et donc surestimer les fréquences moyennes, nous diminuons de 1 fréquence par semaine les résultats obtenus pour tous les individus-types.

Ajustements des données de 2015

Distinction des compartiments domicile « fait maison » et plats préparés

Les variables d'INCA 3 ne permettent pas de distinguer parmi les plats préparés à domicile, ceux qui sont cuisinés maison de ceux qui sont issus de l'industrie agro-alimentaire (ou encore de la restauration commerciale comme dit précédemment). Une variable existe mais comporte beaucoup trop d'observations manquantes pour être exploitable. Ainsi, faute de mieux, nous retenons le chiffre de 7 % des quantités consommées à domicile comme étant issues de plats préparés pour tous les individus-types et tous les produits.

En effet, un rapport de FranceAgriMer (FranceAgriMer, 2024) estime à 19,4 kg/an en 2022 (quantité stable sur les 15 dernières années) les consommations moyennes de plats préparés (plats cuisinés, pizzas, quiches, etc. sous forme appertisée, surgelée ou en conserve), soit 126 €/an en 2022, et 3 % du budget alimentaire pour un ménage moyen. Le budget alimentaire total s'élève donc à 4 200 €/an, et donc les quantités totales à 647 kg/an (produit en croix). Par ailleurs, nous estimons à partir des données INCA 3 que les boissons représentent 54 % des quantités consommées par les individus : nous estimons ainsi à 297 kg/an les quantités moyennes d'aliments hors boissons consommées par un ménage moyen. Les 19,4 kg/an de plats préparés correspondent donc à 7 % des consommations alimentaires hors boissons.

A noter que la notion de « plats préparés » utilisée par FranceAgriMer et donc dans notre étude est relativement restrictive. Elle couvre les plats préparés à base de viande, de pâtes, de pommes de terre ou produits de la mer, pizza, quiche et tourtes, frais, surgelés ou appertisés (c'est-à-dire en conserve). Ce périmètre exclut les salades et sandwiches, soupes, ou encore des aliments traiteurs (pâtes fraîches farcies, galettes végétales, etc.) : ces aliments se retrouvent ainsi dans le compartiment « domicile fait maison », aux côtés également d'aliments transformés tels que les gâteaux, sauces, biscuits apéritifs, etc.

Gestion du faible échantillonnage d'INCA 3

Compte tenu du relativement faible nombre d'individus dans la somme des échantillons adultes et enfants (3 812), il est important de présenter le nombre d'individus dans l'échantillon de l'enquête de chaque individu-type (graphique ci-dessous), ainsi que les effectifs de ce groupe dans la population totale.

Avoir un assez grand nombre d'individus pour réaliser une moyenne est d'autant plus utile que les consommations reportées dans INCA 3 par les individus eux-mêmes ne sont pas représentatifs de leur propre régime. En effet, les participants de l'enquête INCA 3 doivent reporter leurs consommations alimentaires sur 3 fois 24h, ce qui est très peu à l'échelle d'une année. Un nombre suffisant d'individus est donc nécessaire pour obtenir non seulement des consommations moyennes représentatives d'un groupe, mais également des consommations alimentaires annuelles des individus eux-mêmes.

Sur les 78 individus-types théoriques (combinaison Sexe [2], Âge [3], Groupe [12+1]), 49 sont comptent réellement des individus, car il n'y a par exemple pas de femmes adultes dans le groupe 8 des « hommes seuls ». Sur ces 49 individus-types, 33 comptent au moins 50 répondants dans l'enquête INCA 3, ce qui paraît suffisant pour en tirer une moyenne. Pour les 16 autres individus-types en dessous de ce seuil, nous avons fait le choix de retenir la consommation moyenne des individus-types de même sexe et même groupe, et d'y affecter l'écart moyen de consommation observé dans la population totale pour cette combinaison Sexe x Âge. Par exemple, pour un individu-type de sexe S, d'âge A, et de groupe G, nous retenons les valeurs moyennes obtenues pour les individus de sexe S et groupe G, et leur appliquons la différence observée entre la moyenne des individus de sexe S, et la moyenne des individus de sexe S et d'âge A. Là encore, d'autres choix auraient pu être faits, comme retenir les valeurs moyennes obtenues pour les individus de sexe S et âge A, et leur appliquer la différence observée entre les individus de sexe S et les individus de sexe S et de groupe G.

Ajustements des espèces de viande

La base des consommations alimentaires fournit entre autres les quantités de viandes ingérées par espèce de viande en 2015 pour un Français moyen, d'après l'enquête INCA 3. En multipliant ces quantités moyennes par la population française, nous obtenons les quantités totales de viandes ingérées en France.

Or, nous observons que pour l'espèce « Autres viandes », les quantités totales de viandes ingérées obtenues (en tonnes) sont inférieures aux quantités de consommation apparente issue des bilans d'approvisionnement (en tonnes

équivalent carcasse), ce qui n'est en principe pas possible (voir **Encadré 4**). Ceci s'explique certainement par notre méthode d'attribution des espèces de viandes, qui affecte à « Autres viandes » des produits qui sont en fait du « Bovin », « Porc » ou « Volaille ». Nous augmentons donc la consommation de viande bovine de 1 %, celle de porc de 3 % et celle de volaille de 5 % au détriment de « Autres viandes ».

Encadré 4.
Quantités de viandes dans INCA 3 et dans les bilans d'approvisionnement

Les quantités déclarées dans l'enquête INCA correspondent à des quantités ingérées par personne. Les quantités moyennes en g/j qui en sont tirées peuvent être extrapolées à l'échelle de la population en tonnes ingérées par an, en multipliant ces quantités par le nombre total d'habitants, et par un coefficient de passage de g/j à t/an.

Les quantités fournies par les bilans d'approvisionnement correspondent à de la « consommation apparente », autrement dit, des quantités disponibles à la consommation, en tonnes équivalent carcasse par an. Ces quantités couvrent à la fois la viande ingérée mais aussi les quantités (gras, os, tendons, etc.) non valorisées pour l'alimentation humaine, soit utilisées par ailleurs (*petfood* notamment), soit sont des déchets des processus de transformation, de transport, de distribution ou encore de consommation. Ainsi, les quantités des bilans d'approvisionnement en tec/an sont nécessairement supérieures aux quantités ingérées extrapolées d'INCA 3 exprimées en t/an.

Avant correction

	Bovin	Porc	Volaille	Autres viandes	Toutes viandes
g/j	38	41	33	12	125
1 000 t ingérées	905	974	772	287	2 938
1 000 tec	1 564	2 180	1 681	194	5 619
ratio tec/t	1,7	2,2	2,2	0,7	1,9

Après correction

	Bovin	Porc	Volaille	Autres viandes	Toutes viandes
g/j	34	38	31	7	110
1 000 t ingérées	805	903	724	161	2 593
1 000 tec	1 564	2 180	1 681	194	5 619
ratio tec/t	1,9	2,4	2,3	1,2	2,2

Prise en compte des évolutions de 2015 à 2023

Évolution de la restauration commerciale

Entre 2015 et 2023, le chiffre d'affaires de la restauration commerciale a augmenté de 24 % hors inflation[27] (**Figure 21**). En faisant l'hypothèse que le prix moyen en restauration est resté stable (excl. Inflation), nous appliquons donc cette évolution à tous les individus de manière homogène (faute de mieux). Les quantités consommées en plats préparés étant stables sur la période[28] et considérés comme stables pour la restauration collective, nous retirons ces quantités du compartiment domicile « fait maison ».

Évolution de la consommation de viande par espèce

La consommation alimentaire a par ailleurs évolué depuis 2015, et notamment la consommation de viande. Pour tenir compte de l'évolution des quantités consommées de viandes par espèce, nous affectons les évolutions annuelles observées via les bilans d'approvisionnement réalisés par FranceAgriMer (2024)[29]. Nous affectons pour chaque espèce et chaque individu-type de manière homogène l'évolution constatée en moyenne par personne entre 2023 et 2015.

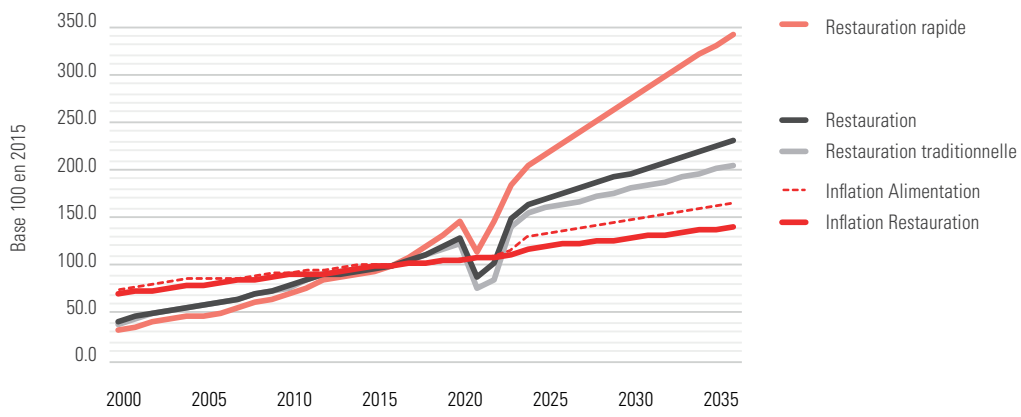
À noter : à défaut de pouvoir réaliser des ajustements du même type pour les autres aliments hors viande, nous maintenons les quantités consommées de ces aliments stables. Cela mène à une sous-estimation probable des apports nutritionnels en 2023.

27 Nous calculons cette évolution sur la base des Indices de chiffre d'affaires de la restauration traditionnelle et rapide de l'Insee, dont nous retirons l'inflation des Services de restauration de l'Insee.

28 D'après FranceAgriMer (2024), Plats préparés : principales évolutions des achats et dépenses des ménages entre 2007 et 2022.

29 https://www.franceagrimer.fr/Actualite/Nouvelle-publication-LES-MARCHES-DES-PRODUITS-LAITIERS-CARNES-ET-AVICOLES-BILAN-2023-PERSPECTIVES-2024

FIGURE 21. **Historique et projection linéaire du chiffre d'affaires et de l'inflation de la restauration commerciale**

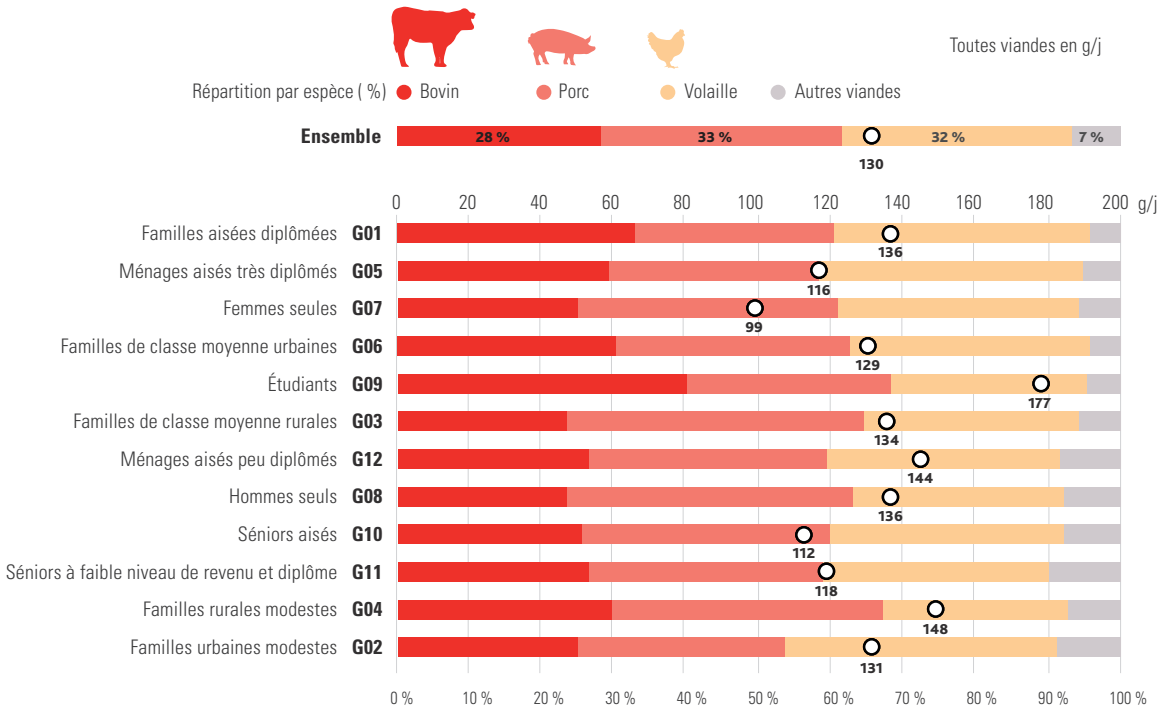


Source : données Insee, traitement I4CE/Iddri

Résultats 2023

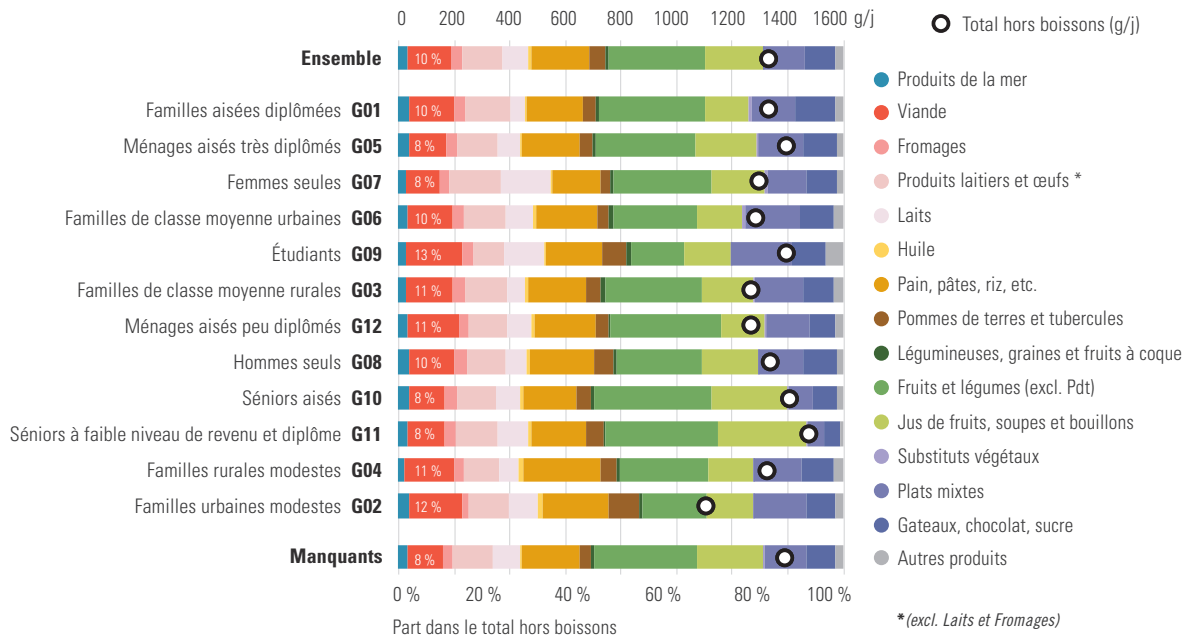
Dans ce qui suit, nous présentons les résultats 2023 pour la base de données dans laquelle le niveau de diplôme retenu est celui de la personne de référence du ménage, et la projection démographique retenue est linéaire. Les résultats ci-dessous sont présentés hors enfants.

FIGURE 22. Consommation de viande en 2023



Source : données INCA 3 (ANSES), traitement I4CE/Iddri.

FIGURE 23. Régime complet en 2023



Note : les consommations de viandes (incluant les quantités contenues dans les aliments multi-ingrédients) ont été ajustées entre 2015 (année de l'enquête INCA 3) et 2023, mais pas les autres consommations, qui sont ainsi probablement sous estimées.

Source : données INCA 3 (ANSES), traitement I4CE/Iddri.

FIGURE 24. Figure 24. Consommations par compartiments en 2023

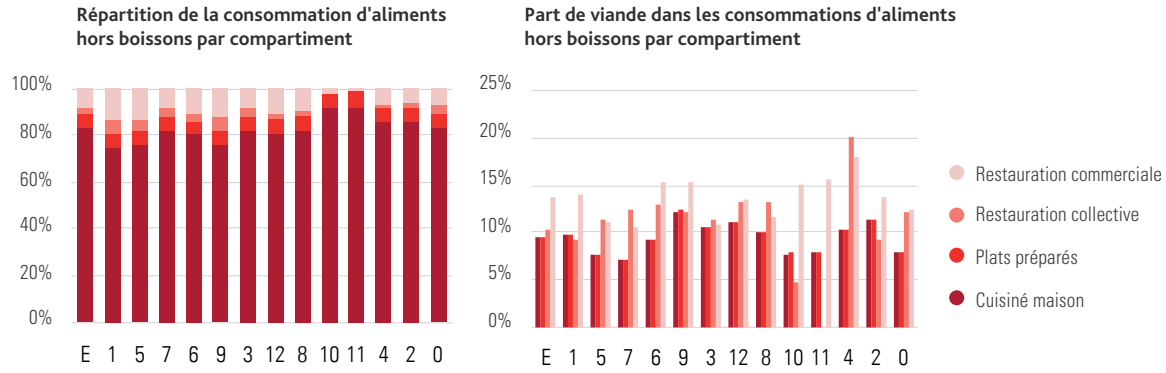


FIGURE 25. Apports nutritionnels en 2023

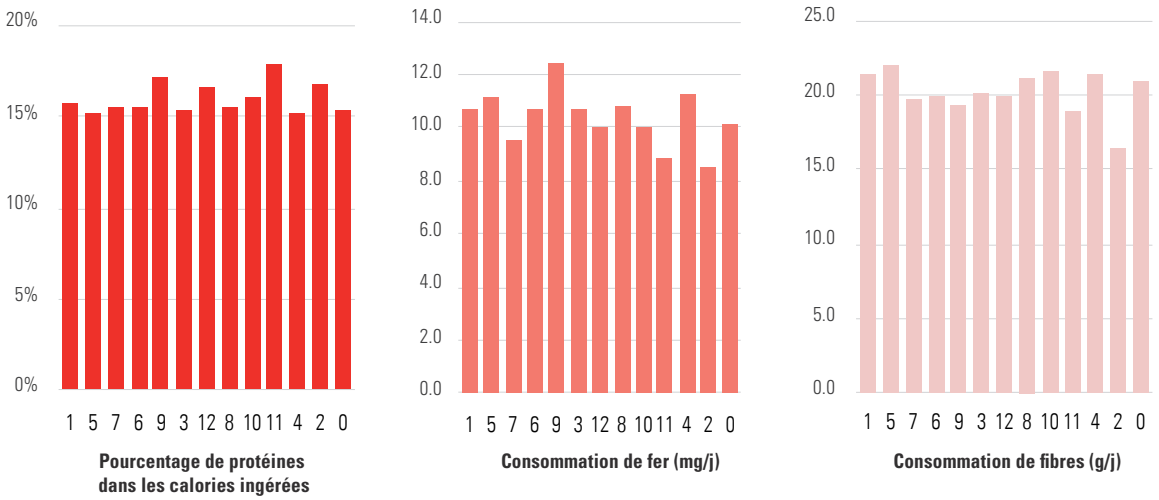
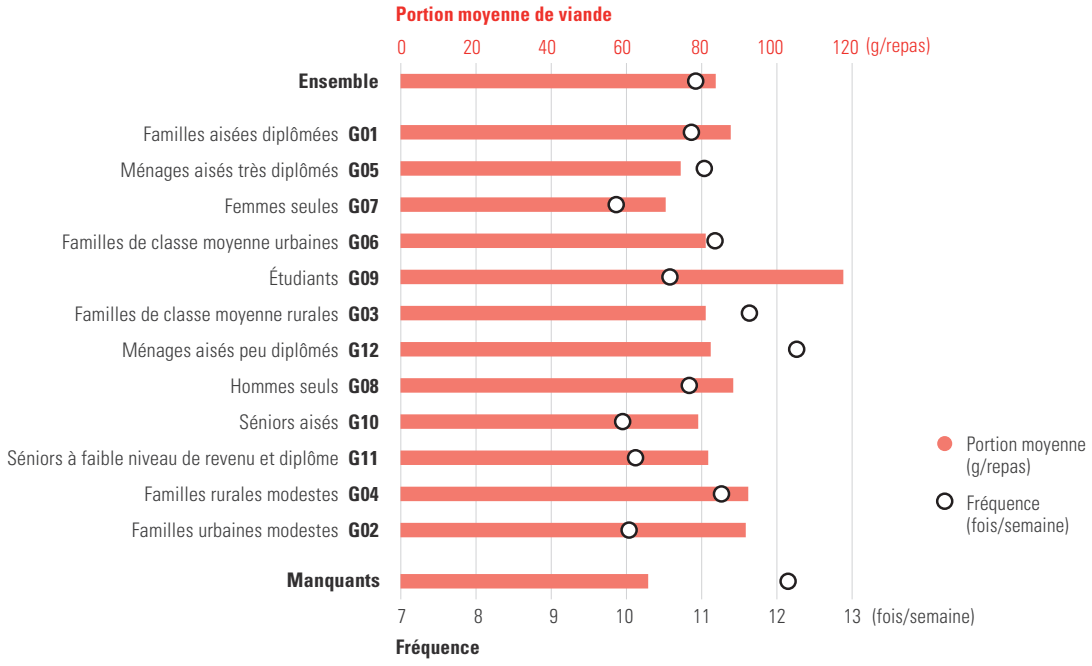


FIGURE 26. Fréquences et portions de consommation de viande en 2023



Source : données INCA 3 (ANSES), traitement I4CE/Iddri.

Évolutions des consommations 2023-2035

Le dernier jeu de données d'entrée du calculateur sont les évolutions de consommation des sous-groupes sociaux entre 2023 et 2035. Les 12 groupes sociaux sont en effet parfois distingués en deux à trois sous-groupes, aux trajectoires distinctes, menant à un total de 23 sous-groupes.

Ces évolutions sont décrites dans les socio-récits (voir partie 3 ci-dessus et Livret 2). Pour être exploitable par le calculateur, ces évolutions sont exprimées en pourcentages de hausse ou de baisse, sur un ensemble de variables :

- la part de chacun des quatre compartiments (domicile fait maison, domicile plats préparés, restauration collective, restauration commerciale) dans ces consommations d'aliments hors boissons ;
- les quantités totales de viandes consommées, calculées comme le produit des portions moyennes et des fréquences ;
- la part de chacun des quatre compartiments dans la consommation totale de viande ;
- la part de chaque espèce (bovin, porc, volaille, autres viandes) dans le total des viandes consommées de chaque compartiment.

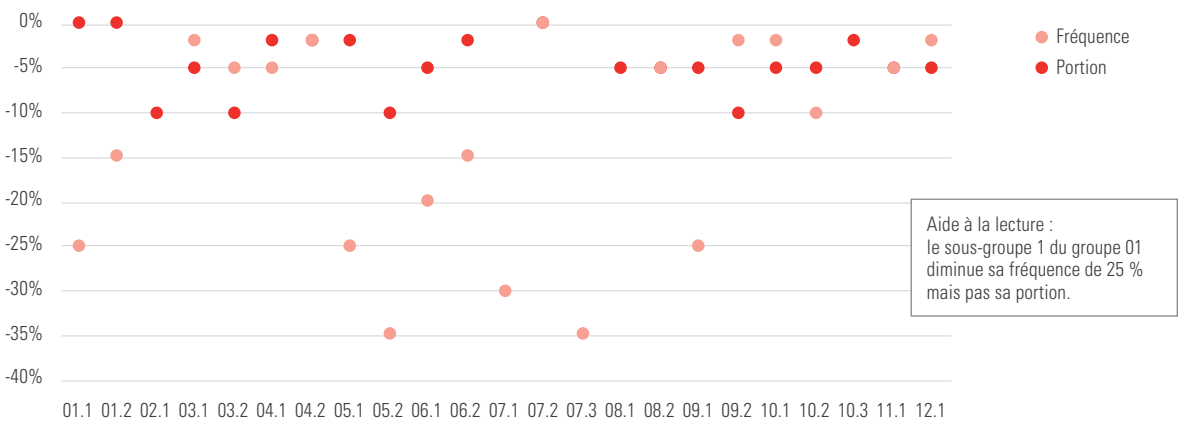
Certaines évolutions de consommation concernent des ensembles plus larges que les sous-groupes. Par exemple, une évolution concerne la part de viande contenue dans les menus de la restauration collective de tous les enfants, tous groupes et sous-groupes confondus.

La majorité des évolutions considérées s'expriment à l'échelle du sous-groupe, pour chacun des 23 sous-groupes, nous définissons :

- une évolution des quantités totales d'aliments hors boissons (AHB) consommées, et une évolution de leur répartition par compartiment. Sauf spécificité exprimée dans le socio-récit du sous-groupe, la quantité totale d'AHB reste stable, de même que sa répartition par compartiment ;
- une évolution de la consommation de viande totale, en exprimant une évolution des portions et fréquences de consommation de viande entre 2023 et 2035. Ces options d'évolution sont standardisées : -2 %, -5 %, -10 %, -15 %, -20 %, -25 %, -30 %, -35 % (voir **Figure 27**).
- Une évolution concernant la répartition de ces consommations par compartiments et par espèces de viande (voir **Tableau 1** en Annexe). Plus précisément :
  - à moins que le socio-récit n'exprime une spécificité particulière du sous-groupe, nous considérons que les baisses de consommation de viande entre 2023 et 2035 sont homogènes dans les 4 compartiments, car les environnements alimentaires de ces 4 compartiments évoluent ;
  - à moins que le socio-récit n'exprime une spécificité particulière du sous-groupe, nous considérons que la répartition des espèces dans la consommation totale de viande de chaque compartiment évolue de la façon suivante entre 2023 et 2035 : -4 % pour le bovin, -3 % pour le porc, et +10 % pour la volaille. Cette projection repose sur l'observation du tendanciel, qui s'explique notamment par une commodification des viandes accrue pour le poulet (Aubert & Poux, 2024), se traduisant par un prix relatif plus intéressant.

Les évolutions de chacun des sous-groupes sont ensuite agrégées pour chacun des 12 groupes en réalisant une moyenne des évolutions 2023-2035 de chaque

FIGURE 27. Évolutions de la portion et fréquence de consommation de viande entre 2023 et 2035 par sous-groupe



Source : I4CE/Iddri.

sous-groupe, pondéré par leurs effectifs moyens dans le groupe sur la période 2023-2035. Le groupe 0 des individus non couverts par la typologie suit une évolution moyenne sur chacune des variables.

Ces quantifications reposent sur un certain arbitraire. En effet, il n'existe pas d'études quantifiant systématiquement, pour chacun de nos groupes sociaux, les effets de causalité de chaque changement d'environnement alimentaire sur la consommation de viande, à la fois individuellement, ainsi que les effets de combinaisons de changements d'environnements alimentaires. En l'absence de telles études (et face à la quasi impossibilité d'en disposer), l'exercice proposé comporte nécessairement une dose d'interprétation dans l'estimation quantitative des effets des changements d'environnements alimentaires envisagés.

Le calculateur

À ce stade, nous avons donc :

- quatre versions de la base des répartitions d'individus-types (combinaisons Sexe x Âge x Groupe) dans la population totale sur la période 2005-2050 ;
- quatre versions de la base des consommations alimentaires des individus-types en 2023 ;
- une base d'évolutions quantifiées de la consommation de viande entre 2023 et 2035 pour chacun des 12+1 groupes sociaux.

Nous décrivons dans ce qui suit la manière dont ces données traitées sont combinées pour aboutir au résultat final.

L'utilisateur peut choisir les paramètres généraux suivants :

- l'année de départ T0 (pouvant être comprise entre 2015 et 2023) et l'année cible TF (devant être strictement supérieure à 2023) ;
- le choix des bases de données d'effectifs et de consommation alimentaire :
  - choix du niveau de diplôme : de l'individu ou de la personne de référence du ménage ;
  - choix de la projection démographique (linéaire ou stable).

Dans le Livret 1, nous avons choisi 2023 comme année de départ, 2035 comme année d'arrivée, le diplôme de la personne de référence du ménage et la projection démographique linéaire comme paramètres par défaut (voir partie 4.6 pour les résultats des tests de sensibilité).

Combinaison des effectifs et des consommations moyennes

Calcul de la consommation de viande pour chaque individu-type

Les quantités de viandes ingérées (en grammes par jour) de chaque individu-type sont calculées de deux manières. La première :

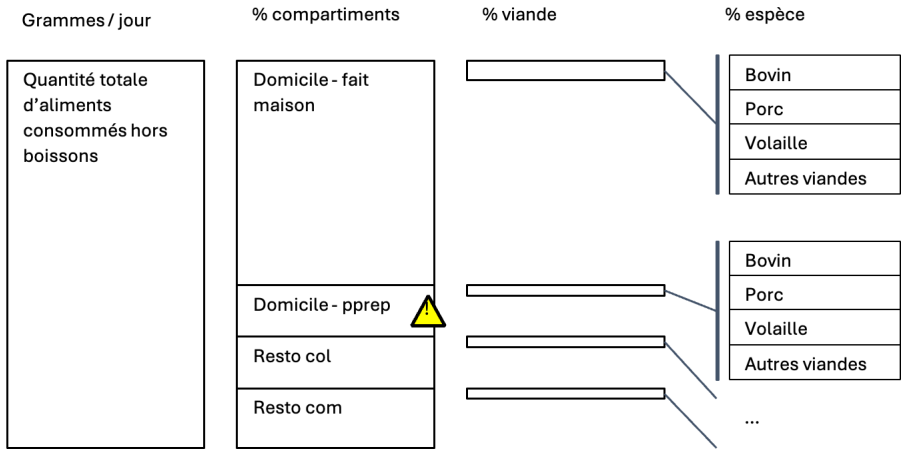
$$q_i^{viande} = \sum_{c \in C, e \in E} q_{i,c,e}^{viande} = \sum_{c \in C, e \in E} q_i^{AHB} * \alpha_{i,c}^{AHB} * \alpha_{i,c}^{viande} * \alpha_{i,c,e}^{viande}$$

Où :

- $q_{i,c,e}^{viande}$: la quantité moyenne de viande de l'espèce $e \in E = [bovin, porc, volaille, autres]$ consommée dans le compartiment $c \in C = [dom_{maison}, dom_{platsprep}, resto_{col}, resto_{com}]$ par l'individu-type i ;
- q_i^{ahb} : la quantité moyenne d'aliments hors boissons (AHB) ingérés par l'individu-type i ;
- $\alpha_{i,c}^{ahb}$: la part moyenne d'aliments hors boissons réalisée dans le compartiment c par l'individu-type i ;
- $\alpha_{i,c}^{viande}$: la part moyenne de viande consommée dans le compartiment c par l'individu-type i ;
- $\alpha_{i,c,e}^{viande}$: la part moyenne de l'espèce e (bovin, porc, volaille ou autres viandes) parmi la viande consommée dans le compartiment c par l'individu-type i.

Pour rappel, toutes ces données sont issues de l'enquête INCA 3, sauf celles concernant les quantités consommées à domicile sous forme de plats préparés. Pour tous les individus, nous avons considéré que 7 % des aliments hors boissons étaient consommés sous forme de plats préparés, et que la composition des plats préparés était la même que celle des aliments consommés à domicile préparé à la maison.

Ce raisonnement est résumé graphiquement dans la figure ci-dessous :



La seconde manière :

$$q_i^{viande} = \frac{f_i^{viande} * p_i^{viande}}{7}$$

f_i^{viande} étant la fréquence moyenne de consommation de viande par semaine de l'individu-type i ;
p_i^{viande} la portion moyenne de viande au cours d'un repas contenant de la viande de l'individu-type i.

Là encore, les données de fréquence et de portions sont issues de nos calculs à partir de la base de données INCA 3.

Calcul de la consommation de viande d'un individu-type à 2035

Pour obtenir les consommations de viande de l'année 2035, nous appliquons les évolutions de consommations alimentaires entre 2023 et 2035 (décrites en partie 4.4) par les valeurs de 2023 de chacune des variables intervenant dans le calcul des quantités de viandes consommées.
Par exemple, imaginons que le groupe 1 diminue sa fréquence de 5 % et ses portions moyennes de 10 %, nous réalisons le calcul suivant pour tous les individus-types du groupe 1 :

$$q_i^{viande\ 2035} = \frac{f_i^{viande\ 2023} * (1-0{,}05) * p_i^{viande\ 2023} * (1-0{,}1)}{7} = q_i^{viande\ 2023} * 0{,}855$$

Imaginons par ailleurs que cette baisse de consommation de viande du groupe 1 soit homogène sur tous les compartiments, mais différente par espèce de viande : plus importante pour les « autres viandes », puis le bovin, puis le porc, et enfin la volaille. Imaginons par exemple que la baisse de consommation en bovin est de 20 % (contre 14,5 % au global), le calcul est le suivant :

$$q_{i,c,bovin}^{viande\ 2035} = q_i^{viande\ 2035} * \alpha_{i,c,bovin}^{viande\ 2023} * 0{,}8$$

Comme expliqué dans la partie 4.4, des évolutions de consommation peuvent être formulés pour des ensembles de population plus ou moins larges : des évolutions universelles (touchant tous les groupes) peuvent notamment être formulées. Imaginons par exemple les deux évolutions de consommations suivantes entre 2023 et 2035 : (i) toute la population réduit de 5 % ses quantités d'AHB, et (ii) le groupe 1 réduit de 5 % ses quantités d'AHB. Alors les évolutions se cumulent : le groupe 1 réduit de 10 % ses quantités d'AHB.

Extrapolations à l'échelle des groupes, d'un Français moyen et de la consommation de viande totale en France

Pour passer de résultats exprimés à l'échelle des individus-types à des résultats à l'échelle des groupes, nous réalisons une moyenne des quantités consommées de chaque individu-type du groupe, pondérée par ses effectifs dans le groupe.

Autrement dit, la consommation de viande moyenne du groupe en 2035 par exemple est calculée comme :

$$q_g^{viande\ 2035} = \frac{\sum_{i \in I_g} q_i^{viande\ 2035} * \epsilon_i^{2035}}{\epsilon_g^{2035}}$$

Où $q_i^{viande\ 2035}$ est la consommation moyenne de viande en 2035 de l'individu-type i appartenant au groupe g ; ϵ_i^{2035} correspond aux effectifs de l'individu-type i appartenant au groupe g dans la population française en 2035 ; et ϵ_g^{2035} les effectifs du groupe g en 2035.

Pour le français moyen, nous réalisons la moyenne pondérée des quantités consommées de chaque groupe, pondérée par leurs effectifs, soit par exemple pour la consommation de viande :

$$q^{viande\ 2035} = \frac{\sum_g q_g^{viande\ 2035} * \epsilon_g^{2035}}{\epsilon^{2035}}$$

Enfin, pour exprimer les quantités de viande en consommation apparente (comparable aux bilans d'approvisionnement), nous faisons l'hypothèse que le ratio de tonnes ingérées sur tonnes équivalent carcasse de 2015 pour chaque espèce de viande – supposé rester stable de 2015 à 2023 – reste identique sur toute la période 2023-2035 (voir partie 4.3.4.2). Ainsi, nous faisons l'hypothèse que la part de pertes et gaspillage de chaque espèce de viande est stable sur la période.

Implications du mode de calcul

Les quantités consommées d'un groupe social en 2035 sont ainsi calculées comme le produit de leur consommation initiale en 2023, leur évolution entre 2023 et 2035, et leurs effectifs en 2035. Ce mode de calcul est donc une simplification de la réalité, en considérant les individus-types et les groupes sociaux comme des blocs évoluant de manière homogène sur la période.

En réalité, les individus vont passer d'un groupe à l'autre sur la période 2023-2035, potentiellement plusieurs fois. Par exemple, une étudiante de 2023 pourrait passer durant la période 2023-2035 du groupe « étudiants » à « femmes seules », puis « ménages aisés très diplômés », et « familles aisées diplômées ». En réalité toujours, l'appartenance passée à un groupe social affecte les pratiques de l'individu, ce qui n'est pas pris en compte dans notre calculateur, d'une part par souci de simplification, et d'autre part par manque de références quantifiées systématiques sur la manière dont les appartenances passées aux groupes affectent les pratiques alimentaires. Des modèles multi-agent pourraient permettre de représenter plus finement ces évolutions sociales.

Ce mode de calcul tient cependant compte de l'évolution démographique de la population (vieillissement, mise en couple, déménagements, etc.) à travers l'évolution des effectifs des groupes. Les contours qui définissent les groupes ne changent pas sur la période (le groupe « familles aisés diplômées » est toujours caractérisé par les mêmes combinaisons de modalités de variables en 2023 et en 2035), mais les effectifs de chaque groupe évoluent sur la période, sur la base de nos projections démographiques.

Calcul des apports nutritionnels

Nous avons calculé dans à la fois les quantités moyennes ingérées (grammes par jour) pour chaque type d'aliments et chaque individu-type, ainsi que les quantités de protéines (grammes par jour), de fer (milligrammes par jour) et de fibres (grammes par jour) ingérées pour chaque type d'aliments à partir des données de l'enquête INCA 3 (2015). Nous en déduisons les quantités d'énergie (kcal/g), de protéines (g/g), de fer (mg/g) et de fibres (g/g) par quantité de produit pour chaque type d'aliment.

Ainsi, nous pouvons calculer les quantités de protéines, de fer et de fibres ingérées par chaque individu-type à 2023 et à 2035, sur la base des quantités de viandes ingérées à ces deux dates.

Dans le cas où un individu type réduit ses quantités de viande ingérées entre 2023 et 2035, nous réalisons plusieurs hypothèses de compensation :

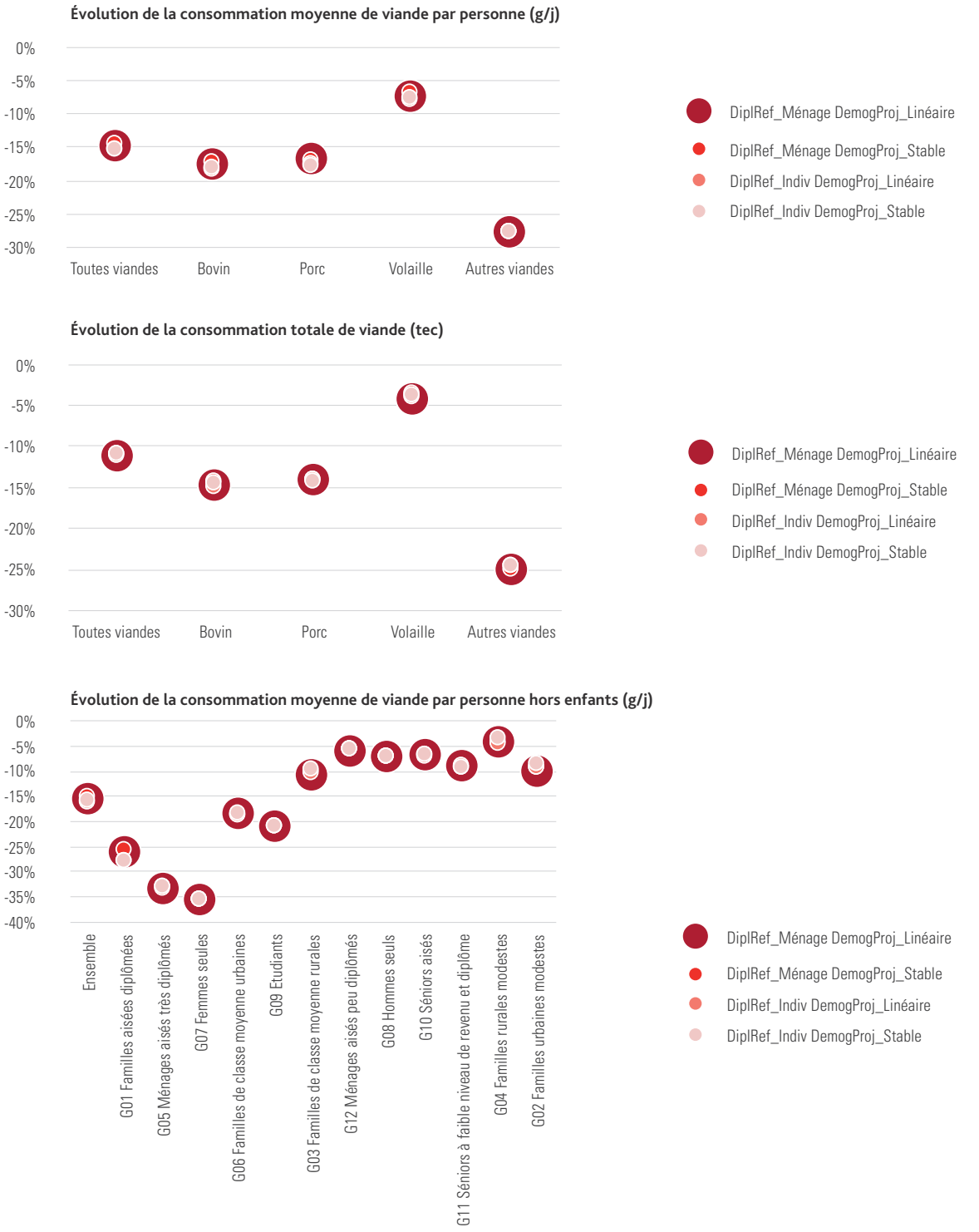
- Pas de compensation
- 100 % compensées par des légumineuses
- 100 % compensées par des du fromage
- 100 % compensées par du poisson
- 100 % compensées par des céréales
- 100 % compensées par une variété d'aliments : 25 % légumineuses, 25 % fromage, 25 % poisson et 25 % céréales
- 100 % compensées par des substituts végétaux.

D'autres hypothèses de compensations peuvent être réalisées, ainsi que des hypothèses de réduction d'autres aliments que la viande et d'autres compensations de ces réductions.

Tests de sensibilité

Les résultats globaux obtenus en faisant varier les deux paramètres (référence du niveau de diplôme de l'individu, et type de projection démographique) sont présentés dans les graphiques ci-dessous. Ceux-ci sont très proches indépendamment des paramètres choisis, le résultat obtenu pour la combinaison DiplRef_Ménage x DemogProj_Linéaire peut donc être considéré comme robuste.

FIGURE 28. Résultats des tests de sensibilité avec les 4 combinaisons de référence du niveau de diplôme et du type de projection



Source : I4CE/Iddri 2025.

ANNEXES

Tableau 1. Spécificités et moteurs des évolutions en consommations totales par compartiments et consommations de viande par compartiments et espèces, par sous-groupe

Groupe	Sous-groupe	Consommation et répartition des aliments hors boissons	Compartiments	Espèces
G01	1	Par défaut	Par défaut	Baisse porc > bovin > volaille partout → moteur : circuits courts, rémunérascore, attrait pour le bovin herbager
G01	2	Par défaut	Par défaut	Par défaut
G02	1	Par défaut	Baisse plus importante en restauration et plats préparés → moteur : attachement à la viande à domicile, attrait pour le naturel	Par défaut
G03	1	Par défaut	Par défaut	Baisse porc > bovin > volaille à domicile → moteur : santé, réduction de la charcuterie au quotidien
G03	2	Par défaut	Par défaut	
G04	1	Baisse plats préparés → moteur : méfiance produits transformés	Par défaut	Par défaut
G04	2	Par défaut	Par défaut	Par défaut
G05	1	Par défaut	Baisse moins forte en restauration commerciale moteur : viande associée à la convivialité & festivité	Par défaut
G05	2	Par défaut	Par défaut	Par défaut
G06	1	Par défaut	Par défaut	Par défaut
G06	2	Par défaut	Par défaut	Baisse porc > bovin > volaille à domicile → moteur : santé, réduction de la charcuterie au quotidien
G07	1	Par défaut	Par défaut	Baisse porc > bovin > volaille partout → moteur : santé
G07	2	Par défaut	Végé	Végé
G07	3	Par défaut	Par défaut	Baisse porc > bovin > volaille partout → moteur : biodiversité, BEA, attrait pour le bovin herbager
G08	1	Par défaut	Par défaut	Par défaut
G08	2	Par défaut	Par défaut	Baisse Bovin > Porc >> Volaille → moteur : santé, bien-être, sport
G09	1	Par défaut	Baisse plus importante en restauration collective → CROUS	Par défaut
G09	2	Par défaut		Par défaut
G10	1	Par défaut	Par défaut	Baisse porc > bovin > volaille à domicile → moteur : santé, réduction de la charcuterie au quotidien
G10	2	Par défaut	Par défaut	Par défaut
G10	3	Par défaut	Par défaut	Par défaut
G11	1	Hausse restauration collective → moteur : nouveaux lieux	Par défaut	Baisse Autres viande moins importante que dans les autres groupes → habitudes et inertie de goûts
G12	1	Par défaut	Baisse moins forte en restauration commerciale → viande associée à la convivialité & festivité	Par défaut

Tableau 2. Liste exhaustive des combinaisons de variables socio-démographiques composant chaque groupe

Groupe	Sous-ensemble	Sexe	Âge	Niveau de diplôme	Niveau de vie	Taille de l'agglomération	Type de ménage
01	1	*	*	Bac +4 et plus	Elevé	*	Famille
01	2	*	*	Bac +2/3	Elevé	*	Famille
02	1	*	*	Aucun diplôme	Faible	Villes moyennes et grandes	Famille
02	2	*	*	Bac, CAP, BEP	Faible	Villes moyennes et grandes	Famille
02	3	F	Adulte	Aucun diplôme	Faible	Villes moyennes et grandes	Personne seule
02	4	*	Adulte	Aucun diplôme	Faible	Villes moyennes et grandes	Couple
03	1	*	*	Aucun diplôme	Moyen	Rural et petites villes	Famille
03	2	*	*	Bac, CAP, BEP	Moyen	Rural et petites villes	Famille
03	3	*	*	Bac +2/3	Moyen	Rural et petites villes	Famille
03	4	*	*	Bac +4 et plus	Moyen	Rural et petites villes	Famille
03	5	*	Adulte	Aucun diplôme	Moyen	Rural et petites villes	Couple
03	6	*	Adulte	Bac, CAP, BEP	Moyen	Rural et petites villes	Couple
03	7	*	Adulte	Bac +2/3	Moyen	Rural et petites villes	Couple
04	1	*	*	Aucun diplôme	Faible	Rural et petites villes	Famille
04	2	*	*	Bac, CAP, BEP	Faible	Rural et petites villes	Famille
04	3	F	Adulte	Aucun diplôme	Faible	Rural et petites villes	Personne seule
04	4	*	Adulte	Aucun diplôme	Faible	Rural et petites villes	Couple
05	1	*	Adulte	Bac +4 et plus	Elevé	*	Couple
05	2	*	Adulte	Bac +4 et plus	Elevé	*	Personne seule
06	1	*	Adulte	Bac, CAP, BEP	Faible	Villes moyennes et grandes	Couple
06	2	*	Adulte	Bac +2/3	Faible	Villes moyennes et grandes	Couple
06	3	*	Adulte	Bac +4 et plus	Faible	Villes moyennes et grandes	Couple
06	4	*	Adulte	Bac, CAP, BEP	Moyen	Villes moyennes et grandes	Couple
06	5	*	Adulte	Bac +2/3	Moyen	Villes moyennes et grandes	Couple
06	6	*	Adulte	Bac +4 et plus	Moyen	Villes moyennes et grandes	Couple
06	7	*	Adulte	Bac +4 et plus	Moyen	Rural et petites villes	Couple
06	8	*	*	Bac +2/3	Faible	Villes moyennes et grandes	Famille
06	9	*	*	Bac, CAP, BEP	Moyen	Villes moyennes et grandes	Famille
06	10	*	*	Bac +2/3	Moyen	Villes moyennes et grandes	Famille
06	11	*	*	Bac +4 et plus	Faible	*	Famille
06	12	H	Adulte	Bac +4 et plus	Faible	Villes moyennes et grandes	Personne seule
07	1	F	Adulte	Aucun diplôme	Moyen	*	Personne seule
07	2	F	Adulte	Aucun diplôme	Elevé	*	Personne seule
07	3	F	Adulte	Bac, CAP, BEP	Moyen	*	Personne seule
07	4	F	Adulte	Bac, CAP, BEP	Elevé	*	Personne seule
07	5	F	Adulte	Bac +2/3	Faible	*	Personne seule
07	6	F	Adulte	Bac +2/3	Moyen	*	Personne seule
07	7	F	Adulte	Bac +2/3	Elevé	*	Personne seule
07	8	F	Adulte	Bac +4 et plus	Faible	*	Personne seule
07	9	F	Adulte	Bac +4 et plus	Moyen	*	Personne seule
07	10	F	Adulte	Bac, CAP, BEP	Faible	Rural et petites villes	Personne seule
08	1	H	Adulte	Aucun diplôme	Faible	*	Personne seule
08	2	H	Adulte	Bac, CAP, BEP	Faible	*	Personne seule
08	3	H	Adulte	Bac +2/3	Faible	*	Personne seule
08	4	H	Adulte	Aucun diplôme	Moyen	*	Personne seule
08	5	H	Adulte	Bac, CAP, BEP	Moyen	*	Personne seule
08	6	H	Adulte	Bac +2/3	Moyen	*	Personne seule
09	1	*	*	Etudiant	*	*	*
10	1	*	Senior	Bac +4 et plus	Elevé	*	Couple
10	2	*	Senior	Bac +4 et plus	Moyen	*	Couple
10	3	*	Senior	Bac +2/3	Elevé	*	Couple
10	4	*	Senior	Bac +2/3	Moyen	*	Couple
10	5	*	Senior	Bac, CAP, BEP	Elevé	*	Couple
10	6	*	Senior	Bac, CAP, BEP	Moyen	*	Couple
10	7	*	Senior	Aucun diplôme	Elevé	*	Couple
10	8	*	Senior	Bac +4 et plus	Elevé	*	Personne seule
10	9	*	Senior	Bac +4 et plus	Moyen	*	Personne seule
10	10	*	Senior	Bac +2/3	Elevé	*	Personne seule
10	11	*	Senior	Bac +2/3	Moyen	*	Personne seule
10	12	*	Senior	Bac, CAP, BEP	Elevé	*	Personne seule
10	13	*	Senior	Bac, CAP, BEP	Moyen	*	Personne seule
10	14	*	Senior	Aucun diplôme	Moyen	*	Personne seule
10	15	*	Senior	Aucun diplôme	Elevé	*	Personne seule
11	1	*	Senior	Bac, CAP, BEP	Faible	*	Couple
11	2	*	Senior	Aucun diplôme	Faible	*	Couple
11	3	*	Senior	Bac, CAP, BEP	Faible	*	Personne seule
11	4	*	Senior	Aucun diplôme	Faible	*	Personne seule
12	1	H	Adulte	Aucun diplôme	Elevé	*	Personne seule
12	2	H	Adulte	Bac, CAP, BEP	Elevé	*	Personne seule
12	3	*	Adulte	Aucun diplôme	Elevé	*	Couple
12	4	*	Adulte	Bac, CAP, BEP	Elevé	*	Couple
12	5	*	*	Aucun diplôme	Elevé	*	Famille
12	6	*	*	Bac, CAP, BEP	Elevé	*	Famille

Note : Dans ce tableau, « * » signifie « tous ». Ainsi, « * » dans la colonne « sexe » signifie « Homme ou Femme ».
Aide à la lecture : parmi les 540 combinaisons, toutes celles satisfaisant les conditions du sous-ensemble 1.1 ou 1.2 sont affectés au groupe 1.

BIBLIOGRAPHIE

- Abramson Julia, 2014, « Pratiques alimentaires, choix et individualisation. L'intérêt de la démarche biographique », *Sociologie et sociétés*, vol. 46
- Amossé Thomas, Cayouette-Remblière Joanie, Gros Julien, 2022, « Un schéma de classe d'emploi à la française », *Revue française de sociologie*, vol. 63
- Anferson Molly, Clapp Jennifer, Guttal Shalmali, Paskal Anna, Monsalve Suarez Sofia, 2023, « Qui fait pencher la balance ? L'influence croissante des grandes entreprises alimentaires et comment la contrer », IPES-food
- Barrey Sandrine, Dubuisson-Quellier Sophie, Gojard Séverine, Plessz Marie, 2016, « Les effets du gouvernement sur les conduites. Le rôle des bifurcations des trajectoires de vie dans les changements de conduite de consommation » dans S. Dubuisson-Quellier (dir.), *Gouverner les conduites*, Paris, Presses de Sciences po
- Barton Allen, 1971, « Le concept d'espace d'attributs en sociologie » dans R. Boudon, P. Lazarsfeld (dir.), *Le vocabulaire des sciences sociales. Concepts et indices*, Paris, Mouton & Co.
- Bergeron Henri, Castel Patrick, Dubuisson-Quellier Sophie, Lazarus Jeanne, Nouguez Etienne, Pilmis Olivier, 2018a *Le biais comportementaliste*, Paris, Presses de Sciences po
- —, 2018b, « Comportement correct exigé. Economie comportementale et gouvernement des conduites », *La Vie des Idées*
- Bootz Jean-Philippe, 2012, « La prospective : une source d'apprentissage organisationnel ? Revue de la littérature et analyse critique », *Management & Avenir*, n°53
- Bricas Nicolas, Conaré Damien, Walser Marie, 2021, *Une écologie de l'alimentation*, Versailles, Quae éditions
- Brocard Charlie, Saujot Mathieu, 2023, « Environnement, inégalités, santé : quelles stratégies pour les politiques alimentaires françaises », *Etude IDDRI*, avril 2023
- Cardon Philippe, Depecker Thomas, Plessz Marie, 2019, « Alimentation et goûts de classe » dans *Sociologie de l'alimentation*, Paris, Armand Colin
- Cayouette-Remblière Joanie, Ichou Mathieu, 2019, « Saisir la position sociale des ménages : une approche par configurations », *Revue française de sociologie*, vol. 60
- Campbell Colin, 1987, The romantic ethic and the spirit of consumerism, Oxford, Blackwell
- Chauvel Louis, 2001, « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, n°79
- Chevalier Tom, 2022, « Comment faire des typologies en politique comparée ? », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 29
- Coenen-Huther Jacques, 2007, « Classifications, typologies et rapport aux valeurs », *Revue européenne des sciences sociales*, XLV-138
- Comby Jean-Baptiste, 2023, « Une reconduction verdie de l'ordre social ? Relations entre fractions de classe sur le terrain écologique », Séminaire – la transition écologique et agroalimentaire au prisme des SHS (TR-SHS), Université Paris-Saclay
- —, Malier Hadrien, 2021, « Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses », *Sociétés contemporaines,* n°124
- Coulangeon Philippe, Yoann Demoli, Maël Ginsburger, Ivaylo Petev, *La conversion écologique des Français. Contradictions et clivages*, Paris, PUF
- Damon Julien, 2013, *Les classes moyennes*, Paris, PUF
- De Bakker Erik, Dagevos Hans, 2012, « Reducing meat consumption in today's consumer society : questioning the citizen-consumer gap », *J Agric Environ Ethics*, vol. 25, 877-894
- Degenne Alain, 2005, « Typologie » dans M. Cherkaoui, R. Boudon, M. Borlandi, B. Valade (dir.), *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France
- Dubuisson-Quellier Sophie, Etienne Nougez, 2022, « Quand les interventions publiques ciblent les comportements individuels » dans O. Borraz (dir.), *La société des organisations*, Paris, Presses de Sciences po, 2022, p. 109-123
- — 2022, « How does affluent consumption come to consumers ? A research agenda for exploring the foundations and lock-ins of affluent consumption », *Consumption and society*, vol. 1, n°1, p. 31-50
- —, 2018, *La consommation engagée*, Paris, Presses de Sciences po, 2018
- —, Gojard Séverine, 2016 « Why are food practices not (more) environmentally friendly in France ? The role of collective standards and symbolic boundaries in food practices », *Environmental Policies and Governance*, vol. 26
- —, 2014, « Du consommateur éclairé au consommateur responsable » dans M. Pigenet, D. Tartakowsky (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, p. 708-715
- —, 2013, « Consommation responsable » dans N. Postel, R. Sobel (dir.), *Dictionnaire critique de la RSE*, Presses Universitaires du Septentrion
- —, Plessz Marie, 2013, « La théorie des pratiques. Quels apports pour l'étude sociologique de la consommation ? », *Sociologie*, vol. 4, n°4
- Escalon Hélène, Beck François, 2013, « Les jeunes et l'alimentation. Des comportements sexués, évoluant avec l'âge et socialement marqués », *Agora débats/Jeunesse*, n°63
- Glanz Karen, Sallis James F, Saelens Brian E, Frank Lawrence D, 2005, « Healthy nutrition environment : concepts and measures », *Am J Health Promote*, vol. 19, p. 330-333
- Ginsburger Maël, 2021, « De la norme à la pratique éco-citoyenne. Position sociale, contraintes matérielles et diversité des rapports à l'éco-citoyenneté », *Revue française de sociologie*, vol. 61
- Grossetête Matthieu, 2019, « Quand la distinction se met au vert. Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales », *Revue française de socio-économie*, n°22
- Halbwachs Maurice, 1913, La classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherche sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines, Paris, Félix Alcan
- —, 1930, *Les causes du suicide*, Paris, Félix Alcan
- Laferté Gilles, 2014, « Des études rurales à l'analyse des espace sociaux localisés », *Sociologie*, vol.5
- Lahlou Saadi, 2023, « How to change consumer behaviours », *Proceedings of the nutrition society*, vol. 82, p. 80-90

- Leroy C., Van Leeuw V., Chihi A., Englert Y., Zhang W. H., 2018, « Analyse de clusters : nouvelle approche pour identifier les profils de mères avec des caractéristiques similaires », *Revue de médecine périnatale*, vol. 10
- Luke Timothy W., 1993, « Green consumerism : ecology and the ruse of recycling » dans J. Bennett, W. Chaloupka (dir.), *In the nature of things. Language, politics and the environment*, Minneapolis, University of Minnesota Press
- Mattioni Dalia, Loconto Allison Marie, Brunori Giancula, 2020, « Healthy diets and the retail food environment : a sociological approach », *Health and Place*, vol. 61
- Martucelli Danilo, 2009, « Qu'est-ce qu'une sociologie de l'individu moderne ? Pour qui, pour quoi, comment ? », *Sociologie et sociétés*, vol. 41
- Mejean Caroline, Recchia Daisy, 2022, « Urban foodscape and its relationships with diet and health outcomes », *Proceedings of the Nutrition Society*, vol. 81, p. 272-278
- Mermet Laurent, 2009, « Extending the perimeter of reflexive debate on futures research : an open framework », *Futures*, vol. 41
- Paugam Serge, Plessz Marie, 2019, « Des classes sociales aux inégalités : le regard sociologique s'est-il déplacé ? », *Revue européenne des sciences sociales*
- Pierru Emmanuel, Spire Alexis, 2008, « Le crépuscule des catégories socio-professionnelles », *Revue française de science politique*, vol. 58
- Plessz Marie, 2021, La dynamique sociale des pratiques : stratification sociale, changement social et consommation alimentaire, (HDR) Sociologie. Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)
- —, 2023 (mars), Entretien conduit par Clémence Nasr (IDDRI) et Lucile Rogissart (I4CE)
- Régnier Faustine, Lhuissier Anne, Gojard Séverine, 2009, « La structure sociale des consommations » dans *Sociologie de l'alimentation,* Paris, La Découverte
- I4CE, 2023, « Réduction de la consommation de viande : des objectifs publics bien loin des objectifs de durabilité », I4CE Etude Climat
- Roubelat Fabrice, 1993, « La prospective : méthodes et outils », *Teoros*, vol. 12, n°2
- Rumpala Yannick, 2009, « La 'consommation durable' comme nouvelle phase d'une gouvernementalisation de la consommation », *Revue française de science politique*, vol. 59, p. 967-996
- Saujot Mathieu, Clémence Nasr, Charlie Brocard, Lucile Rogissart, Sophie Dubuisson-Quellier, « Les décideurs publics doivent changer leur récit sur la transition alimentaire », IDDRI Billet de blog, avril 2023
- Saujot Mathieu, Clémence Nasr, Charlie Brocard, Marion Bet, Sophie Dubuisson-Quellier, « "Quand on peut, on veut". Conditions sociales de réalisation de la transition », IDDRI Decryptage, septembre 2024
- Savage Mike, 2020, « La sociologie est morte, vive la sociologie ! », *Revue du MAUSS*, n°56
- Sessego Victoire, Hebel Pascale, 2018, « Consommer durable est-il un acte de distinction ? Représentations, pratiques et impacts écologiques réels au regard des dynamiques sociales », *Credoc – Cahiers de recherche*
- Schnapper Dominique, 1999, La compréhension sociologique. Démarche de l'analyse typologique, Paris, PUF
- Shove Elizabeth, Pantzar Mika, Watson Matt, 2012, *The dynamics of social practice: everyday life and how it changes*, Los Angeles, Sage
- Shove Elizabeth, 2010, « Beyond the ABC: climate change policy and theories of social change », *Environment and planning*, vol. 42, p. 1273-1285
- Spurling Nicola Jane, McMeekin Andrew, Dale Southerton, Shove Elizabeth, Welch Daniel, 2013, *Interventions in practice: reframing policy approaches to consumer behavior*, University of Manchester, Sustainable practices research group.
- Tabarly Sylviane, Honegger Anne, 2009, « Le développement durable : approches géographiques, prospective et scénarios. Des méthodes pour simuler et préparer l'avenir », GéoConfluences
- Treyer Sébastien, 2009, « Changing perspectives on foresight and strategy : from foresight project management to the management of change in collective strategic elaboration processes », *Technology Analysis & Strategic Management*, vol. 21, n°3
- Turner Christopher, Aggarwal Anju, Walls Helen, Herforth Anna, Drewnowski Adam, Coates Jenifer, Kalamatianou Sofia, Kadiyala Suneetha, 2018, « Concepts and critical perspectives for food environment research : a global framework with implications for action in low and middle income countries », *Global food security*, vol. 18, p. 93-101
- Unterreiner Anne, Chave Frédérique, 2018, « Normes sociales et socialisation alimentaire », *Revue des politiques sociales et familiales*, 129-130
- Vonthron Simon, Perrin Coline, Toussaint-Soulard Christophe, 2020, « Foodscape : a scoping review and a research agenda for food-security related studies », *PLOS ONE*
- Vonthron Simon, 2021 Offre commerciale alimentaire et pratiques spatiales d'approvisionnement des ménages : construire une géographie des paysages alimentaires, Thèse de doctorat
- Wangel Josefin, 2011, « Exploring social structures and agency in backcasting studies for sustainable development », *Technological forecasting & social change*, vol. 78
- Weber Max, 1965, Essai sur la théorie de la science, Paris, Plon

TRAMe2035

Scénario pour une Transition
des Régimes Alimentaires des Ménages

IDDRI I4CE INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS